CANADA

FAO

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Agriculture and Agri-Food Canada – Agriculture et Agroalimentaire Canada

http://www.archive.org/details/canadaetfao00cana

PLEASE RETURN TO:
Food Markets Analysis Division
Reference Room

CANADA-FAO

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DU CANADA
PUBLICATION 1453 1971

préface

L'historique des 25 premières années de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture n'est qu'un simple rapport d'activité. Le temps et l'espace ne nous permettent pas de traiter de tous les aspects de la FAO. Ses activités sont multiples et leur étude demanderait plusieurs volumes. La première partie du présent compte rendu, intitulée "Fiat Panis", devise de la FAO, met en lumière certaines des activités, des expériences et des résultats. La deuxième partie, "La FAO dans un monde en évolution" est composée de textes écrits spécialement pour le 25e anniversaire de la FAO. Les auteurs, grâce à leur grande expérience de l'agriculture, de la politique, et à leur connaissance de la FAO, se sont davantage préoccupés de l'avenir, des perspectives et des tâches à accomplir.

Cet historique mentionne aussi, brièvement, la part des Canadiens à la création de la FAO, à son élaboration et à son organisation, ainsi que des contributions apportées par nos spécialistes. En annexe, on trouvera les noms des Canadiens ayant servi à la FAO et ceux choisis pour différentes fonctions officielles lors des nombreuses conférences, comités, séminaires, et réunions de travail. Il est possible que certains noms aient été omis. Nous le regretterions infiniment ; pareille omission n'est pas due à la négligence, mais bien plutôt aux lacunes de nos renseignements.

La présente publication a été préparée par M. Frank Shefrin, directeur du Service des relations internationales du ministère de l'Agriculture du Canada et président du Comité interministériel canadien de la FAO, et par M. Howard Trueman qui, jusqu'à ces derniers temps, était directeur de la Fondation canadienne contre la faim. Nous devons à la FAO une bonne documentation et de nombreuses photographies.

©Information Canada, Ottawa, 1971
N° de cat. A73-1453F

PRÉFACE 2

AVANT-PROPOS 5

CHAPITRE I: FIAT PANIS — DU PAIN POUR TOUS 8
L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE 9
EXPORTATIONS—EXCÉDENTS—COMMERCIALISATION ORDONNÉE 13
LA FAO SE MET AU TRAVAIL 19
UNE STRATÉGIE DE L'ABONDANCE 30
DE PEUPLES À PEUPLES 35
STRUCTURE DE LA FAO 38
UNE JOURNÉE À LA CONFÉRENCE 40
LA LIAISON CANADA-FAO 47

CHAPITRE II: LA FAO DANS UN MONDE EN ÉVOLUTION 50
COMMUNICATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES 54
LA FAO DANS UN MONDE EN ÉVOLUTION A. H. Boerma 56
Commentaires: V. Ignatieff; Ernest Mercier; Ralph W. Phillips; Frank Shefrin; 69
LE RÔLE DE LA FAO AU COURS DU PROCHAIN QUART DE SIÈCLE par Clifford Hardin 78
REGARDS SUR LES VINGT-CINQ ANS À VENIR, par H. A. Olson 83
LA FAO—QUELLE AUDACE! par Lester B. Pearson 91

CHAPITRE III: ANNEXES 96
ANNEXE 1. DÉLÉGATION CANADIENNE À LA PREMIÈRE SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO QUI S'EST TENUE À QUÉBEC EN 1945 97
ANNEXE 2. PERSONNEL CANADIEN AYANT PARTICIPÉ À LA CONFÉRENCE DE LA FAO EN 1945 99
ANNEXE 3. DÉLÉGATION CANADIENNE À LA QUINZIÈME SESSION DE LA FAO EN NOVEMBRE 1969 100
ANNEXE 4. CANADIENS AYANT OCCUPÉ UN POSTE À TITRE PROFESSIONNEL AUPRÈS DE LA FAO, QUE CE SOIT À SON SIÈGE CENTRAL OU DANS DES MISSIONS À L'EXTÉRIEUR 101
ANNEXE 5. BUDGET DE LA FAO ET PARTICIPATION CANADIENNE CORRESPONDANTE 104
ANNEXE 6. FAO: ORGANES STATUTAIRES ET AUTRES 105
ANNEXE 7. FONCTIONS REMPLIES PAR LES DÉLÉGUÉS CANADIENS AUX DIFFÉRENTES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE LA FAO 108
ANNEXE 8. ORGANIGRAMME DE LA FAO, 1er JANVIER 1970

Lord Boyd-Orr, 1945-1948

M. Norris E. Dodd, 1948-1953

M. P. V. Cardon, 1954-1956

M. B. R. Sen, 1956-1967

M. A. H. Boerma, 1968-

LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA FAO

"L'homme a besoin pour vivre d'autant de rêves que de pain."

Proverbes

avant-propos

Il peut sembler incroyable qu'à l'heure où sciences et technologie s'associent à l'art séculaire de l'agriculture pour produire plus que l'homme n'a jamais osé rêver, qu'il puisse y avoir encore sur la terre des centaines de millions d'affamés. Et, pourtant, il en est bien ainsi.

La création de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture date de la fin de la deuxième guerre mondiale. La Conférence inaugurale fut tenue à Québec le 16 octobre 1945. Dans les termes les plus simples, l'objectif de la FAO est "La libération de la misère".

Il y a 25 ans, la FAO s'est mise en branle sans repères, ni route à suivre, pour remettre en ordre un monde bouleversé par la guerre, où la production de nourriture avait été réduite, et où les canaux de distribution avaient été terriblement perturbés. Les objectifs à long terme, cependant, avaient une portée plus considérable et représentaient un vrai défi. Le rétablissement économique était la première tâche. Nos principaux objectifs visaient le mieux-être économique et social des producteurs primaires, et de tous les autres membres de la société, et une augmentation des quantités de nourriture disponible. Le progrès fut lent et maigre. Toutefois, lorsque nous considérons l'effort accompli, nous avons bien le droit de regarder l'avenir avec confiance.

Les commettants de la FAO viennent de 121 pays et comprennent près de trois milliards de personnes. Le problème n'est pas de trouver quelque chose à faire, mais de décider ce qui doit être fait dès aujourd'hui. De l'ouvrage! la FAO en fourmille.

La part du Canada pour aider les pays en voie de développement à augmenter leur

CHAPITRE I

fiat panis - du pain pour tous

"La première institution permanente des Nations Unies se met en branle. Elle n'a pas d'exemple pour l'inspirer, c'est quelque chose de neuf dans l'histoire internationale. Il y a eu d'autres organisations internationales auparavant, mais celles-ci remplissaient des fonctions dont les tâches et les objectifs étaient plus clairement définis; la FAO est la première à montrer tant de hardiesse, la première à vouloir aider les nations à se libérer de la misère. Jamais, dans le passé, avions-nous vu les nations se grouper dans un but semblable".

Extrait de la lettre de M. Lester B. Pearson, transmettant au gouvernement le compte rendu de la première session de la Conférence de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

l'assemblée constituante

Dans la matinée du 16 octobre 1945, les représentants des gouvernements membres des Nations Unies se réunissaient au Château Frontenac, dans l'historique cité de Québec, afin de signer l'Acte constitutif et de tenir la première Conférence de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, qui venait de leur être proposée. Il y avait tout juste quelques années que les chefs des nations alliées s'étaient réunis au même endroit pour mettre au point la stratégie devant leur permettre de gagner la deuxième Guerre mondiale.

Avant la fin de la journée, 34 pays membres des Nations Unies avaient signé l'Acte constitutif, deux autres purent le faire durant la Conférence, tandis que six l'avaient accepté pour le signer par la suite. À la clôture de la session, l'organisation comprenait 42 pays. Après deux semaines de délibérations, le président de la Conférence, M. L. B. Pearson, qui devint par la suite premier ministre du Canada, put déclarer en tant que président de la Conférence :

"Nous avons travaillé dur. En deux semaines nous avons tenu plus de 210 réunions de la Conférence et de ses comités, sans parler des groupes officieux qui se sont réunis ici et là et ont travaillé fort avant pendant la nuit, cela démontre l'intérêt que nous portons à notre tâche et la diligence que nous déployons pour en faire quelque chose de bien. . . . Nous avons tracé un plan directeur pour nos travaux futurs. Mais les plans doivent se convertir en constructions, les recommandations en réalités. C'est là le travail de la FAO, mais, en fin de compte, la FAO ce sont les peuples et les gouvernements. C'est donc à nous qu'il incombe de faire de cette organisation une réussite".

Le Canada a joué un rôle important lors de cette première Conférence. En plus d'être le pays hôte, il a fourni le Président et le secrétaire général adjoint, M. A. E. Richards. Sa délégation était une des plus importantes et comptait des représentants des différentes disciplines telles que la nutrition, l'agriculture, la pêche, les forêts et l'économie. La délégation comportait également des représentants des organisa-

L'honorable James G. Gardiner, ministre de l'Agriculture, signe au nom du Canada la Convention de la FAO, à Québec, en 1945.

tions agricoles, forestières, et des pêcheries. La délégation[1] était conduite par l'Hon. J. G. Gardiner, ministre de l'Agriculture. De plus, le Canada fournit à la première Conférence un certain nombre de fonctionnaires qui servirent dans les cadres[2] de la Conférence. Un certain nombre d'entre eux tels MM. S. C. Hudson, E. P. Reid et Frank Shefrin, participent encore aux activités de la FAO, en tant que membres du personnel ou en tant que représentants du gouvernement. Parmi ceux-ci, a figuré M. Vladimir Ignatieff, l'un des premiers Canadiens employés par la FAO ; il a pris sa retraite en 1969 après avoir servi pendant longtemps. De très nombreux membres de cette première délégation canadienne furent marqués à un tel point qu'ils rejoignirent le personnel de la FAO. M. Don Finn devint directeur du service des Pêches, MM. Roy Cameron et Jack Harrison exercèrent leurs talents dans le domaine des Forêts. Jack Booth accomplit une mission spéciale en Malaisie, tandis que M. E. S. Archibald, autrefois directeur du Service des fermes expérimentales du ministère de l'Agriculture du Canada, se rendit en Éthiopie en tant qu'expert de la FAO.

La première Conférence donna sa forme à la FAO en se fondant sur les leçons du

1 L'annexe no 1 donne la composition de la délégation canadienne.

2 L'annexe no 2 fournit une nomenclature partielle des Canadiens qui ont servi en tant que membres du Secrétariat.

Les délégués de 42 nations à la Conférence inaugurale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'est tenue dans l'historique Château Frontenac, à Québec, le 16 octobre 1945.

passé : pénuries et excédents de denrées alimentaires, destruction des excédents, famines sur une grande échelle, fluctuations brutales des prix, incapacité des producteurs de base à définir ou à conduire leurs opérations commerciales, impact des destructions dues à la guerre et aux terres ravagées, pénuries alimentaires importantes, millions de personnes déplacées. Les Canadiens étaient à même de comprendre toutes ces fatalités. Par expérience, ils pouvaient comprendre le désir de sécurité et d'amélioration du niveau de vie des producteurs de base.

Le préambule de l'Acte constitutif de la nouvelle organisation précise ses objectifs en termes clairs, termes qui sont aussi justifiés et valables à l'heure actuelle qu'ils l'étaient au jour de leur approbation :

"Ces statuts sont approuvés par les pays membres qui sont déterminés à promouvoir le bien-être commun et s'engagent à exercer des actions individuelles ou collectives afin de :

- *relever le niveau alimentaire et le standard de vie des peuples placés sous leur juridiction respective,*
- *améliorer l'efficacité de la production et de la distribution de tous les aliments et denrées agricoles,*
- *améliorer les conditions de vie des populations rurales et leur participation à une économie mondiale en expansion."*

À son début, la FAO dont "le dessein était d'une telle hardiesse", était composée d'un groupe de pays très différents des 121 membres actuels qui se réunissent tous les deux ans pour faire le point de l'action entreprise en faveur de près de 3 milliards d'hommes comprenant les deux tiers de la population mondiale, et dont le plus grand nombre vivent dans des pays en voie de développement.

En 1945, pratiquement tous les pays membres de la FAO[1] provenaient d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique Latine, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Le continent asiatique était représenté par une seule nation, les Indes. À cette époque, l'Afrique ne comptait que quatre pays indépendants: l'Égypte, l'Éthiopie, le Libéria et l'Afrique du Sud, et trois seulement joignirent les rangs de la FAO. Au cours des années, le nombre des membres s'est accru, en particulier lorsque, pays après pays, les nations d'Asie et d'Afrique devinrent indépendantes.

La FAO a perdu des membres aussi bien qu'elle en a gagnés. La Chine, la Tchécoslovaquie et la Pologne faisaient partie des membres fondateurs et la Hongrie avait adhéré à l'organisation en décembre 1946, mais tous les quatre la quittèrent. Cependant, la Pologne la rejoignit en 1957 et la Hongrie en 1967. L'Afrique du Sud s'est retirée en décembre 1964. L'Union soviétique était représentée à la Conférence de fondation de la FAO mais n'a pas exercé ses droits lui permettant d'en faire partie. Quelques-uns des pays membres de l'organisation n'appartiennent pas aux Nations Unies, par exemple l'Allemagne fédérale, la République de Corée, la République du Vietnam, et la Suisse. Quelques-uns des pays membres des Nations Unies n'appartiennent pas à la FAO.

Les tâches auxquelles a dû faire face la FAO sont devenues plus complexes au fur et à mesure que le nombre des membres de l'organisation a augmenté, et que de plus en plus, de nouveaux pays lui demandaient de définir les orientations, de formuler des avis et d'établir des expertises. Les solutions sont toujours proposées, jamais imposées. On s'est rendu compte très tôt que l'assistance technique à elle seule ne pourrait résoudre le problème de l'alimentation. Les solutions étaient fonction du développement économique, celui-ci dépendait des relations du même ordre, c'est-à-dire du commerce international, et il fallait ouvrir les marchés aux pays les moins puissants. D'un autre côté, les pays les moins développés se rendirent compte que, pour qu'elle soit efficace, il fallait intégrer l'aide extérieure à la politique nationale.

---

1 À la première conférence de la FAO les pays membres étaient les suivants : Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Égypte, Équateur, États-Unis, France, Grèce, Guatémala, Haïti, Hollande, Honduras, Islande, Inde, Irak, Liban, Libéria, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Norvège, Nouvelle Zélande, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République Dominicaine, Royaume Uni, Syrie, Tchécoslovaquie, Union Sud Africaine, Uruguay, Vénézuéla et Yougoslavie.

"Nous irions vers un constat de faillite des gouvernements s'il s'avérait impossible malgré l'énorme potentiel de l'agriculture moderne, de parer à l'insatisfaction en aliments à haute valeur nutritive dont les hommes ont un si grave besoin".

Frank McDougall, conseiller économique auprès de M. le Haut commissaire d'Australie. Londres 1935.

exportations - excédents - commercialisation ordonnée

L'histoire de la FAO est celle de la recherche d'une solution aux problèmes alimentaires mondiaux, recherche au cours de laquelle il est vite devenu clair que les solutions possibles font partie des impondérables. La concrétisation des objectifs s'est révélée difficile. À de multiples reprises des propositions furent formulées, mais leur application fut une autre histoire. Cependant, dans les faits, aucune des propositions principales n'a été écartée. Des adaptations y ont été apportées qui, bien que souvent plus terre à terre et moins imaginatives, restaient cependant orientées dans la bonne direction.

Au cours des premières années de son existence, le souci majeur de la FAO avait trait à la commercialisation internationale des produits de la terre. Les dirigeants des organisations agricoles participant à la Conférence de Québec firent entendre très clairement que tout en étant parfaitement d'accord pour accroître la production afin d'assurer à chacun une nourriture suffisante, cela ne devrait pas se faire aux dépens des agriculteurs. Il fut indiqué qu'un accroissement de la production devait obligatoirement s'accompagner d'une libre circulation des denrées sur les marchés mondiaux. MM. Herb Hannam, et Bill Parker, dirigeants agricoles canadiens, insistèrent sur le fait qu'il appartenait à la FAO de provoquer des actions destinées à empêcher l'accumulation des excédents dans les principaux pays producteurs, soit grâce à des accords internationaux sur les denrées, soit par un autre type quelconque de collaboration internationale, si l'on ne voulait pas que l'agriculture mondiale se retrouve dans les conditions déplorables qu'elle avait connues avant la deuxième Guerre mondiale. Moins d'un an après la fondation de la FAO, au printemps de 1946, Lord John Boyd-Orr, premier directeur général de la FAO, proposa la création d'un bureau alimentaire mondial qui se serait occupé de :

1 la stabilisation des prix des denrées agricoles sur les marchés mondiaux, y compris la constitution des réserves financières nécessaires aux opérations de stabilisation ;
2 la mise en place de réserves alimentaires mondiales pour faire face à des cas d'urgence dus à des catastrophes agricoles ;
3 l'établissement de programmes de financement pour l'écoulement des excédents agricoles, comportant des clauses spéciales en faveur des pays où les besoins seraient les plus urgents ;
4 la coopération avec les organismes s'occupant des crédits nécessaires au développement, et des politiques commerciales relatives aux différents produits.

Cette proposition fut discutée d'une façon approfondie au cours de la Conférence et en comité, mais les gouvernements membres de la FAO ne recommandèrent pas une action immédiate. Cependant, la Conférence créa un Conseil chargé de procéder annuellement à un examen de l'évolution de la production, de la demande, et du commerce. Ce Conseil devint par la suite l'organe exécutif de la FAO, et le Canada a participé en permanence à son fonctionnement.

À partir de 1948 et de 1949, le problème des excédents devient une obsession pour les principaux pays producteurs. En juin 1949, le Conseil de la FAO chargea le directeur général, M. Norris Dodd, d'établir un rapport sur "les causes sous jacentes des problèmes commerciaux qui se manifestent, quant aux denrées agricoles, et les actions que l'on pourrait recommander aux gouvernements". À l'issue de cette étude, une recommandation fut faite par le directeur général pour la création d'un *Office international pour l'échange des produits* (ICCH) constitué en forme d'organisme public, et dont certaines des fonctions auraient été :

1 L'achat, suivant certaines dispositions, des stocks de denrées en excédent ;
2 La négociation des ventes en devises non convertibles, afin d'aider au maintien des mouvements commerciaux lors des périodes de déséquilibre des changes, les pays acheteurs pouvant ainsi assurer les paiements de cette nature contre les pertes dues aux dépréciations sur les changes ;
3 La négociation des ventes à des prix spéciaux pour les pays dans le besoin, avec des conditions d'utilisation strictement définies, par exemple l'attribution de secours, les programmes alimentaires spéciaux, ou les projets de développement ;
4 Dans le cadre d'une action à long terme, la constitution de stocks achetés lors de périodes d'excédents, afin de constituer des réserves destinées à protéger les intérêts des consommateurs dans les périodes de pénurie ;
5 La négociation d'accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux, ou des échanges de denrées sur la base du troc ;
6 La coordination de la négociation et de l'application des accords internationaux sur les denrées, en attendant les décisions ultérieures relatives à l'organisation intergouvernementale devant répondre à cet objet.

Le financement d'un tel système aurait impliqué une ouverture de crédits équivalant à 5 milliards de dollars EU. La Conférence de la FAO n'accepta pas la proposition. Les pays n'y étaient pas prêts ou ne pouvaient pas ratifier un projet aussi ambitieux impliquant des dépenses d'une telle importance et une telle délégation de pouvoirs. La Conférence créa cependant un *Comité des produits* destiné à étudier et à exprimer des avis sur les denrées agricoles, la production, les prix, le commerce, et les situations particulières donnant lieu à l'existence d'excédents. Le Canada fut choisi pour faire partie de ce Comité et y a exercé continuellement depuis. À

diverses occasions, M. G. S. H. Barton et M. C. F. Wilson en exercèrent les fonctions de Président.

Au début de la décennie de 1950, la situation des excédents s'améliora, mais se détériora de nouveau en 1953. À partir de cette date, les deux problèmes principaux furent : tout d'abord comment écouler les excédents qui avaient déjà été accumulés sans déséquilibrer complètement la production agricole du moment, ou les règles normales du commerce ; en second lieu, en dépit de l'existence des excédents, s'assurer qu'il pourrait y avoir une expansion permanente mais plus sélective de la production, afin de faire face à la croissance accélérée de la population ainsi qu'à la multiplication des besoins provenant de l'élévation du niveau de vie, et cela sans créer à nouveau des excédents. En 1954, on mit en place un Sous-comité de l'écoulement des excédents, placé sous l'autorité du Comité des produits, et dont le rôle était de fournir un cadre permettant de traiter des matières relatives à ce problème. Pour guider les travaux de ce sous-comité, on établit des principes sur l'écoulement des excédents, et de nombreux gouvernements, y compris le Canada, convinrent de donner leur accord à ces principes, ou tout au moins de les prendre en considération lors des mouvements de produits agricoles effectués sur le plan international dans des conditions spéciales.

Ces principes généraux sont les suivants :

1 La solution des problèmes posés par l'écoulement des excédents agricoles devrait être recherchée, chaque fois que cela est possible, dans des efforts permettant d'accroître la consommation plutôt que par des mesures restreignant les approvisionnements.

2 Les gouvernements membres qui disposent d'excédents de produits agricoles devraient en disposer dans le cadre de programmes rationnels, de façon à éviter des pressions fâcheuses se traduisant par des chutes brutales des prix sur les marchés mondiaux, en particulier alors que les prix des produits agricoles sont généralement bas.

3 Là où des surplus sont écoulés à des conditions spéciales, il devrait être entendu à la fois par les pays importateurs et par les pays exportateurs que de tels accords se feront sans interférence fâcheuse pour les règles normales de la production et du commerce international.

Le sous-comité de l'écoulement des excédents, dont le Canada fait partie, a servi de forum à un certain nombre de pays pour exprimer leurs plaintes. Ces dernières s'appuyant sur les "Principes" des activités commerciales portant sur les exportations à des conditions de faveur, ont tenté d'empêcher des ventes à ces conditions particulières puisqu'elles auraient perturbé le marché.

De novembre 1957 à 1967, par le canal de son Comité sur les problèmes des produits, la FAO a créé un certain nombre de *groupes d'étude des produits* par exemple les céréales, les agrumes, les corps gras, les fibres dures, etc. Ces groupes ont approfondi dans les détails l'étude des problèmes relatifs à ces produits, et ont soumis des propositions qui ont été souvent utilisées par d'autres organismes internationaux. Les deux groupes présentant le plus d'intérêt pour le Canada sont celui des céréales et celui des oléagineux. Le groupe des céréales de la FAO a été créé en 1957 pour étudier la production et la consommation ainsi que le commerce des céréales ; de fournir des renseignements et des analyses sur les politiques céréalières et les statistiques ; enfin de s'occuper des problèmes de commercialisation. Au cours des années, ce groupe a étudié en permanence les politiques céréalières et les tendances de la production et de la demande, mettant en évidence les effets des politiques céréalières nationales sur le commerce et les stocks internationaux. Le Canada a été l'un des fondateurs de ce groupe, en a fait partie sans

interruption, et, à deux occasions lui a fourni son Président, Frank Shefrin en 1963 et Claude Hudson en 1967.

Un autre groupe qui présente un intérêt immédiat pour les agriculteurs canadiens des Prairies est le groupe d'étude de la FAO sur les oléagineux et les corps gras. Ce groupe a été mis en place à l'initiative des pays en voie de développement. Il fournit un point de rencontre pour les études et les consultations sur les aspects économiques de la production, de la transformation, de la consommation, de la vente et de la commercialisation des oléagineux et des corps gras.

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL : À la fin des années 50 le problème des excédents a pris des proportions désastreuses, en particulier à cause de la réaction du commerce international à l'utilisation de la technique des ventes à des conditions de faveur. Au même moment, se produisirent de sérieuses pénuries alimentaires, en même temps que s'avivait la préoccupation quant aux politiques agricoles nationales. On parla à nouveau d'une *Banque alimentaire mondiale*.

La FAO et l'assemblée générale des Nations Unies convinrent de la création d'un *Programme alimentaire mondial* (PAM), organisme plus modeste que la banque alimentaire mondiale dont on avait si souvent parlé, et dont les objectifs sont les suivants :

1 faire face aux besoins alimentaires d'urgence et aux situations critiques inhérentes à une malnutrition chronique (cette disposition pouvant comprendre la mise en place de réserves alimentaires) ;
2 l'aide à l'alimentation, à l'âge préscolaire et scolaire ;
3 la réalisation d'opérations pilotes, utilisant la nourriture comme une aide au développement économique et social, en particulier dans le cas de réalisations liées à l'emploi d'une main-d'œuvre abondante et au bien-être rural.

Le Canada a pris une part très active à la création de cet organisme. Lors de la Conférence de la FAO en 1961, le chef de la délégation canadienne, l'Hon. Alvin Hamilton, ministre de l'Agriculture déclara :

"La proposition de création d'une Banque alimentaire mondiale a été faite par le Canada à de nombreuses occasions durant ces dernières années. Il y a un peu plus d'un an, le Premier ministre du Canada a soumis de nouveau cette proposition dans un mémoire adressé à l'Assemblée générale des Nations-Unies. Un départ concret a été pris quand le Canada, les États-Unis d'Amérique, le Pakistan, le Vénézuéla, le Libéria et Haïti ont parrainé conjointement la résolution dont la proposition actuellement faite à la Conférence est le résultat . . . .

"J'en appelle à la Conférence et aux gouvernements ici représentés. Nous ne devons pas laisser les efforts présents s'amenuiser. Par notre action actuelle, nous devons mettre fin à cette série de frustrations. Dans toute entreprise, c'est le premier pas qui est le plus long et le plus important. La proposition que nous étudions maintenant constitue en réalité notre premier pas . . . .

"De notre point de vue, la conception d'une banque alimentaire mondiale doit se fonder sur les besoins alimentaires des peuples et non sur ceux des pays ayant besoin de se débarrasser d'excédents. Dans notre esprit, les membres les plus fortunés de la famille des Nations Unies, dont un grand nombre ont un potentiel de production alimentaire substantiel, devraient, en commun, déverser certaines de leurs ressources dans ce réceptacle qui permettra de venir en aide aux moins fortunés."

Le Canada a manifesté en termes concrets son intérêt pour le Programme alimentaire

mondial (PAM). Au cours de la période allant de 1963 à 1972 notre aide alimentaire a été de plus de 100 millions de dollars. Seuls les États-Unis ont dépassé ce chiffre. Le blé, la farine, le lait écrémé en poudre, le fromage en conserve, les haricots et les pois, les œufs en poudre, le poisson séché et en conserve du Canada ont atteint plus de 60 pays dans le cadre de l'aide apportée à 180 projets du PAM.

Depuis la naissance du PAM, le Canada a été choisi pour faire partie de son organe directeur, le Comité intergouvernemental. Deux Canadiens ont été présidents de ce comité, Alex Turner en 1963 et Frank Shefrin en 1971.

Le Canada contribue au Programme alimentaire mondial par la fourniture de produits laitiers et de poisson.

Les ressources mises à la disposition du Programme alimentaire mondial depuis sa création, y compris les engagements pour l'année 1971-1972, ont atteint le total de $718,000,000 EU, dont 512 millions en produits et 206 millions en espèces et en services. De plus, 42 millions en céréales alimentaires ont été mis à la disposition du Programme par les signataires de la Convention sur l'aide alimentaire, de l'Accord international sur les céréales.

Au total, près de 500 projets intéressant 83 pays ont été approuvés depuis le début du fonctionnement du PAM en juin 1963, les dépenses de cet organisme ayant atteint près de 1 milliard de dollars. La répartition par région donne les chiffres suivants : Amérique latine et Caraïbes, 71 projets dans 19 pays ; Afrique du nord et Proche-Orient, 106 projets dans 11 pays ; Afrique occidentale, 78 projets dans 22 pays, Europe méridionale et Afrique orientale, 78 projets dans 17 pays ; Asie et Extrême-Orient, 122 projets dans 14 pays. De plus, 113 opérations d'urgence ont été menées dans 65 pays, leur coût total pour le PAM atteignant près de 90 millions de dollars.

Près de 8 millions de personnes à travers le monde bénéficient directement des fournitures alimentaires du PAM, provenant d'environ 90 pays. Dans la catégorie importante correspondant au développement des ressources humaines, le nombre a été d'environ 2 millions : étudiants, mères, enfants, et malades dans les hôpitaux. Dans les projets de développement communautaire, de communications, de logement, et dans les programmes relatifs à la santé publique, le nombre de bénéficiaires a dépassé 3.7 millions, tandis que dans les domaines forestiers, de mise en valeur des terres, des pêches, du recensement des réfugiés, et de l'industrie, 2 millions de personnes ont bénéficié de l'aide alimentaire.

À ce jour, l'expérience du PAM a montré qu'il existe différents moyens grâce auxquels l'aide alimentaire, en même temps qu'elle combat directement la malnutrition, peut aider au développement économique et social.

Les nations ont démontré qu'elles savaient reconnaître l'une des grandes œuvres de la science moderne, soit, les améliorations sensationnelles de la santé humaine qui découlent d'une meilleure alimentation et le rôle fondamental qu'une meilleure agriculture peut jouer pour améliorer l'alimentation. Savoir comment améliorer la santé et accroître les capacités de production et l'efficacité des humains, voilà un savoir qui a bien devancé les mécanismes sociaux capables de lui donner une valeur pratique.

Les travaux de la FAO — Première session de la conférence tenue à Québec, en octobre 1945.

la fao se met au travail

Le petit groupe qui, à l'origine, composa le Secrétariat de la nouvelle organisation ne perdit pas de temps pour se mettre au travail. En huit mois furent organisés le rassemblement et l'analyse des données qui servirent à rédiger la première étude sur la situation alimentaire mondiale qui fut publiée en temps voulu pour la seconde session de la conférence de la FAO à Copenhague en octobre 1946. Sur le vu de ce rapport, la conférence recommanda vivement que les membres poursuivent les études sur les régimes alimentaires, organisent des études sur la mouture, la transformation et la certification des céréales, et développent l'enseignement relatif à la nutrition et la formation de travailleurs sociaux ; elle a également mis sur pied avec l'Organisation mondiale de la santé nouvellement fondée une commission mixte chargée de traiter des problèmes mutuels étroitement imbriqués des domaines de la nutrition et de la santé. Au cours des années, cette coopération avec l'OMS conduisit à la mise au point et à la publication d'une série d'études de valeur qui ont formé la base d'un grand nombre des activités exercées sur le terrain par la FAO en faveur des groupes humains vulnérables : femmes enceintes, nourrices, jeunes enfants venant d'être sevrés.

L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Les demandes les plus insistantes formulées auprès de la FAO par les pays en voie de développement ont sollicité des renseignements et une orientation sur la manière d'accroître la production alimentaire. Au cours de ses vingt premières années d'existence la FAO a reçu davantage de demandes d'assistance technique dans les domaines de la terre et de l'eau que pour n'importe quel autre objet. Une œuvre de première grandeur fut la publication d'une carte des sols du monde.

Une attention particulière a été accordée à la fertilité du sol, ce qui a conduit à l'établissement de guides pour l'utilisation des engrais dans 22 pays. Plus de 160,000 essais pratiques d'engrais ont été effectués dans 27 pays, dans le cadre du programme des engrais de la Campagne contre la Faim.

M. L. P. V. Johnston, agronome canadien, (à gauche), chargé par la FAO de lancer la production du maïs hybride en Syrie.

Des études menées sur le développement vont se traduire par des réalisations d'irrigation intéressant des superficies allant de 2,500 à 500,000 acres. Vingt-sept projets basés essentiellement sur l'irrigation ont démarré dans autant de pays, et emploient 381 spécialistes appartenant à des disciplines différentes.

Nombreux sont les canadiens qui ont participé au succès de la FAO pour l'utilisation de la terre et de l'eau mais la contribution du Dr V. Ignatieff qui a servi de 1946 jusqu'à sa retraite en 1969 se remarque plus que toutes autres.

La grande majorité de la population mondiale trouve sa subsistance dans les céréales : le riz, le blé, le maïs et le sorgho. La FAO commença très tôt à recevoir des demandes d'assistance portant sur la sélection des plantes. L'organisation développa son activité dans ce domaine, des centres de formation furent mis en place, des experts envoyés à l'extérieur et des bourses accordées pour la formation dans d'autres pays. Pendant de nombreuses années M. L. E. Kirk, professeur à l'université de la Saskatchewan, dirigea cette activité à Rome et M. James Harrington, un autre professeur à la même université, accomplit de nombreuses missions sur le

terrain. M. Harrington parcourut le Moyen Orient, en même temps que M. Norman Borlaug, récipiendaire du Prix Nobel pour la Paix, dans le cadre des études destinées à préparer la propagation des semences des nouvelles variétés de blé nain du Mexique. Par la suite, le personnel de la FAO introduisit ces variétés au Pakistan, et en même temps les nouvelles variétés de riz originaires des Philippines étaient mises en culture aux Indes. L'accueil favorable et rapide qu'elles ont rencontré a été l'une des réussites principales de la science agricole moderne.

La lutte contre les parasites et les maladies des cultures a toujours constitué une partie importante des activités de la FAO. Le personnel de son siège central comprend des spécialistes de la phytopathologie, de l'entomologie, de l'entreposage des récoltes, des pesticides, de la lutte contre les sauterelles, de la protection des végétaux et des problèmes de quarantaine. L'un des premiers objectifs a été la mise au point d'une convention internationale pour la protection des végétaux comportant un service d'information sur l'incidence des maladies des plantes à travers le monde. M. W. H. Keenan apporta à la mise sur pied du programme mondial l'expérience acquise par la Division de la protection des végétaux du ministère de l'Agriculture du Canada.

Dès le début, la FAO se chargea de l'organisation de la lutte contre les sauterelles en Afrique orientale et au Moyen Orient, grâce à quoi elle a contribué d'une façon essentielle à l'accroissement de la production. Les secteurs de l'emploi et de la réglementation des pesticides ont bénéficié de la participation de M. Henry Hurtig du ministère de l'Agriculture du Canada. Dans ce domaine, pour diminuer les risques de pollution de l'environnement et de contamination des produits alimentaires, la FAO encourage les recherches visant à obtenir des pesticides moins persistants et plus sélectifs.

LES PROTÉINES: COMBLER LE DÉFICIT

Avec la mise au point de la science nutritionnelle, s'est produite une polarisation extraordinaire de l'attention sur l'importance des protéines dans les régimes alimentaires, en particulier en ce qui concerne les enfants âgés de moins de cinq ans, ce qui a stimulé les diététiciens, les économistes ménagers, et les spécialistes de la production animale et des pêches. On considère que la manière la plus rapide d'accroître les disponibilités en protéines animales consiste à augmenter la production de lait, de volaille et d'œufs, ainsi que de porc (là où n'existe pas d'interdit religieux). Les pays en voie de développement demandent une assistance dans tous les domaines relatifs à l'amélioration des races de cheptel, à la mise au point de méthodes de production plus économiques, et à la protection contre les maladies et les parasites.

En partant des réalisations accomplies au Canada, la FAO, par des campagnes d'immunisation contre la peste bovine a évité la perte de millions de dollars aux éleveurs des pays tropicaux. La FAO coopère avec l'Office international des épizooties, dans le fonctionnement d'un système d'avertissement sur la propagation des épizooties, ce qui permet aux différents pays d'appliquer les règles de quarantaine quand et où cela est nécessaire.

Le poisson constitue une source importante de protéines animales, dont il fournit plus de 10% de la consommation mondiale totale. La FAO accorde une attention particulière à l'accroissement de la pêche dans les pays en voie de développement, tout en participant à tous les domaines importants qui la concernent: études sur la conservation des réserves de la mer, sur les effets de la pollution marine, sur l'amélioration des bateaux de pêche et de leur équipement, ainsi que sur l'adoption de nouvelles techniques permettant d'augmenter les prises et d'améliorer la transfor-

mation et la commercialisation du poisson. Elle se préoccupe aussi de l'expansion des pêches dans les pays en voie de développement. À l'heure actuelle, la FAO s'occupe d'environ 50 travaux sur les pêches, dans plus de 60 pays, pour un investissement total de 100 millions de dollars. La pisciculture revêt une importance particulière dans les pays tropicaux, où les barrages, les lacs, les étangs, et même les rivières peuvent fournir des rendements appréciables à l'aide de poissons appartenant à des espèces à croissance rapide.

Les Canadiens ont joué un rôle important dans la mise au point des services des pêches de la FAO. Quelques mois seulement après la conférence du Québec, M. D. B. Finn était nommé à la tête de ce service et, après 29 ans de service auprès de la FAO, il accomplit encore des missions spéciales. De nombreux autres Canadiens, MM. Popper, Winsor, Doucet, Gaudet, Audet, ont mis leur compétence à la disposition de l'organisation. M. A. W. H. Needler, ex sous-ministre du ministère des Pêches et des Forêts présida une conférence réunissant quelque 300 chercheurs et spécialistes de l'environnement convoqués à Rome par la FAO pour étudier les problèmes de la pollution maritime.

La FAO accorde une attention particulière aux activités portant sur la nutrition, les politiques alimentaires afférentes et la planification du développement économique et social. L'essentiel du programme de la FAO pour une alimentation riche en protéines consiste en activités orientées vers l'alimentation des nouveau-nés et des jeunes enfants. Par exemple : en Algérie, encouragement à l'utilisation des aliments pour bébés, et stabilisation de leur marché, dans le cadre d'un projet permanent conjoint FAO/OMS/UNICEF ; des initiatives de même nature sont en cours de préparation au Maroc, en Tunisie, en Turquie et en Iran. Dans plusieurs pays d'Afrique, les activités vont de l'introduction de la culture du soja et de l'utilisation de sa farine dans l'alimentation des nourrissons, à l'encouragement pour l'utilisation de mélanges alimentaires riches en protéines. Des études prospectives sur la production et l'utilisation des aliments de post-sevrage ont été conduites ou sont en préparation à Madagascar, en Tanzanie, dans les Caraïbes, au Pérou et au Brésil.

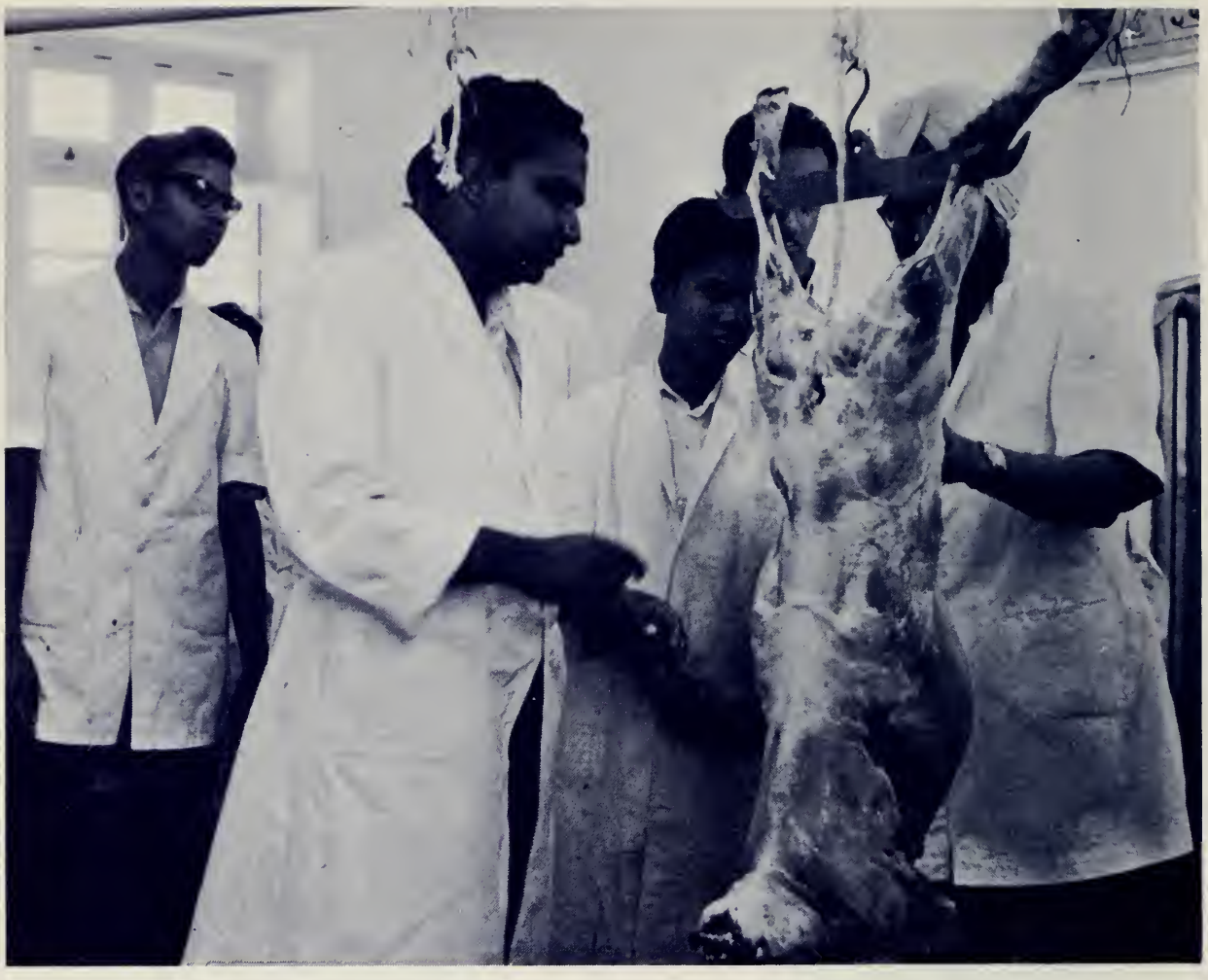
D'autres activités ont trait à l'enseignement nutritionnel, aux habitudes alimentaires, à la promotion alimentaire, aux conseils portant sur l'alimentation des ouvriers et des collectivités. La FAO aide également les gouvernements membres à mettre en œuvre et à juger les réalisations relatives au développement, au niveau alimentaire, à l'introduction et à la promotion de produits nutritionnels nouveaux, semi-familiers, ou pas familiers du tout, en particulier les aliments ou les préparations riches en protéines destinées aux enfants après le sevrage ou d'un âge préscolaire.

Au palier international, personne ne côtoie autant les manifestations de la faim que l'économiste ménagère de la FAO. C'est son travail de regarder dans les marmites pour voir de quoi vont être nourris les enfants, de savoir pourquoi il n'y en a pas davantage, ou pour quelle raison les aliments disponibles ne sont pas utilisés. C'est ensuite seulement qu'intervient la tâche de modifier les croyances et les habitudes séculaires.

Une Canadienne, M^me^ Margaret Hockin Harrington, a dirigé pendant de nombreuses années le service d'économie ménagère, organisant à Rome ou en mission le

En haut : *M. George Bryce, ingénieur agronome canadien, en mission pour la FAO au Ceylan, effectue une démonstration d'une nouvelle méthode de repiquage de plants de canne à sucre hybrides.*

En bas : *On enseigne à des stagiaires comment installer un système d'irrigation dans des champs de canne à sucre.*



Etudiants du Centre international de formation de technologie alimentaire observant une démonstration d'habillage d'une carcasse d'agneau. Le Centre a été financé par la Campagne contre la faim au Canada, et il est installé à l'Institut central de recherches sur la technologie, à Mysore, en Inde. Un Canadien, M. Williams J. Gall a été directeur de l'Institut.

travail des équipes d'économistes ménagères et de diététiciennes originaires de nombreux pays, dont le Canada, et s'occupant de l'enseignement et de la formation des femmes dans l'utilisation des produits alimentaires.

"DIEU SEUL PEUT CRÉER UN ARBRE"

La mission de la FAO, qui consiste à améliorer lés conditions de vie des populations rurales, englobe les forêts. Lancée avec une poignée d'experts forestiers, y compris Roy Cameron et Jack Harrison du Canada, qui s'étaient penchés principalement sur l'établissement d'enquêtes valables et sur la définition de l'orientation à prendre. La FAO, a par la suite conseillé les gouvernements et l'industrie privée sur les moyens d'améliorer la gestion des forêts, de former des forestiers et des techniciens, de diminuer le gaspillage, de trouver des marchés pour les produits du bois, et de mettre fin aux pratiques ruineuses qui altèrent l'environnement.

Bien que la FAO ait toujours travaillé en liaison étroite avec les forestiers et l'industrie du bois dans les pays à économie avancée, les activités se sont dirigées avec une ampleur insoupçonnée au départ, vers les régions les plus pauvres du monde qui possèdent des forêts relativement inexploitées, mais qui pourraient répondre à de nombreux besoins intérieurs tels que le combustible et le logement,

Recherches sur la nutrition au Gabon, en Afrique. Mlle L. Martin, économiste ménagère canadienne, mesure la taille d'un enfant.

tout en fournissant des emplois, et constituant un appoint dont ils ont tellement besoin dans les échanges avec l'étranger.

Comme source de devises étrangères, cette spéculation est l'une des rares éclaircies dans le tableau plutôt sombre que constitue l'exportation des produits primaires. Cette industrie rapporte actuellement plus d'un milliard de dollars par an aux pays en voie de développement, en produits recherchés avidement par les marchés des pays développés qui commencent à être à court de ressources en bois et qui de plus ne produisent pas un grand nombre des espèces exotiques en demande pour l'ébénisterie. La forêt est en train de réaliser sa propre révolution verte. Des résultats extraordinaires ont été obtenus par la sélection et l'amélioration d'espèces à croissance rapide. Dans les régions tropicales les arbres poussent très rapidement et peuvent atteindre une taille commerciale en moins de la moitié de temps qui est nécessaire dans la zone tempérée nord.

DU PRODUCTEUR AU CONSOMMATEUR

Une grande partie de la nourriture produite dans les pays en voie de développement n'atteint jamais le consommateur final. Le manque d'installations de stockage, de routes vers les marchés, d'installations de vente, de transformation et d'emballage, se traduit par des pertes considérables. C'est pourquoi, en ce qui concerne la commercialisation des produits agricoles, l'activité de la FAO se concentre sur l'assistance pratique aux pays en voie de développement, par exemple l'introduction de

méthodes améliorées de collecte, de transport, d'entreposage, d'emballage et de vente de produits alimentaires et agricoles ; l'approvisionnement des agriculteurs en moyens de production ; la planification et le fonctionnement d'organismes de commercialisation améliorés et de services s'occupant de recherches sur la commercialisation, de l'information, de la vulgarisation, et du contrôle de la qualité ; la formation du personnel destiné à permettre le fonctionnement des entreprises et des services de commercialisation.

Les connaissances techniques de la FAO sont mises à profit dans les opérations de reboisement, comme celle-ci dans le nord de la Tunisie.

Le contexte de la commercialisation, dans le cadre duquel la FAO a fonctionné, a lui-même changé radicalement avec le progrès général qui est intervenu dans la consommation des aliments et dans l'utilisation des produits, ainsi qu'avec l'élargissement du fossé qui sépare les communautés rurales et urbaines et, par conséquent, avec la complexité plus grande des processus de commercialisation, due à la spécialisation, à l'importance accrue de la transformation, et aux problèmes de distances et de communications qui proviennent à leur tour de cette évolution.

STRUCTURES AGRICOLES

La FAO sait fort bien que la mobilisation et l'évolution des populations rurales exigent des organisations de soutien et des structures adaptées. Des conseils ont donc été donnés aux différents pays quant aux matières qui sont liées à la mise en place d'institutions s'occupant de la recherche et à leur administration. L'enseignement agricole est une activité essentielle qui implique la mise en place de meilleures méthodes et de meilleur matériel de formation. Ainsi, par exemple, l'Algérie, le Cameroun, l'Espagne, la Tanzanie, la Thaïlande, la Trinidad et Tobago, ainsi que les Samoa occidentales ont bénéficié d'études sur la création ou l'amélioration des facultés d'agriculture, des collèges d'agriculture, et des organisations de formation des agriculteurs.

La FAO fournit également l'aide d'experts de la vulgarisation agricole. Ainsi par exemple, certaines de ces activités comportant un programme de formation parascolaire de trois ans pour les jeunes ruraux ont été mises au point en Thaïlande et une opération-type concernant la jeunesse rurale et relative à des activités d'ordre coopératif a été lancée en Ouganda. Aux Indes, on est en train de mettre en place un projet de formation des agriculteurs et d'alphabétisation parallèlement au programme de diffusion de variétés de plantes à haut rendement.

L'organisation a publié un guide des vulgarisateurs agricoles, qui s'est frayé un beau chemin un peu partout. Une attention spéciale est portée au régime foncier, qui constitue un facteur de base dans l'accélération du développement agricole. La FAO fournit également son aide à la planification et à la réalisation de la mise en valeur des terres. Les programmes de mise en valeur et de réforme agraire sont étudiés et jugés, à la demande des gouvernements. Par exemple, en Espagne, la FAO s'est vue demander son avis sur l'intégration des programmes de remembrement et de développement rural ; en Tanzanie, sur la réforme des structures agraires ; en Finlande, sur la création d'un office de mise en valeur des terres.

DU SIÈGE CENTRAL AUX OPÉRATIONS À L'EXTÉRIEUR

Les activités de la FAO s'exercent à son siège central et sur le terrain. Les obstacles au développement, bien que semblales, diffèrent cependant d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre. Comme le fait remarquer la FAO, *l'Afrique* est sérieusement handicapée par le sous-développement de ses ressources humaines et physiques. Elle est terriblement à court de personnel qualifié, en même temps qu'elle est congestionnée par une main-d'œuvre sans formation. L'économie de cette région dépend davantage de l'agriculture que celle d'autres endroits du monde. La moitié de la production sert à l'auto-consommation. La partie "avancée" du secteur agricole est axée sur l'exportation. En *Amérique latine* le problème est à certains égards semblable. Cependant, une question épineuse dérive du système foncier. En *Asie* le point d'achoppement principal pour l'agriculture, est la rareté des terres par rapport à la population. Au *Moyen Orient* il y a également surexploitation de la terre, ce qui entraîne une érosion sérieuse, mais c'est surtout l'eau qui manque.

Pour être efficace la FAO doit travailler dans les pays mêmes qui demandent son aide. Les ressources financières permettant de travailler dans la nature proviennent

du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) auquel le Canada contribue de façon très importante.

La FAO a mis en place un réseau fonctionnant à l'échelle mondiale. Il permet l'introduction de la technologie moderne dans les pays en voie de développement, en insistant d'abord sur la nécessité d'assurer un accroissement rapide de la production et de la productivité. Étant donné sa constitution multi-nationale, la FAO peut tirer parti de l'expérience et de la connaissance acquises par du personnel spécialisé provenant pratiquement de tous les points de l'horizon. Au cours de son quart de siècle d'activité, la FAO a participé à un total de 13,000 missions réalisées dans plus de 100 pays. Elle reçoit actuellement environ 70 millions de dollars par an du PNUD, pour les travaux de développement, et emploie pour cela jusqu'à 2,000 experts par an, en même temps qu'elle fournit des bourses pour la formation des hommes et des femmes qui doivent prendre la relève au terme de la mission des experts de la FAO.

Ces experts donnent des conseils et une aide dans pratiquement tous les domaines de l'exploitation et de la conservation des ressources renouvelables de la terre, et cela depuis le fond des océans, où ils prospectent les ressources alimentaires de la mer, jusqu'aux monts Himalaya où ils ont participé à l'aménagement de l'exploitation forestière. Ils fournissent leur aide à la mise au point des plans de développement nationaux aussi bien qu'à l'enseignement de la cuisine aux ménagères des villages ; ils installent des laboratoires destinés à protéger le bétail contre les maladies, et enseignent aux pêcheurs illettrés comment réparer leurs bateaux et en construire de meilleurs.

Un tout petit échantillon des opérations FAO/PNUD donne une idée de l'éventail de leur champ d'activité. Par exemple :

- La pisciculture en Birmanie ;
- La création au Chili de la variété de pommes de terre Corabila exempte de virus ;
- La planification de l'utilisation des eaux à l'aide d'ordinateurs en Iran et en Ouganda ;
- L'amélioration du blé et de l'orge en Iran ;
- La diversification de l'agriculture dans les régions marginales productrices de café à San Salvador ;
- Le développement de l'industrie forestière en Malaisie ;
- L'élevage ovin en Tanzanie ;
- La création et le fonctionnement d'une station pilote d'irrigation dans les plaines du Danube en Roumanie ;
- Une enquête prospective sur le développement forestier au Vénézuéla.

En ce qui concerne l'aide au développement, qui se pratique en réponse à la demande des gouvernement, la politique de la FAO est basée sur les principes suivants :

1 Le développement agricole doit être envisagé dans la perspective du développement global.

2 Pour progresser, l'ensemble des obstacles qui sont étroitement imbriqués doit être traité simultanément afin de rompre le cercle vicieux qui empêche de faire passer l'agriculture d'une forme primitive à un stade moderne de progrès technique.

3 L'encouragement à l'investissement en agriculture grâce à des relevés des ressources et des régions, des études sur les possibilités, et également par une mobilisation directe des moyens financiers d'origine multilatérale, bilatérale ou privée.

Le siège central de la FAO établit un programme régulier qui formule sa stratégie et joue un rôle-clé dans le soutien technique et administratif des opérations sur le terrain. Il faut bien retenir cependant, que le contrôle final de tous les projets reste entre les mains du pays bénéficiaire, qui non seulement fournit la plus grande partie des fonds, mais en tant qu'état membre de la conférence de la FAO, participe à la définition de la politique générale et, souvent même, en temps que "membre" de nombreux groupes techniques ou autres peut orienter les décisions relatives à des domaines particuliers ou à des régions précises.

La FAO met à profit les connaissances techniques canadiennes sur la pêche. Ici, des pêcheurs coréens en stage de formation se préparent à baisser leurs filets.

". . . l'élimination de la faim de la surface du globe devrait être conçue dans le cadre d'un développement mondial voué à l'usage le plus complet et le plus efficace de toutes les ressources humaines et naturelles, en vue d'assurer un taux plus rapide de croissance économique et sociale . . ."

Déclaration faite au premier Congrès mondial de l'alimentation, Washington le 18 juin 1963.

une stratégie de l'abondance

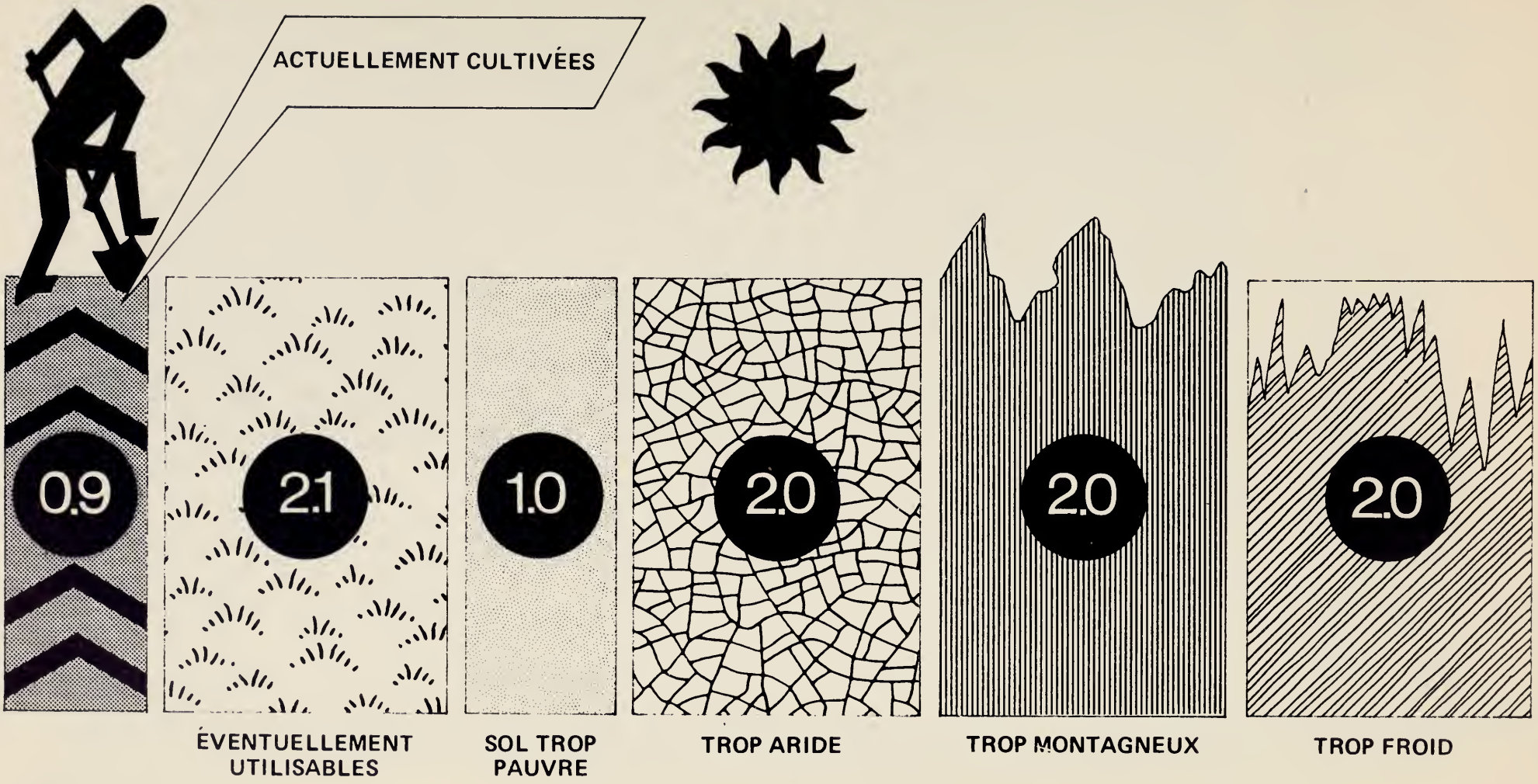
Environ 98% des aliments de l'homme sont produits par l'agriculture, et les autres 2% viennent de la mer. On estime que 52% de la population mondiale se livrent à des activités agricoles. Alors que 18% de la population des pays développés s'occupent d'agriculture, 70% de la population des pays en voie de développement vivent de l'agriculture. Dans ces pays, l'agriculture donne naissance à plus de la moitié des activités économiques et intervient pour plus de 40% dans les exportations. En général, ces exportations se limitent à quelques denrées et ceci explique l'importance que ces pays attachent dans les discussions internationales aux problèmes des produits alimentaires.

Ces mêmes pays, dont l'agriculture constitue la ressource principale, sont aussi ceux dont la productivité est la plus faible. Cette différence de productivité agricole entre les pays développés et ceux qui sont en voie de développement est illustrée par les chiffres publiés par la FAO : par unité de travail, il y a 100 fois plus de puissance animale ou mécanique en Amérique du Nord qu'en Afrique et environ 30 fois autant qu'en Inde. Dans les pays en voie de développement, le producteur et sa famille consomment en moyenne 70 à 80% de sa production annuelle si la culture est alimentaire.

Il y a une très grosse différence entre les aliments consommés par les nations riches et par les nations pauvres. Le pourcentage de l'ensemble des récoltes consommées indirectement sous forme de viande, de lait et d'œufs est d'environ 85% en Amérique du Nord et en Océanie mais moins de 25% dans les régions les plus pauvres des pays en voie de développement.

Les plus grands déficits en calories se manifestent dans les régions densément peuplées de l'Asie, chez les populations nomades des régions semi-arides de l'Afrique et du Proche Orient, ainsi que dans certaines régions des Andes en Amérique du Sud. Ces déficits en calories représentent une sous-alimentation et

ACRES PAR HABITANT



une malnutrition grave d'autant plus que les chiffres représentant la moyenne nationale groupent à la fois ceux dont la consommation est supérieure aux exigences et ceux qui vivent bien en dessous du niveau de subsistance.

Les inégalités entre les régions sont encore plus marquées pour les protéines que pour les calories. Ainsi, dans les pays développés, les protéines totales disponibles se montent à 85 grammes par tête et par jour, dont plus de 50% sont des protéines animales, tandis que dans les pays en voie de développement ce niveau descend jusqu'à 57 grammes, dont 20% seulement sont d'origine animale.

Où en sont les progrès et les besoins de l'avenir ? A la quinzième réunion de la Conférence de la FAO à Rome en novembre 1969, le Secrétariat a présenté un *Plan indicatif mondial pour le développement de l'agriculture*, qui constituait une analyse des principaux problèmes auxquels l'agriculture mondiale aura à faire face dans les années 1970 et au début des années 1980. Il suggérait aussi les lignes de conduite les plus importantes à adopter pour résoudre ces problèmes au niveau national et international.

Ce plan ne peut pas être considéré comme un projet détaillé, immédiatement applicable à chacun des pays pris isolément. C'est plutôt "une tentative d'établir le cadre dans lequel les pays en voie de développement et les pays développés puissent mieux se rendre compte de leurs propres problèmes et de leurs propres contributions au développement mondial. Sans aucun doute la planification détaillée est, pour la plus grande part, du ressort du pays intéressé."

Le plan conclut que "les principaux problèmes de la faim et de la malnutrition peuvent être résolus, que les courants commerciaux peuvent être améliorés et qu'une contribution notable peut être faite aux problèmes du chômage. Mais ce sera une tâche gigantesque de planifier et d'améliorer l'agriculture dans les régions en voie de développement si on veut qu'elles satisfassent elles-mêmes à leurs besoins d'ici 1985. On n'y arrivera que si des mesures techniques, institutionnelles et économiques, telles que celles proposées, sont adoptées et mises à exécution."

En se basant sur l'expérience de la FAO et sur l'accumulation de données et de conseils prodigués par les pays développés pendant les cinq dernières années, la stratégie du PIM pour le développement a cinq objectifs principaux :

1 Assurer l'approvisionnement futur, en denrées alimentaires, d'une population caractérisée par un taux de croissance de 2.5 à 3% l'an. Pour la plupart des pays, ceci signifie qu'il faudra accélérer le taux de développement de la production des céréales.

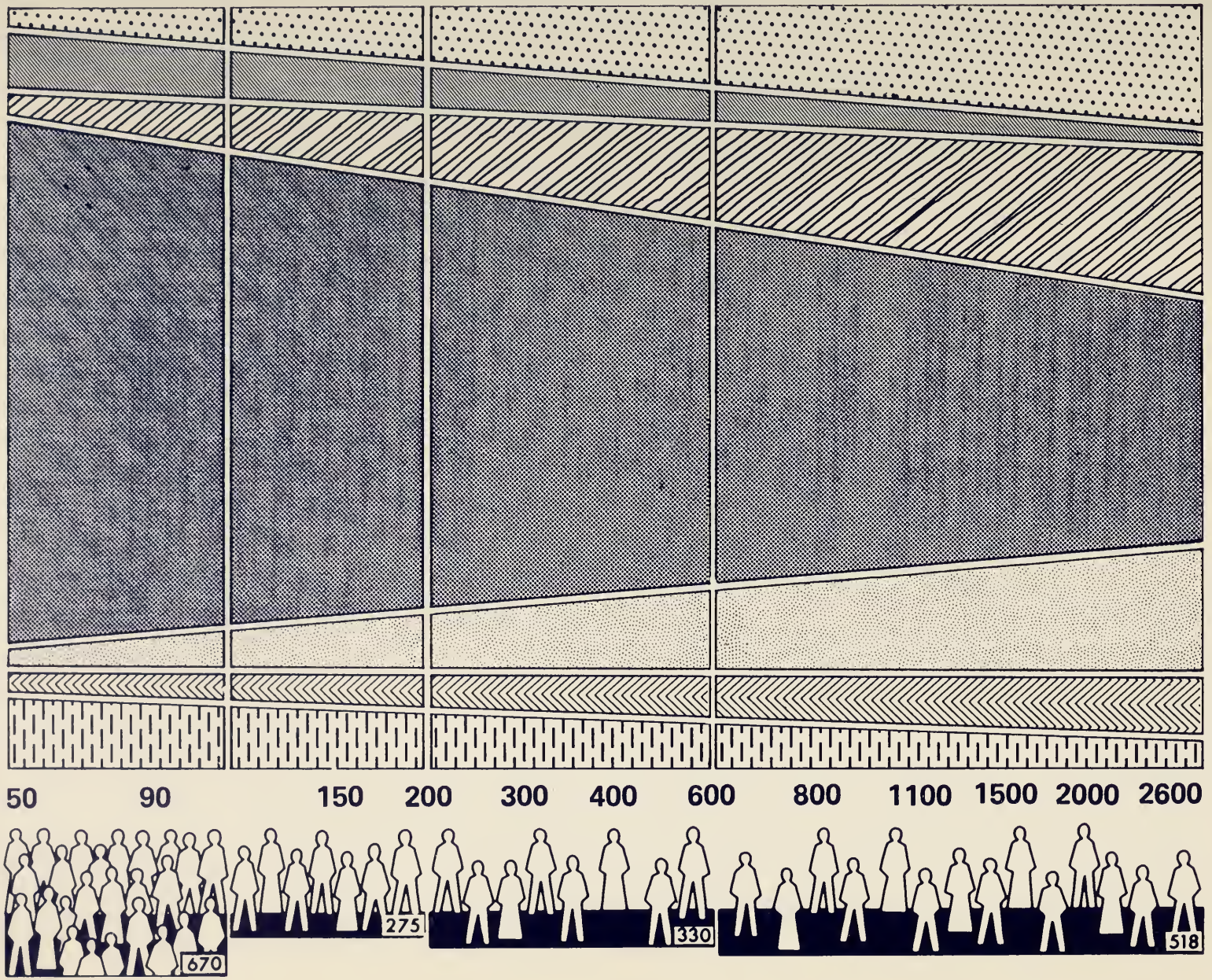
2 Améliorer le régime alimentaire. Ceci réclame une adaptation aux changements dans les quantités et dans les habitudes de consommation qui accompagnent l'urbanisation et l'augmentation des revenus. Ici, l'approvisionnement en protéine, particulièrement en protéine animale, est le problème crucial.

3 Assurer des recettes et des économies en devises étrangères pour le financement du développement général. Il faut mettre l'accent à la fois sur l'augmentation des exportations de produits agricoles et la réduction des importations en y substituant d'autres produits.

4 Assurer une part importante de l'emploi supplémentaire nécessaire pour la période prenant fin en 1985, et en même temps, permettre à une partie de l'augmentation des effectifs d'être libérée pour occuper des emplois dans les industries connexes à l'agriculture.

5 Accroître la productivité par une utilisation plus intense des ressources naturelles de base, à savoir les terres et les eaux y compris les forêts, les océans et les eaux intérieures.

LA COMPOSITION DES RÉGIMES ALIMENTAIRES REFLÈTE L'ACCROISSEMENT DES REVENUS NATIONAUX



Cette analyse de la stratégie à employer au cours des quinze prochaines années constitue, en ce qui concerne l'élimination de la faim et de la pauvreté, un concept beaucoup plus important que tout ce que la FAO avait envisagé précédemment. Le but de cette organisation est précisément d'offrir des services de cette nature et elle est particulièrement qualifiée pour les donner. Le but principal du PIM est essentiellement d'accroître la production intérieure et d'améliorer le niveau de vie des producteurs qui forment de 60 à 80% de la population des pays appelés à produire la plus grande part des aliments qui leur sont nécessaires.

Une analyse mondiale globale des problèmes de l'alimentation et de l'agriculture est née des délibérations du premier Congrès mondial de l'alimentation à Washington en juin 1963. Le Comité canadien de la lutte contre la faim avait préparé, à l'intention du Congrès, une communication qui suggérait que la FAO entreprenne la compilation de données et l'analyse des tendances de la production alimentaire, de la population, de l'industrialisation, des revenus dus à l'exportation, et du développement des infrastructures, et que ces tendances soient extrapolées sur une période de 20 années. Cette proposition fut vigoureusement appuyée par les représentants des comités australiens et anglais. La motion suivante fut adoptée : "Il est souhaitable que soit étudiée l'élaboration d'un plan mondial qui serait basé sur des données quantitatives relatives aux besoins alimentaires et économiques, et qui indiquerait le genre et l'amplitude de l'aide externe requise. Le but à atteindre serait d'éliminer la faim dans un délai déterminé."

Le Congrès se rendit compte que le succès de la campagne dépendait "de l'active coopération des gouvernements et de la population de chaque pays" ; aussi le Congrès recommanda-t-il de "tenir périodiquement un Congrès mondial de l'alimentation afin de faire le point de la situation alimentaire mondiale que lui exposerait le directeur général de la FAO. Ce Congrès examinerait la situation des produits alimentaires du monde par rapport à la population et au développement général, et proposerait un programme d'action".

Le fait que la FAO ait répondu à cette proposition a permis à l'organisation d'entamer en 1971 la seconde décennie de développement avec un plan d'action mieux documenté et mieux organisé qu'aucun autre organisme des Nations-Unies. La quinzième session de la Conférence de la FAO a aussi prescrit de développer, de modifier et de continuer la réalisation du programme qui s'appellera dorénavant l'*Étude des perspectives mondiales du développement agricole*.

". . . la faim et la misère d'un homme, c'est aussi la faim et la misère de tous les hommes. Nul n'en sera vraiment libre tant que tous n'en seront libres. . . ."

B. R. Sen—Directeur général de la FAO, de 1956 à 1967.

de peuples à peuples

La dixième session de la Conférence de la FAO en novembre 1959 a décidé de promouvoir une Campagne quinquennale contre la faim dans l'intention de faire passer à l'action, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, les organismes non gouvernementaux et leurs membres qui auraient déjà ou étaient déjà engagés, au soutien des objectifs et des travaux de la FAO.

Le Dr. B. R. Sen, directeur général de la FAO à l'époque, s'est rendu compte qu'il fallait avoir le concours non seulement des gouvernements mais aussi celui des particuliers et des organismes. Il réalisa l'importance des contacts de peuples à peuples et des travaux entrepris en commun, comme s'il s'agissait d'une grande famille, dans un monde où les voyages et les communications deviennent de plus en plus rapides, et où la connaissance des standards de vie des autres peuples est beaucoup plus avancée que ne le sont les possibilités de combler le fossé entre le riche et le pauvre.

La Campagne mondiale contre la faim fut lancée de Rome le 1er juillet 1960 en vue "d'étudier et de faire connaître les problèmes, les besoins et les possibilités des pays qui souffrent de la faim" et de stimuler "l'action sous forme de projets spéciaux" pour permettre aux organismes des pays riches de fournir une aide financière directe aux projets mis sur pied par les pays qui s'efforcent de briser "le cycle mortel de la pauvreté et de la stagnation".

La Campagne a réussi à atteindre certains de ces objectifs. Des comités nationaux ont été institués dans environ 90 pays avec, sans doute, des résultats fort variables. Dans les pays développés, ces comités ont certainement contribué à la connaissance des problèmes de la faim et des besoins et à l'octroi d'une assistance financière pour lutter contre eux.

Le Canada a pris une part importante dans la Campagne. Au début de l'année 1960, le gouvernement fédéral apportait une contribution de $23,000 et désignait MM.

H. L. Trueman et J. R. Pelletier (avec leurs services auxiliaires) pour lancer la Campagne au Canada.

M. H. H. Hannam, président de la Fédération canadienne de l'agriculture, convoqua la première réunion. M. G. H. S. Barton, ancien sous-ministre de l'Agriculture du Canada, et M. Hannam lui-même, donnèrent leur plus ferme appui: ces deux hauts fonctionnaires avaient représenté le Canada à Québec et depuis 1945 ont assisté à toutes les conférences de la FAO. Le 22 mars 1961, M. Wilson Woodside, directeur national de l'association canadienne pour les Nations Unies, et président intérimaire du comité d'organisation, convoqua à Toronto les représentants de 33 organismes canadiens pour leur proposer de former le Comité canadien de lutte contre la faim. M. Mitchell Sharp, qui devait devenir plus tard ministre des Affaires extérieures, fut élu président.

En 1963, quand le premier Congrès mondial de l'alimentation décida de continuer la campagne jusqu'à la fin de la décennie, le comité canadien fut réorganisé et devint la Fondation canadienne contre la faim. C'est cette institution qui fut chargée de la propagande au Canada en faveur de la Campagne contre la faim de la FAO. Depuis ses débuts en 1961, la composition du Comité canadien a été non gouvernementale. Son but était de faire connaître aux canadiens les problèmes d'alimentation et de population, de lui demander d'appuyer une participation gouvernementale accrue au développement international et de stimuler les contributions en faveur des projets des pays d'outre-mer. La FCCF collabore avec plusieurs des 90 comités homologues qui fonctionnent dans les autres pays.

La Fondation organise la distribution de la documentation gratuite de la FAO dans les écoles et dans les groupes d'étude. Elle publie son propre bulletin trimestriel intitulé FAIM qui fait connaître les matières qu'étudie la FAO et qui intéressent particulièrement les professeurs canadiens. Des tirages spéciaux sont faits de temps à autre; l'un des plus demandés est celui intitulé *Principaux problèmes de la nutrition dans le monde* et qui en est à sa seconde édition et à sa quatrième impression.

Au cours de la première décennie de la campagne, le Canada a apporté une contribution importante dans plusieurs domaines. Une somme d'environ 2.5 millions de dollars a été souscrite au bénéfice des projets patronnés de la FAO, ainsi que plusieurs millions de dollars pour des projets directement mis en œuvre par les organismes bénévoles qui collaborent avec la Fondation canadienne contre la faim. Il faut spécialement remarquer le Centre international de formation en technologie de l'alimentation situé à Mysore (Inde) pour lequel on a souscrit plus de 500,000 dollars. Le but du centre est de former, dans le domaine de la conservation et de la transformation des aliments, des recrues venant de l'Asie du Sud et du Sud-est. Jusqu'à plus de 400 participants, originaires de 14 pays affiliés à la FAO, ont maintenant bénéficié de l'enseignement du centre.

À la suite du succès rencontré par le centre de Mysore, on a décidé de mettre en œuvre un projet dénommé "Canada plus un", projet d'un million de dollars qui, avec l'aide des industries alimentaires et d'industries similaires, étendra le bénéfice de pareille formation à l'Afrique et à l'Amérique latine. Le Canada a aussi joué un rôle de premier plan dans la souscription de fonds destinés à la mécanisation des bateaux de pêche dans les petits pays d'Asie et d'Afrique. Il collabore maintenant financièrement à la construction de bateaux en ciment précontraint d'un type nouveau et plus grand. La Croix rouge de la jeunesse du Canada a récolté plus de 200,000 dollars pour subventionner des programmes de nutrition et de jardinage scolaire du Soudan. Les diverses églises canadiennes ont apporté un appui croissant à des projets de développement institués par les pays sous-développés.

Un résultat appréciable de la campagne contre la faim fut la réunion en 1963 à Washington du premier Congrès mondial de l'alimentation suivi du second congrès à La Haye en 1970. Le premier congrès avait été convoqué pour examiner les progrès de la Campagne contre la faim et pour attirer l'attention du monde sur l'amplitude des problèmes de la faim et de la pauvreté. Chacun des 1,300 participants s'y trouvait à titre personnel, en qualité de personne informée et intéressée, et non comme représentant d'un gouvernement ou d'un organisme. Le congrès a réussi à atteindre son premier but, à savoir exprimer d'une façon décisive le premier objectif du Comité de lutte contre la faim, qui est d'instruire et d'informer les peuples sur les problèmes mondiaux de la faim et des besoins. Comme on l'a dit dans le chapitre *Une stratégie de l'abondance*, le congrès a été plus loin : il a demandé une mise à jour périodique des progrès, accompagnée de plans précis d'action future.

Le second congrès mondial de l'alimentation, convoqué à La Haye en 1970 par la FAO, élabora pour cette mise à jour le Plan indicatif mondial pour le développement agricole. Le congrès s'est rendu compte que les problèmes mondiaux de l'alimentation étaient inséparables des difficultés prédominantes de caractère politique, social ou économique. Là encore, les participants étaient des individus intéressés ; il y avait là 1,800 personnes ; 600 venaient des pays développés et 280 étaient des jeunes gens dont beaucoup n'étaient pas nés quand la FAO fut fondée il y a 25 ans. On comptait plus de 50 Canadiens dont 30 environ appartenaient au groupe des jeunes.

Ce genre de conférences, exceptionnel aux Nations Unies, offre aux personnes intéressées, affiliées ou non à un gouvernement, l'occasion de se rencontrer dans un cadre où elles peuvent jeter des ponts au-dessus de ce fossé dont M. Pearson disait dans sa communication annuelle : "Souvent, les plans et les programmes n'ont pas atteint les populations. Fréquemment, on s'est uniquement préoccupé des rapports d'expert à expert et d'officiel à officiel."

Que ce soit pour l'adoption de meilleures méthodes de production, l'élévation des standards de vie et l'édification de meilleures communautés, les jeunes assument un rôle de plus en plus grand. Il faut les aider à s'exprimer. Ils peuvent apporter à cette tâche leur dévouement, ainsi que les forces morales et physiques qui sont nécessaires pour atteindre les objectifs de la FAO. Il y a quelque temps, celle-ci invitait des jeunes à participer aux activités de développement. Ce premier stade a été marqué par la convocation à Toronto en 1967 de la Conférence mondiale de la jeunesse pour le développement, qui faisait suite à six conférences régionales. Un des principaux orateurs fut feu Tom Mboya du Kenya. La conférence organisée par la FAO fut défrayée par Massey-Ferguson qui en fit son projet du Centenaire. La conférence a jeté les bases d'un Programme permanent de la jeunesse dont l'une des premières manifestations au Canada fut l'organisation des "Marches pour les millions" qui ont permis de recueillir plus de 5 millions de dollars au bénéfice des projets de développement d'outre-mer.

La question qui se pose à l'heure actuelle est de savoir si les pays riches et développés poursuivront leurs efforts d'assistance aux pays en voie de développement ou s'ils permettront que la structure édifiée pour la coopération en vue du développement se détériore et s'effondre.

L. B. Pearson (extrait de: Partenaires dans le développement)

structure de la fao

La FAO, comme les autres organisations spécialisées des Nations Unies, constitue un corps autonome doté de statuts, de ses propres organes législatifs et exécutifs, de son budget, de son secrétariat et de son administration. La FAO travaille en liaison étroite avec l'Organisation des Nations Unies et lui rend compte par le canal du Conseil économique et social (ECOSOC). Elle travaille également avec les autres organisations ou services spécialisés, dans les domaines d'un intérêt commun.

Au bout de son premier quart de siècle d'existence, la FAO emploie, à son siège central et à l'extérieur, un personnel d'environ 3,000 agents, qui prêtent serment de loyauté à cette agence internationale des Nations Unies. Les membres du personnel proviennent de pays développés ou en voie de développement. L'ambiance dans laquelle ils travaillent est très différente de celle d'un groupement national. Ils sont responsables envers un organisme directeur composé des représentants des 121 pays membres. Les agents doivent s'adapter à la culture et aux coutumes des peuples avec lesquels ils travaillent. Leur rôle est de démontrer, d'enseigner, d'encourager, et de persuader. Jamais de commander. Ils n'appliquent ni lois ni règlements. Quelques 400 Canadiens ont servi jusqu'à présent auprès de la FAO, que ce soit à Rome ou à l'extérieur. Leurs noms apparaissent à l'annexe 4. L'organigramme de l'organisation permet de voir comment le personnel de la FAO est réparti dans les unités de travail (Voir annexe 8).

Le budget annuel de la FAO est de plus de 100 millions de dollars, dont près de 40% sont utilisés pour le programme régulier, à Rome et à l'extérieur, et la partie la plus importante pour l'assistance technique dans le cadre du PNUD et des projets réalisés en vertu du Fonds spécial.

Le programme régulier est financé par les contributions versées par les pays membres en fonction d'une répartition fondée sur des critères tels que le produit national brut, la population, le niveau de vie, et les différences dans les possibilités

de paiement. Dans la répartition des contributions pour 1970-1971, la part des États-Unis (31.57) est la plus élevée, puis viennent l'Allemagne fédérale (8.99), le Royaume-Uni (8.49), la France (7.69), le Japon (4.85), l'Italie (4.15) et le Canada (3.87) (Voir annexe 5). La part minimum de 0.04% est versée par chacun des quelques 54 pays membres en voie de développement.

La Conférence, qui est l'organisme directeur de la FAO, se réunit tous les deux ans. Les autres années, des conférences régionales se tiennent en Afrique, en Asie et en Extrême Orient, au Moyen Orient, en Amérique latine et en Europe. Leur but est d'étudier le travail accompli par la FAO dans les diverses régions, de servir de forum pour les discussions des problèmes et des politiques, et d'orienter l'élaboration des programmes de travail.

La FAO constitue le foyer de tout un système de commissions, de comités, de réunions de travail, et de séminaires qui rassemblent des représentants des pays membres, ou des particuliers qui renforcent l'action de la FAO mais ne font pas partie de son personnel. (Pour de plus amples renseignements sur les organismes, voir annexe 6).

une journée à la conférence

On pose souvent la question suivante : que fait un délégué au cours d'une réunion de la FAO ? L'organisme directeur de la FAO est la Conférence. Elle se réunit une fois tous les deux ans pendant trois semaines. Près d'un millier de délégués et d'observateurs émanant de 121 pays, des autres institutions des Nations Unies, et de nombreuses organisations non gouvernementales, discutent entre eux en 30 ou 40 langues différentes, mais travaillent en cinq langues : l'anglais, le français, l'espagnol, l'arabe et l'allemand, et brassent un programme composé de 62 articles.

Durant cette courte période, les délégués étudient les changements des tendances mondiales concernant l'agriculture, les pêches et les forêts, et approfondissent quelque peu les problèmes qui se posent dans les différents domaines. Ils font des recommandations sur la production ou sur les politiques, et approuvent les conventions internationales ayant trait, par exemple, à la protection des végétaux ou à l'utilisation des ressources. Ils examinent le travail accompli par plus de 3,000 techniciens, économistes et administrateurs qui travaillent dans tous les coins du monde, et étudient, modifient et approuvent un programme tracé pour les deux années à venir. Ils étudient le budget portant sur plusieurs millions de dollars qui leur est soumis par le directeur général, et s'occupent de questions de régie interne qui peuvent aller de l'élection d'un directeur général à la location de nouveaux bureaux ou aux salaires du personnel de l'organisation.

L'atmosphère de la première journée de la Conférence a quelque chose d'un festival, avec ses costumes nationaux aux brillantes couleurs rivalisant avec les drapeaux qui flottent au soleil d'automne (la plupart des délégués adoptent par la suite une tenue de travail plus sobre), avec les éclairs des flashes des photographes de presse, l'éclat des lampes à arc de la télévision, et tout autant d'étreintes amicales et de poignées de mains que lors de n'importe quelle convention. Même au cours de cette première journée, on cherchera à connaître les points de vue des collègues afin d'obtenir des appuis pour l'élection des présidents ou pour l'adoption d'une réso-

lution. Ce genre de consultations et de tractations se poursuit durant toute la Conférence. Les délégués de la même région tiennent des réunions stratégiques, et l'agenda des réunions quotidiennes indique où se tiendra à 8 h 30 du matin celle des pays latino-américains, des pays africains, européens, ou du Moyen-Orient. D'une manière moins officielle, les quelque 90 pays en voie de développement peuvent se rencontrer en privé afin de définir leur stratégie. De la même manière, les pays développés peuvent avoir leurs propres consultations. Jusqu'à présent, lors de chacune des conférences, il n'y a pas eu de séparation nette entre les deux groupes. Les pays d'une même région ne s'expriment pas nécessairement en tant que bloc. Il est fréquent de trouver du même côté des délégués de pays développés et en voie de développement échangeant leurs arguments avec, en face d'eux un groupe composé des éléments des deux catégories.

Quand un délégué vient s'inscrire au bureau de la conférence le samedi matin de l'ouverture, on lui remet une liasse de documents relatifs à la Conférence. Toutes les dernières études en date, les rapports, et les recommandations portant sur une collection ahurissante de sujets, qu'il a été précisément impossible de se procurer auparavant. Après les allocutions d'ouverture, les élections du bureau de la conférence et autres formalités tout au long de cette première journée, le délégué pourra consacrer sa soirée à l'étude de toute cette nouvelle documentation. Il pourra passer sa deuxième journée à téléphoner à Ottawa ou à Canberra, à Bangkok ou à Santiago, demandant des avis sur toute une série de points que cette nouvelle documentation aura mis en exergue.

Une somme de travail fort importante a déjà été effectuée avant que ne s'ouvre la session de la conférence. Le conseil, composé de 34 nations, et ses organes subsidiaires, tels que le comité du programme et le comité financier, le comité des questions constitutionnelles et juridiques, le comité des produits, et le comité des pêches, ont déjà examiné minutieusement une grande partie du programme au cours des mois précédant la session et, dans de nombreux domaines, ont déjà exprimé des recommandations détaillées à soumettre à l'approbation de la conférence. Un grand nombre des points à discuter ont été analysés dans les documents préparés par le Secrétariat. Tous ces rapports et recommandations ont été transmis aux gouvernements depuis des semaines, voire des mois, afin que les ministères intéressés puissent en discuter. Le délégué, ayant reçu quelque 70 documents, a une bonne image des nombreuses questions qui vont venir en discussion, en même temps qu'il connaît le point de vue de son gouvernement à leur égard, et qu'il devra exprimer. Il arrive à la Conférence, bien armé de ses instructions gouvernementales. À la clôture de la session, il aura reçu plus de 100 documents supplémentaires relatifs à la Conférence, et 67 comptes rendus sténographiques des réunions plénières et de celles des trois Commissions.

Quand la Conférence en arrive aux points essentiels, le travail se répartit entre la Commission plénière et les trois Commissions spécialisées. Les points de vue exprimés à la Conférence sont reproduits dans le rapport de la session plénière. En fait, lorsque la Conférence siège en session plénière, moment où elle compte un nombre important de ministres de l'Agriculture, elle est directement responsable des décisions importantes, telles que l'admission de nouveaux pays membres, l'élection des pays membres au Conseil, et ainsi de suite. Mais la plus grande partie du programme de la Conférence est traitée par les Commissions qui, pour l'essentiel, siègent simultanément, le rapport de la réunion plénière contenant les rapports de ces commissions. Ainsi, dans le même temps que les chefs de délégation discutent, en session plénière, des questions de politique générale relatives à l'agriculture mondiale, et mettent en place le cadre général, les délégués de la Commission I

Réunion des délégués canadiens dans la salle du Canada, au siège de la FAO, à Rome, en 1967. ***De gauche à droite :*** *MM. J. Cousineau, Ambassade canadienne ; Frank Shefrin, directeur des relations internationales du ministère de l'Agriculture du Canada ; Paul Babey, alors président de l'Alberta Farmers' Union ; S. B. Williams, sous-ministre de l'Agriculture du Canada ; l'hon. J. J. Greene, à l'époque ministre de l'Agriculture du Canada ; Russell C. Honey, membre du parlement canadien.*

étudient certains aspects particuliers des problèmes agricoles, les délégués de la Commission II, quant à eux, procèdent à l'examen des activités passées de l'organisation et émettent des propositions pour les actions à venir, tandis que les délégués de la Commission III travaillent ferme sur les questions juridiques et administratives. De plus, il se constitue des groupes rédactionnels, et de nombreuses réunions de travail officieuses se tiennent derrière les portes closes afin de mettre au point un accord entre les différentes opinions.

La Conférence de la FAO fournit un forum pour l'expression des opinions, l'incitation à certaines politiques agricoles destinées à la Communauté mondiale, et l'élaboration des programmes d'action. Il y a quelque fois presque autant d'opinions ou de nuances dans les opinions (toutes n'étant pas absolument clairement établies à l'avance), qu'il y a de pays membres. La plupart de ces opinions ou des injonctions faites ne sont pas formelles ; elles reflètent l'opinion internationale, mais il reste aux gouvernements nationaux à les traduire en lois ou à les adopter en tant que politique.

C'est pourquoi, plutôt que de s'appliquer à émettre des motions officielles, la Conférence étudie les sujets dans la forme que leur a donné une étude du Secrétariat

ou un rapport du Conseil, par exemple, ou bien en partant d'une décision mise au point par une session précédente de la Conférence. S'exprimant l'un après l'autre, les délégués exposent dans leurs grandes lignes, l'opinion de leurs gouvernements.

Bien qu'il soit rare qu'une attitude intransigeante soit prise, le délégué a la possibilité de "sentir" quel est le climat général, d'influer sur lui si son pays a des vues particulières sur la question, ou de l'accepter si les opinions exprimées par les autres délégués lui semblent raisonnables. Un accord commence à se faire jour, à partir de ces discussions libres et officieuses, et il est exprimé dans le rapport de la réunion. Lors de l'adoption du rapport de la Commission, sur sa forme définitive, les délégués endossent finalement les opinions exprimées.

Si cela constitue, et de loin, comme d'ailleurs beaucoup de gens le croient, le moyen le plus efficace de parvenir à un accord international sur des points qui, souvent, sont entourés de difficultés, cela constitue néanmoins une véritable épreuve pour les délégués et les cadres lors de la réunion.

Il faut un bon président qui puisse garder à la discussion une certaine polarisation, sans la restreindre inutilement ; qui puisse, de temps en temps, faire efficacement le point afin de faire voir aux délégués où leurs discussions les conduisent ; qui soit à même de garder une notion précise des horaires, et de faire en sorte que les discussions progressent, sans les perturber. Cela nécessite de bons rapporteurs et un Secrétariat qui puisse, à l'issue d'une journée de discussion, en extraire l'essence et présenter le résultat en quelques centaines de mots.

Par dessus tout, cela nécessite de bons délégués qui sachent exprimer le point de vue de leurs pays aux représentants des autres nations, et qui puissent collaborer dans la mise au point de recommandations ou l'expression d'opinions qui soient réalistes et puissent être adoptées par leurs gouvernements en tant que politique nationale, et cela bien que le réalisme soit une chose dont il peut être difficile de ne pas s'écarter. Étant donné qu'il y a peu "d'accrochages" directs ou de discussions violentes dans la plupart des réunions, les délégués semblent souvent très décontractés. Si des sièges sont souvent inoccupés, c'est que certains délégués essaient fréquemment de s'entendre sur des questions épineuses dans un coin tranquille de leur salon.

Enfin, et ceci complètera le tableau des activités, il faut parcourir laborieusement le rapport officiel de la session, document volumineux de deux ou trois cent pages qui est publié un mois environ après la clôture de la réunion. Cet épais rapport est un résumé des documents sur lesquels se sont penchés les délégués à la Conférence.

Un condensé de ce rapport constitue déjà une solide lecture, mais, pour prendre une session précise comme exemple, on peut relever les points suivants parmi les activités de la quinzième session de la Conférence en 1969 :

• Une discussion très fouillée d'un plan indicatif mondial pour le développement agricole, qui avait été mis en forme au cours des quatre années précédentes par le Secrétariat, aidé par des consultants internationaux au plus haut niveau. Cette étude a procédé à l'estimation de l'accroissement de la demande en produits alimentaires en fonction de l'augmentation de la population mondiale au cours des années allant jusqu'à 1985, a passé en revue les problèmes régionaux d'économie rurale et les politiques qui pourraient être adoptées pour y apporter des solutions.

Le rapport central et les études régionales adjointes composent environ dix volumes, et ont donné lieu à des discussions passionnées au cours de la Conférence qui, finalement, avec quelques réserves, a convenu qu'ils fournissaient un cadre d'une

Les délégués canadiens à la quinzième session de la Conférence de la FAO, à Rome en novembre 1969. ***En haut:*** *Au premier plan M. Rolland Poirier, sous-ministre adjoint de l'Agriculture du Canada; M. Clément Vincent, ministre de l'Agriculture et de la Colonisation du Québec à cette époque, et M. J. Adrien Lévesque, ministre de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick à la même époque.* ***En bas:*** *A droite, l'hon. H. A. Olson, ministre de l'Agriculture du Canada, au centre, M. S. B. Williams, et à l'arrière-plan, MM. F. Côté, secrétaire parlementaire de M. Olson, et Frank Shefrin du ministère de l'Agriculture.*

valeur inestimable pour la planification agricole mondiale. La Conférence a également approuvé la poursuite des études prospectives sur le développement agricole mondial, en particulier en tant que support des activités internationales au cours de la seconde décennie de développement des Nations Unies.

• Une étude du bouleversement récent de la production alimentaire dans un certain nombre de pays. La Conférence a mis en lumière l'importance de l'enseignement et de la formation ainsi que de la réforme agraire, afin de maintenir certaines tendances encourageantes.

• Une discussion de la tendance récente à l'accumulation d'excédents de produits alimentaires dans les pays de la zone tempérée. La Conférence a suggéré des études ainsi que diverses mesures comprenant l'ajustement des prix et le soutien des revenus, ainsi qu'un accroissement du soutien aux divers programmes d'aide alimentaire afin d'absorber les excédents.

• Une discussion des problèmes commerciaux qui se posent dans de nombreux pays en voie de développement, qui ont réussi à réaliser un léger accroissement de leurs exportations agricoles. La Conférence a convenu que les problèmes provenaient de l'excédent de l'offre par rapport à la demande pour de nombreuses denrées, aussi bien que la concurrence faite par les produits synthétiques à de nombreux produits naturels. La Conférence a pressé la FAO de poursuivre ses efforts, produit par produit, afin d'améliorer la situation dans ce domaine.

• Une étude des propositions faites pour un programme destiné à aider à la mise en place d'industries laitières dans les pays en voie de développement. La Conférence a demandé des études et des examens complémentaires de ces propositions.

• Une discussion des problèmes de la pollution maritime, de la surexploitation de certaines réserves de pêche, et de la pénurie en pêcheurs compétents ainsi qu'en capital qui retardent le développement de l'industrie de la pêche dans de nombreux pays en voie de développement.

• Une revue des activités de la FAO dans le domaine de l'accroissement des approvisionnements en aliments riches en protéines, qui est l'un des domaines les plus sombres de la production alimentaire mondiale. La Conférence a revu le travail accompli sur le plan de l'aide alimentaire multilatérale, en particulier par le canal du Programme alimentaire mondial qui a organisé la distribution de centaines de millions de dollars d'aide alimentaire ; enfin, elle a examiné les activités qui se sont déroulées dans le cadre de la Campagne contre la faim financée par de simples particuliers.

• Une étude fouillée des rapports de chacune des divisions de l'organisation, en ce qui concerne les activités au cours des deux années précédentes, et a étudié les propositions pour les deux années à venir. Un grand nombre d'entre elles ont été acceptées, beaucoup avec quelques modifications, quelques-unes rejetées.

• Approbation d'un budget de 70.6 millions de dollars pour les deux années 1970 et 1971. C'était là un chiffre substantiel, mais qui, en fin de compte, se trouvera réduit à peu de choses par les dépenses ultérieures relatives à la recherche et au développement, aux autres organisations, et aux pays membres qui s'en trouveront encouragés.

• La Conférence a traité de nombreuses questions constitutionnelles et juridiques. Par exemple, elle a confirmé un accord pour la coopération dans les domaines techniques, entre la FAO et l'Organisation de l'unité africaine, et a convenu de la mise en place d'un fonds d'urgence pour la lutte contre les maladies du bétail et

pour les interventions de première urgence dans la lutte contre les manifestations soudaines du criquet pélerin.

Notre délégué, feuilletant les centaines de pages du rapport de la Conférence dans lequel ces discussions sont résumées et les décisions reproduites, peut bien se demander comment lui et ses collègues ont pu épuiser un tel programme en si peu de temps. De plus, s'il a joué son propre rôle au cours de la session, il pourra constater à de multiples reprises, de quelle manière les opinions de son pays ont contribué à la réalisation de l'ensemble. Certains aspects du rapport reflètent simplement l'accord intervenu sur les opinions, les espoirs et les bonnes intentions, mais une partie très importante de son contenu aura des répercussions dans les années à venir, que ce soit dans le domaine de l'augmentation de la production alimentaire, de l'amélioration de la nutrition dans les pays où règne encore la faim, ou enfin dans les mesures prises pour la conservation des ressources naturelles que nous avons pillées et polluées.

la liaison canada-fao

L'adhésion du Canada à la FAO devint officielle quand le Parlement adopta, en 1945, La Loi sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies. Le texte de loi est le suivant :

"Loi portant exécution de l'Accord entre le Canada et certaines autres nations et autorités en vue d'une Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies.

Considérant que la Commission intérimaire des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture a été instituée en juillet 1943 pour élaborer un plan d'organisation internationale permanente sur les vivres et l'agriculture, lequel est incorporé dans un accord énoncé à l'annexe de la présente loi, établissant la Constitution de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies, accord qui sera signé et entrera en vigueur aussitôt que vingt nations auront notifié leur acquiescement à la Conférence ;

Et considérant que le Canada transmet un instrument d'acceptation de la Constitution à la Commission intérimaire sur l'alimentation et l'agriculture et qu'il est opportun que le Gouverneur en conseil ait le pouvoir de prendre les mesures qui s'imposent pour l'exécution dudit accord ; A ces causes, Sa Majesté, sur l'avis et au consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète que :

TITRE ABRÉGÉ

1 La présente loi peut être citée sous le titre : Loi de 1945 sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies.

2 (1) Est par les présentes approuvée la Constitution de l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies.

(2) Le Gouverneur en conseil peut faire les nominations, établir les

bureaux, rendre les arrêtés en conseil et accomplir les choses qu'il juge nécessaires pour appliquer les dispositions de la Constitution énoncée à l'annexe de la présente loi.

(3) Toutes les dépenses occasionnées par l'exécution du paragraphe deux du présent article seront payées à même les deniers votés par le Parlement 1945, c. 4, s. 2.

3 Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures doit dresser et communiquer au Parlement un rapport sur les opérations découlant de la présente loi, le plus tôt possible après l'expiration de chaque année financière, mais, en tout cas, dans les trente jours qui suivent l'expiration de chaque année financière ou, si le Parlement n'est pas alors en session, dans les trente jours qui suivent l'ouverture de la prochaine session. 1945, c. 4, s. 3."

Pour faciliter la liaison continue entre le gouvernement du Canada et la FAO, on a institué en mars 1946, à la demande du directeur général de la FAO, un comité interministériel pour la FAO. Au commencement de 1946, le directeur général écrivait aux autorités canadiennes:

"Je procède en ce moment à l'examen des arrangements proposés pour établir un contact étroit entre la FAO et les Nations membres et suis arrivé à la conclusion que le meilleur moyen d'assurer un échange rapide des informations serait de créer un comité national de liaison dans chaque pays, sous réserve de l'approbation des gouvernements intéressés.

Le genre de comité à instituer varierait suivant la constitution politique et les besoins du pays. En général, le genre de comité qui serait le plus utile serait composé de représentants des ministères dont la compétence s'étend à l'alimentation, à l'agriculture (production et commercialisation), aux forêts, aux pêcheries, à la nutrition et aux statistiques se rapportant à ces activités, ainsi que de un ou deux représentants d'organismes non gouvernementaux—par exemple des organismes agricoles—et d'un fonctionnaire qui agirait en qualité de secrétaire. Une des fonctions de ce dernier serait de veiller à ce que les ministres intéressés soient tenus au courant des négociations entre la FAO et le comité.

Je serais très heureux que votre gouvernement approuve cette proposition, et que dès la formation d'un tel comité de liaison, il m'informe directement ou par votre intermédiaire du nom et de l'adresse du secrétaire."

Voici la réponse qui fut envoyée le 16 février 1946 à Lord Boyd-Orr qui était alors directeur général de la FAO:

"Le gouvernement est tout à fait disposé à établir un comité national de liaison tel que vous le proposiez."

Sont représentés dans ce comité les ministères de l'Agriculture, des Pêches et Forêts, de la Santé nationale et du Bien-être social (nutrition), de l'Industrie et du Commerce, des Finances, des Affaires étrangères, l'Agence canadienne de développement international, et le Bureau fédéral de la statistique. Le président et le secrétaire ont jusqu'ici appartenu au ministère de l'Agriculture[1].

D'une manière générale, le comité interministériel de la FAO est chargé de faire en sorte que le Canada apporte son concours aux activités de la FAO.

Les fonctions du comité peuvent se diviser en quatre grandes catégories: il peut exercer un rôle de conseiller, de liaison, d'information et de direction. D'une manière

[1] De 1946 à 1971, les présidents furent successivement: G. S. H. Barton, J. G. Taggart, J. F. Both, A. H. Turner, S. C. Hudson et Frank Shefrin.

plus détaillée, voici comment se subdivisent ces activités. Le Comité peut :

1 agir en tant que conseiller du gouvernement sur l'ensemble des programmes et budgets proposés par la FAO et particulièrement sur les aspects qui intéressent spécialement le Canada ;
2 agir en qualité de conseiller sur la position à prendre par le Canada en ce qui concerne les politiques et programmes communiqués par la FAO ;
3 agir en qualité de conseiller du Secrétariat de la FAO ;
4 faciliter les rapports entre la FAO et le gouvernement canadien ainsi qu'avec les ministères canadiens intéressés. Ce dernier point est particulièrement important car il s'agit de l'échange de données scientifiques et techniques utilisées par la FAO ou par le Canada ;
5 rédiger les rapports destinés à la FAO, conformément à la constitution de cet organisme, et au gouvernement, ainsi que l'exige la loi sur l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture des Nations Unies ;
6 rédiger et publier du matériel d'information et de vulgarisation sur la FAO et sur les activités du Canada dans ce domaine ;
7 rédiger ou s'assurer de la rédaction de communications énonçant la position du gouvernement sur les sujets qui découlent des résolutions adoptées par la conférence de la FAO ;
8 si on le juge opportun, participer à la préparation de visites du directeur général de la FAO et autres membres du personnel supérieur de cet organisme ainsi qu'à l'organisation de séminaires sur la FAO au Canada.

La Fondation canadienne contre la faim est en liaison directe avec la Campagne de la FAO contre la faim et avec les organismes canadiens non gouvernementaux. Ses fonctions ont été décrites au chapitre intitulé "De peuples à peuples".

Les représentants du Canada à la conférence de la FAO viennent des divers ministères fédéraux intéressés. La délégation est conduite par le ministre de l'Agriculture. Les autorités provinciales participent également aux délégations envoyées à la conférence. En outre, on invite à titre consultatif la Fédération canadienne de l'agriculture, l'Union des cultivateurs du Canada et la Fondation canadienne contre la faim.

Le Canada est membre du Conseil de la FAO, qui est l'organe de direction de l'Organisation, du Comité des produits, du Comité des pêches, du Comité des forêts, des Groupes d'étude des céréales, des plantes oléagineuses et des corps gras, des plantes textiles et des viandes, et du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial[1].

Le Canada, comme les autres membres de la FAO qui ont une mission diplomatique à Rome, a un représentant permanent accrédité auprès de la FAO. Il fait la liaison à Rome entre l'Ambassade du Canada et la FAO.

[1] L'annexe 7 donne une indication du rôle joué par les délégations canadiennes.

CHAPITRE II

la fao dans un monde en évolution

Je suis presque tenté de dire que si cette organisation réussit, elle aura accompli un miracle. Après tout, nous sommes à l'heure des miracles. Nous en avons accompli pendant la guerre, et l'un des plus importants a été d'amener les nations à coopérer à la réalisation d'une grande œuvre.

Lord John Boyd-Orr, Québec, octobre 1945

"Pour atteindre ces objectifs, la FAO reste une institution internationale indispensable."

L. B. Pearson, 1970

Sur les 121 nations membres de la FAO, 90 environ peuvent être définies comme des pays en voie de développement. La majorité d'entre elles sont des pays neufs qui n'ont accédé que récemment à l'indépendance. La plupart des atlas ne mentionnent pas encore leurs situations géographiques ni même leurs noms, pas plus que bien des manuels scolaires, qui sont en retard de dix ans sur l'histoire. Le gros de la population de ces pays dépend de l'agriculture pour son existence. Ces peuples n'ont pas les ressources, les techniques et les structures nécessaires pour atteindre le taux de croissance économique indispensable à la réalisation des objectifs définis dans la charte de la FAO. Comme l'a fait remarquer M. Pearson, "il reste beaucoup à faire. Trop de gens souffrent encore de malnutrition... Trop de gens sont encore incapables de tirer de la terre des moyens de vie convenables..."

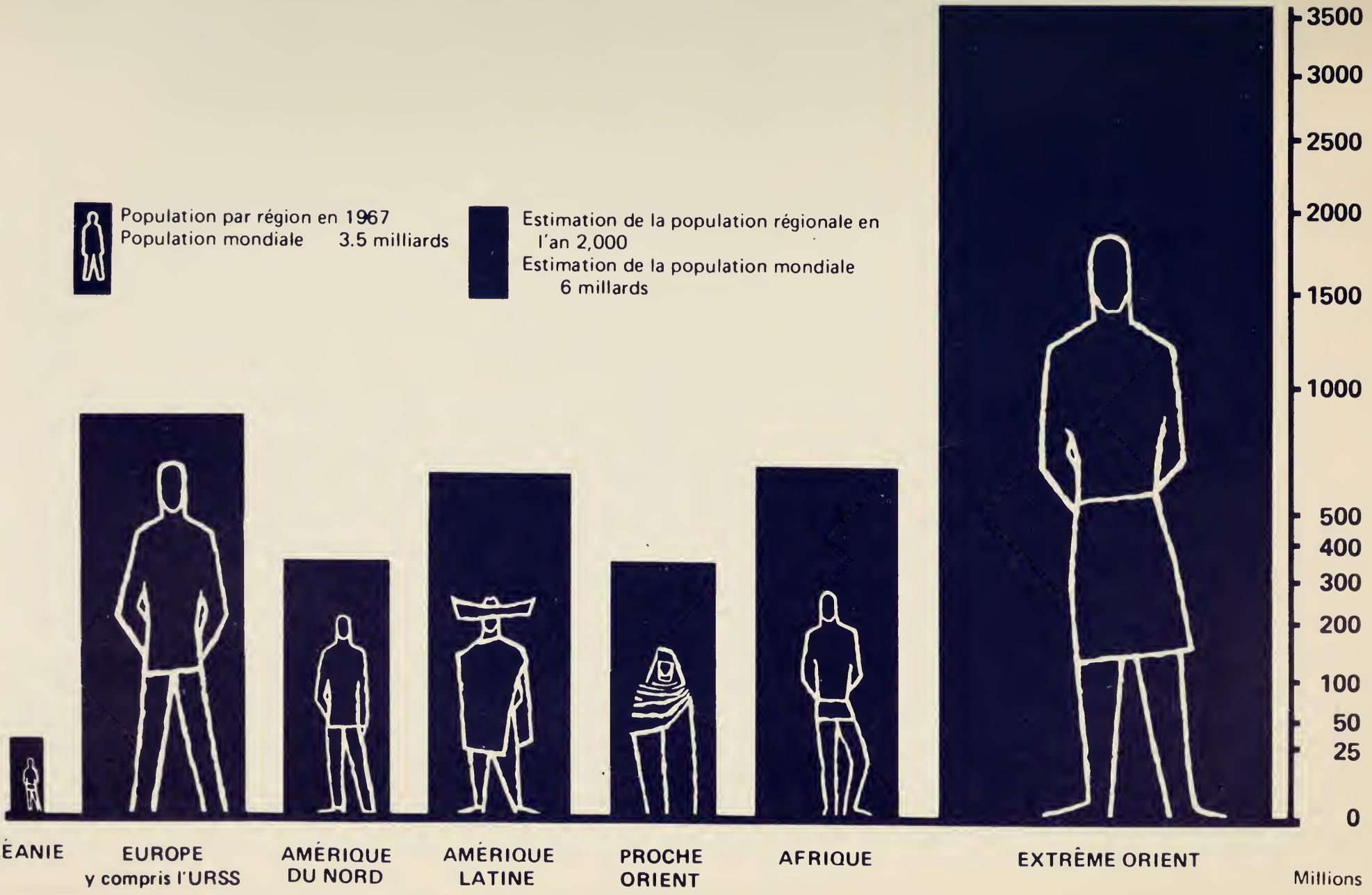
La FAO a cependant souligné le fait que: "il semble bien que nous sommes enfin arrivés à ce qui pourrait être un tournant dans l'âpre lutte menée par les pays en voie de développement pour atteindre un accroissement suffisamment rapide de leur production alimentaire". Mais, les vieux problèmes tout comme les nouveaux tenaillent la conscience des membres de la FAO.

Que faire en matière de réforme agraire? Que faire pour le chômeur ou le sous-employé? Pourquoi les questions de surpopulation restent-elles si entachées de faux-fuyants, et suscitent-elles des réactions si passionnées? Les débats sur l'aide et le commerce en viendront-ils à trouver une solution équitable pour tout le monde? Comment combattre la pollution?

Comme l'a fait remarquer M. Olson, ministre de l'Agriculture du Canada, les membres de la FAO "traversent actuellement une ère d'espoirs grandissants". La force qui pousse au progrès est encore plus grande maintenant qu'elle ne l'était il y a 25 ans. M. Hardin, secrétaire à l'Agriculture des États-Unis, le dit très justement quand il affirme que: "le quart de siècle qui vient de s'écouler a été caractérisé par le changement, et, à l'heure actuelle, quand nous regardons l'avenir, c'est cette même évolution qui doit rester notre premier souci".

Parlant de ce que devra être la FAO au cours du prochain quart de siècle, M. Boerma, son directeur général, demande d'ores et déjà "une révision et une nouvelle définition des objectifs, du rôle, et de l'efficacité de la FAO". Dans la partie II de la publication "Le Canada et la FAO", un certain nombre de personnalités intimement liées à la tâche de la FAO depuis 25 ans accèdent au souhait de M. Boerma: l'examen de l'expérience et des réalisations du passé et la détermination des premières mesures à prendre au cours du prochain quart de siècle.

PRÉVISIONS D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION



communication du secrétaire général des nations unies

À L'OCCASION DU VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE LA FAO, TENUE À QUÉBEC, CANADA

Au moment où les Nations Unies commémorent leur propre vingt-cinquième anniversaire, nous ne percevons que trop bien les graves problèmes qui se posent au monde d'aujourd'hui. Non les moindres sont ceux de la pauvreté, des privations, de la faim et de la malnutrition, de l'analphabétisme et de la maladie, à une si grande partie de l'humanité. Dans la lutte contre ces malaises, les diverses institutions des Nations Unies, au nombre desquelles la FAO occupe une place d'honneur, ont réussi à jouer un rôle de premier plan. Il m'est donc particulièrement agréable de commémorer ce vingt-cinquième anniversaire de la première Conférence de la FAO.

C'est au cours de cette conférence tenue à Québec le 16 octobre 1945, que fut tracée l'étroite association avec la FAO dont nous, des Nations Unies, sommes si fiers. La Conférence de Québec a reconnu comme corollaire de l'article XIII de l'Acte constitutif de la FAO, que "l'Organisation doit faire partie de toute institution générale de caractère international à laquelle pourra être confiée la coordination des activités d'organismes internationaux chargés de responsabilités spécialisées". Conséquemment, elle a résolu que la FAO doit "réglementer ses méthodes et pratiques de manière à réaliser les plus étroits rapports avec les Nations Unies et les autres institutions spécialisées en liaison avec elles".

Pour mieux comprendre pourquoi la FAO doit à tout prix faire partie de l'ensemble des Nations Unies, il faut se référer au communiqué final de la Conférence de Hot Springs. Ce remarquable document souligne que la libération de la crainte et l'affranchissement de l'indigence sont interdépendants; nous disposons aujour-

d'hui pour la première fois dans l'histoire, des moyens de libérer l'humanité entière du plus grand des besoins, la faim ; que la chose est possible à l'unique condition de conjuguer les efforts sur les plans national et international, et ce dans une mesure jamais tentée auparavant, pour rompre le cercle de la pauvreté, de la maladie, de l'ignorance et de la faim, et pour relever le niveau de l'alimentation et de la vie. Dans l'exécution de cette gigantesque et multiple tâche, la FAO devait jouer un rôle décisif en se constituant l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, partie intégrante du nouveau régime mondial dont les objectifs sont si éloquemment énoncés dans la Charte.

Vraiment, elle a été étroitement liée aux Nations Unies au cours de ces vingt-cinq années. Le principal monument public de la FAO repose sur ses œuvres, les nombreux projets qu'elle a réussi à lancer, à encourager, à améliorer et à soutenir dans toutes les parties du monde pour le bien de l'agriculture, des forêts, de l'élevage et de la pêche, et au bénéfice des populations qui en tirent leur subsistance. Elle a aidé puissamment aussi à faire prendre conscience au monde des conditions qui règnent dans l'univers et à gagner l'appui public à sa campagne contre la faim. Dans toutes ces initiatives, elle a grandement aidé les autres organismes des Nations Unies, tout en bénéficiant de leur appui à son siège, comme dans les régions et les pays où ils exercent leur activité.

Dans l'avant-propos de mon Rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies cette année, je mentionne que, à une époque où l'on envisage les réformes qui doivent renforcer le mécanisme de ses structures, il ne faut pas oublier que la plupart de ses réalisations, dans les domaines économiques et sociaux, "auraient été impossibles sans l'étroite et active collaboration de tous les organes faisant partie du complexe des Nations Unies". Pour apprécier à son mérite le rôle que joue la FAO dans la mise en œuvre des grands programmes des Nations Unies, il suffit de signaler l'utilisation des ressources mondiales en eau, des mers et des océans, la protection de l'environnement de l'homme, et l'application de la science et de la technique au développement. Le Programme alimentaire mondial qui, l'an dernier, affectait plus de 300 millions de dollars américains à des travaux dans quarante pays, est entrepris conjointement par les Nations Unies et la FAO. La mise en route de la deuxième décennie du Programme de développement, forte de l'expérience acquise au cours de la première phase, mais dépassant largement les objectifs sociaux de celle-ci, sera solennellement annoncée, nous l'espérons, la semaine prochaine à l'Assemblée générale des Nations Unies. Tout indique qu'elle comportera des objectifs nationaux d'une nature jamais proposée jusqu'ici. Aussi, la complexité et l'ampleur de l'action internationale s'en trouveront énormément accrues: Dans ce programme, qui se doit de réussir, la FAO aura à jouer un rôle vital. Mais il est une autre condition du succès, que nous ne devrions pas perdre de vue, c'est la conjugaison plus étroite que jamais des efforts, des idées et des activités de la grande famille des Nations Unies. Telle est en effet la constatation fondamentale qui ressort des principales études faites récemment en matière d'organisation de l'aide multilatérale au développement économique et social. En tirant profit de l'expérience acquise et en mettant à contribution la bonne volonté manifestée au cours de ces vingt-cinq années, comme en font foi les rapports entre la FAO et les Nations Unies, cette intégration plus intime ne devrait pas être difficile à réaliser.

U Thant

la fao dans un monde en évolution

Dr A. H. BOERMA Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

À titre de directeur général de la FAO, j'apprécie comme un honneur l'occasion qui m'est offerte de participer aux célébrations marquant le 25e anniversaire de l'Organisation. Les émotions que je ressens en cette circonstance ne sont pas seulement celles d'un privilégié, car ce jour suscite aussi au plus profond de mon être un mélange de sentiments de fierté, d'humilité, de nostalgie et d'espoir.

Je crois tout à fait convenable de commencer par dire combien je me sens réconforté par la participation de M. Lester B. Pearson qui a droit à nos hommages à plus d'un titre. Le fait d'avoir été premier ministre du Canada en est un de très haute distinction. Celui d'avoir, par la suite, été nommé président de la Commission sur le Développement international, dont le rapport mémorable porte son nom, en est un autre, de même que celui d'avoir été au cours de sa carrière éminente, variée et courageuse, le ferme champion de l'harmonie internationale et des droits des défavorisés. Mais, en tant que directeur général de la FAO, je puis dire que ce qui le rapproche le plus de nous, c'est qu'il a été le premier président de la Commission provisoire des Nations Unies sur l'alimentation et l'agriculture à la suite de la Conférence de Hot Springs, en 1943, puis après, le président de la première session de la Conférence de la FAO, postes où il a tant fait pour réaliser les grands idéaux qui ont servi de base à la fondation de notre Organisation.

J'ai choisi comme thème de ma causerie "La FAO dans un monde en évolution". Il est évident qu'au cours des vingt-cinq années d'existence de la FAO le monde a changé plus rapidement que jamais auparavant. Il est d'ailleurs encore plus probable qu'au cours du prochain quart de siècle le rythme du changement deviendra de plus en plus rapide. Mais, si vous le voulez bien, jetons un regard en arrière sur le monde d'il y a vingt-cinq ans qui, à de nombreux points de vue, diffère déjà considérablement du monde présent. Essayons donc d'évoquer l'état d'esprit de

ceux qui se rencontrèrent ici pour fonder cette organisation, et voyons jusqu'à quel point les espoirs et les idéaux qu'ils nourrissaient alors ont été réalisés au cours des années qui se sont écoulées depuis.

Bien entendu, il faut d'abord se rappeler que cette rencontre s'est faite immédiatement après la fin d'une guerre longue et terrible, qu'ils étaient pour ainsi dire comme des hommes qui faisaient face au grand soleil après des années passées à l'obscurité. Ce qui s'offrait à leur vue était un monde démoli qu'il fallait reconstruire. Cet état d'âme a été bien décrit par le délégué de la Yougoslavie, M. Yvan Randic, lorsqu'il disait: "Les forces armées ont cessé de combattre, mais apparaît maintenant une nouvelle armée, composée de techniciens, d'agronomes, de chercheurs, d'ouvriers, qui commencent le combat contre la désorganisation, la pauvreté, la famine, l'incertitude et le malheur. Les besoins sont urgents, les décisions ne peuvent être retardées. Il ne nous est pas permis de perdre de temps pour nous attaquer à la construction d'un monde pacifique, ordonné et prospère."

Les mêmes sentiments ont été manifestés, mais peut-être en termes plus optimistes, dans le message que présentait à la Conférence le Président Truman, successeur du chef inspiré que fut Franklin D. Roosevelt, dont la perspicacité politique en convoquant la Conférence de Hot Springs a été pour beaucoup dans la création de la FAO. M. Truman disait: "La première rencontre de la Conférence sur l'alimentation et l'agriculture est vraiment une circonstance qui restera mémorable. C'est le moment où le monde des Nations Unies a commencé à cultiver, sinon encore à cueillir, les fruits de la victoire."

Plusieurs autres choses dignes de mention ont été dites à cette première Conférence. Je n'ai pas l'intention de vous lire de longs extraits de nos archives, mais je pense qu'il vaudrait la peine que l'on tente de recréer l'atmosphère où collaboraient ces hommes de 1945, en citant au moins quelques-uns des sentiments exprimés en cette occasion par des délégués venant de différentes parties du monde.

En procédant dans l'ordre où ils ont été prononcés, je suis heureux de ce qu'en feuilletant les archives, mes yeux s'arrêtent d'abord sur quelques mots de l'homme qui a été décrit comme étant "le vrai père de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture", M. Frank McDougall de l'Australie. M. McDougall, qui s'adressait à l'assemblée à titre de président du groupe de révision de la Commission provisoire, disait entre autres choses: "La FAO ne sera pas seulement un centre d'échange mutuel de connaissance ou d'aide technique. Elle doit devenir le porte-parole international des consommateurs d'aliments, et de produits agricoles ou forestiers du monde entier. En même temps elle doit servir à faire entendre une voix jusqu'ici trop peu entendue dans les conseils mondiaux, celle des cultivateurs, des forestiers et des pêcheurs."

Plus loin, je remarque avec fierté ce qui a été dit par un de mes distingués compatriotes, M. S. L. Mansholt des Pays-Bas. M. Mansholt, qui plus récemment s'est trouvé accaparé par les tâches insidieuses que peuvent présenter des problèmes de prospérité, déclarait à la Conférence: "Le travail dont se charge la FAO peut être décisif pour tout l'avenir du monde. Si la FAO réussit, il est possible que le standard de vie, partout dans le monde, atteigne pour la première fois un niveau dont l'humanité n'aurait plus honte."

Plus loin, le délégué de la seule république indépendante de la région africaine à assister à la Conférence, M. Frederick A. Price du Liberia, disait au sujet de certains objectifs qu'envisageait la nouvelle organisation, que leur réalisation représenterait "un grand progrès dans la lutte contre la misère et la souffrance, comme dans l'avancement du bien-être indépendant et généralisé dans le monde entier."

L'après-midi du même jour, M. Clinton P. Anderson, secrétaire de l'Agriculture aux États-Unis, affirmait: "A cette conférence, nous posons la pierre angulaire d'une paix durable. Mon pays est fier d'être l'un des membres fondateurs de la FAO et il a hâte de faire sa pleine part dans la grande tâche que nous envisageons tous ici."

Puis, suivit la déclaration remarquable de M. David Wilson, de la Nouvelle-Zélande. J'aimerais citer beaucoup de choses qu'il a dites, mais je dois me contenter de répéter ces mots qui semblaient un puissant écho de la doctrine d'Abraham Lincoln: "Le monde, comme un tout, ne peut pas prospérer longtemps, s'il est à moitié esclave et à moitié libre. En établissant la FAO, nous devons prendre la ferme résolution qu'aucun gouvernement, aucun pays, ni aucun groupe égoïste, ne bloquera la voie à l'utilisation la plus complète des ressources mondiales pour l'avantage mutuel de tous."

De l'Asie s'est fait entendre la voix de Sir Girja Shankar Bajpai de l'Inde: "Aujourd'hui, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture suscite l'intérêt et les espoirs du monde civilisé. Elle peut justifier ces espoirs et remplir ses nobles objectifs si elle sait apporter assez d'imagination dans son action, et si elle exécute sa tâche avec suffisamment d'envergure, de sympathie, de compréhension et d'audace."

Le chef de la délégation du Royaume-Uni, M. Philip Noel Baker y a été tout aussi carrément. Il a présenté l'opinion de son gouvernement dans les termes suivants: "Nous croyons en la FAO. Nous sommes déterminés à la faire réussir dès maintenant et dans la suite. Nous avons confiance que ses succès auront de vastes répercussions pour notre génération et pour les générations à venir."

M. Stefan Krolikowski, de la Pologne, un des pays qui pourtant ont le plus souffert de la guerre, a néanmoins pu envisager une perspective mondiale et dire: "Je prie pour que la FAO prenne de l'envergure et étende le domaine de ses activités, afin qu'à l'avenir elle devienne l'organisation vers laquelle toutes les nations du monde apporteront symboliquement leurs épis de maïs, en sollicitant une distribution juste

L'hon. H. A. Olson, ministre de l'Agriculture du Canada, présente une plaque commémorative au directeur général de la FAO, M. A. H. Boerma, à l'occasion du 25e anniversaire de la FAO, en octobre 1970, à Ottawa, au Canada.

et équitable du pain quotidien pour que l'humanité prospère et jouisse d'une paix organisée de façon durable."

Sans ambiguïté, M. Soren Sorenson, du Danemark, a confié l'avenir de la FAO aux pays membres en disant: "Je ne crains pas que l'Organisation nous fasse faux bond; maintenant, c'est le monde, et surtout nous-mêmes, qui devons voir à ne pas laisser tomber la FAO."

Parlant en français, M. Lourival Fontes du Brésil, pays de l'Amérique latine, proclamait: "Nous nous trouvons ici, dans la vieille ville de Québec, grâce à une heureuse inspiration des organisateurs de cette conférence, pour créer un monde plein de bien-être, de prospérité, de bonheur, d'aide mutuelle, de fraternité humaine et de paix sociale."

Enfin, du très beau discours de clôture présenté par le président, M. Pearson, je choisis les quelques mots qui suivent: "Mais la FAO, c'est en définitive le peuple et ses gouvernements. Il dépend donc de nous, le peuple, de faire un succès de cette Organisation."

Si j'ai pris le temps de vous lire ces divers extraits, c'est que rien d'autre, je crois, ne pouvait aussi bien recréer l'atmosphère d'espoir, d'aspiration et de détermination dans laquelle a été fondée la FAO. Je n'oublie pas que cela se passait il y a vingt-cinq ans alors que fleurissait l'idéalisme au tout début d'une nouvelle période de paix et avant que nous devenions endurcis, comme je crains que nous le soyons devenus jusqu'à un certain point, par l'incessante répétition de beaux discours et la succession interminable des conférences internationales. Je sais aussi qu'à ce temps la FAO ne comptait que 42 pays membres, soit un peu plus à peine du tiers du nombre actuel, et ces pères fondateurs n'avaient pas encore eu à faire face aux épreuves ardues et parfois amères des dures expériences que nous avons traversées depuis. Mais, en dépit de tout cela, je crois encore avoir le droit de demander: Est-ce que les réalisations de la FAO au cours des ans ont répondu aux grands espoirs de ses fondateurs? puis, reprenant les mots de M. Pearson, j'aborde le cœur même de ma question: nos gouvernements et le peuple lui ont-il permis de répondre à ces espoirs?

Sans hésiter, je réponds à ces deux questions par un non! La FAO n'a pas répondu aux grands espoirs que l'on nourrissait à son sujet en 1945, et elle n'a pas eu les moyens de le faire. Mais je dois immédiatement ajouter deux choses.

Premièrement, en tenant compte de toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, je dois admettre qu'à tout considérer les réalisations de l'Organisation ont été fortement constructives et positives. Jetez un regard sur les vingt-cinq dernières années, et vous constaterez qu'une abondance de travail utile a été exécutée et, qu'en dépit de tout, il s'est réalisé beaucoup de choses d'une valeur durable. Si les conditions de vie sont meilleures dans le monde d'aujourd'hui, la FAO peut certainement prétendre qu'elle y a beaucoup contribué. Et ce fut là une contribution que seule la FAO pouvait faire.

Deuxièmement, les raisons pour lesquelles elle n'a pas pu répondre à tous les hauts espoirs que l'on nourrissait à son sujet en 1945 sont très complexes, aussi complexes que le monde où nous vivons. En réalité, elles sont un reflet de notre monde. J'aborderai ce problème important et intéressant dans la dernière partie de mon discours, mais auparavant, j'aimerais justifier ma prétention au sujet de la valeur des réalisations passées de l'Organisation.

Pour commencer, laissez-moi aborder ce qui peut paraître le récit d'une faillite. En 1946, la FAO s'est acharnée à proposer l'établissement d'un office mondial des

PRODUCT
OF
CANADA
Rocky Point
Brand
MACKEREL
Rocky Point
Brand
MACKEREL
PRODUCT
OF
CANADA
EVAPORATED MILK
VELVETIZED! PERFECT FOR COOKING
Carnation
48/1

aliments pour stabiliser les prix, d'une réserve mondiale d'aliments pour prévenir les famines, d'un système de financement pour disposer des excédents en faveur des pays qui en avaient le plus besoin. Il s'agissait là d'un projet inspiré par un idéal élevé, mais en pratique il advint que les principaux pays en cause trouvèrent qu'ils ne pouvaient y souscrire. Quelques années plus tard survint une nouvelle proposition : cette fois, il s'agissait d'établir un comptoir international de liquidation qui, entre autres choses, aurait acheté les excédents de denrées et organisé leur vente à prix spéciaux aux pays en ayant besoin pour des fins particulières, y compris des projets de développement. Cette proposition a également sombré. On serait tenté de dire : jusqu'ici rien ne marche.

Mais ce serait là porter un jugement à la légère. En effet, même si, à l'époque, ces deux idées ont paru inacceptables à certains gouvernements de pays membres, elles ont suscité d'autres programmes qui, apparemment moins retentissants et moins importants dans l'ensemble, se sont pourtant révélés d'une grande valeur pratique pour la collectivité internationale.

D'abord, avec d'autres événements survenus à la fin de la décennie de 1950, elles ont aidé à payer la voie pour l'établissement du Programme alimentaire mondial des Nations Unies et de la FAO. Bien que j'aie abandonné le poste de directeur exécutif de PAM depuis près de trois ans déjà, on pourrait peut-être croire que je manque de modestie si je le louangeais trop. Néanmoins, il ne fait pas de doute que l'on doit considérer comme un grand succès ce programme multilatéral d'aide alimentaire qui, au cours de ses huit années d'existence, a attiré quelque 770 millions de dollars en ressources alimentaires, en espèces ou en services, qui a déjà contribué à la réalisation de 400 projets de développement dans plus de 70 pays et qui a fourni des secours d'urgence aux victimes de désastres en plus de cinquante occasions. Les sacs de blé, les boîtes de lait en poudre et les autres denrées qui ont été expédiés à des ports lointains ont apporté une amélioration au sort de personnes innombrables, comme on l'a fait d'ailleurs en leur fournissant l'occasion de travailler, et de se réinstaller sur des terres plus productives, ou en donnant aux enfants une meilleure santé ou une meilleure instruction. J'aimerais, en cette occasion, proclamer ici même en Amérique du Nord notre gratitude à l'endroit des États-Unis et du Canada qui, à eux seuls, apportent plus de la moitié des ressources du programme.

Mais le Programme alimentaire mondial n'est pas la seule réalisation qui ait émergé parmi toutes les déconvenues du début que j'ai mentionnées il y a quelques instants. C'est de l'insuccès de nos projets d'un comptoir international de liquidation pour les denrées, qu'a résulté l'établissement du Comité des produits. Comme vous le savez, cet organisme a beaucoup fait, en travaillant patiemment et ardument, mais sans publicité, à remettre de l'ordre dans la politique internationale des denrées qui autrement serait dans un état de désordre encore beaucoup plus grand qu'elle ne l'est actuellement. L'ensemble des principes qu'il a établis pour empêcher que les programmes servant à l'écoulement des excédents ne nuisent aux méthodes de production normales et au commerce international a été accepté par la majorité des gouvernements membres de la FAO, ce qui, incidemment, a démontré l'utilité d'une nouvelle technique pour obtenir l'accord international sur un code de comportement, beaucoup plus rapide que la procédure consistant à solliciter une ratification officielle par les gouvernements. Le Comité des produits a établi un mécanisme pour des consultations internationales sur les programmes d'écoulement des excédents ainsi qu'un réseau de groupes d'études intergouvernementaux sur les

Le Canada fournit de la nourriture à de nombreuses organisations d'aide d'urgence.

denrées pour s'occuper de produits particuliers. Alors qu'au début ces groupes confinaient leurs activités surtout aux domaines de l'étude et de l'analyse, ils prennent de plus en plus l'initiative d'agir, explorant des solutions possibles pour les problèmes du commerce des denrées, élaborant des plans pour la stabilisation des marchés, faisant de la promotion commerciale, particulièrement en faveur de produits naturels qui doivent lutter contre d'autres de fabrication synthétique, encourageant des accords sur une base régionale, etc. Dans le cas de certains produits comme le jute, les fibres dures et le thé, nous fonctionnons en fait sur la base d'accords internationaux officieux. Tout ce travail tranquille mais très efficace peut sembler fort anodin et lent à progresser comparativement à ce que l'on envisageait en 1945. De plus, dans la mesure où il a résulté d'une inquiétude intéressée engendrée par des excédents, on peut dire qu'il a été inspiré par la crainte plutôt que par des motifs humanitaires. Par ailleurs, il prouve concrètement que la FAO peut rendre des services précieux, et que de tels services peuvent être organisés en dépit des limites d'action de la collectivité internationale. N'allez pas croire que je ne regrette pas l'évanouissement de certains rêves de 1945, que je n'éprouve pas de chagrin en constatant que la bonne volonté internationale n'a pas été plus intense. Au contraire, j'en ressens beaucoup de peine. Mais, pour le moment, je m'intéresse à des réalisations pratiques. Quelque désenchantés que puissent être les regards que je suis porté à jeter vers le passé en pensant à ce qu'il aurait pu être, il est nécessaire que je me concentre d'abord sur ce que la FAO a réussi à faire.

En plus de ce que j'ai déjà mentionné, je devrais probablement attirer votre attention sur l'article I de notre constitution qui spécifie que "L'Organisation devra recueillir, analyser, interpréter et disséminer l'information . . ." Cette tâche qui consiste surtout à rassembler des faits, mais qui amène inévitablement et de façon croissante à conseiller les gouvernements au sujet de l'influence que pourraient avoir sur leur politique les renseignements recueillis, en est une que, selon moi, l'Organisation a accompli avec beaucoup de soin. Au cours de son premier quart de siècle d'existence, la FAO est devenue un centre international d'information sur tous les aspects de l'agriculture, des pêches, de la sylviculture et de la nutrition. Des statistiques sur la production, le commerce et la consommation de centaines de denrées sont obtenues de toutes les parties du monde et publiées dans des revues statistiques ou des annuaires. Des bilans d'inventaire indiquent les approvisionnements d'aliments disponibles pour les populations de nombreux pays. L'envergure des domaines couverts et la qualité des données compilées se sont grandement accrues avec les années, non seulement parce qu'on les fait porter sur un plus grand nombre de pays, mais aussi pour une très grande part parce que nous avons réussi à organiser des méthodes et des normes de statistiques modernes. En plus de données statistiques, nous publions beaucoup de travaux sur les aspects pratiques de sujets spécialisés se rapportant à nos travaux sur les animaux, les plantes, les poissons et les forêts.

Comme je l'ai dit il y a un instant, le rassemblement, l'analyse et la publication de renseignements nous ont de plus en plus amenés au domaine de la formulation de politiques. On peut s'en rendre compte en parcourant notre revue annuelle, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. Il ne suffit pas de décrire la situation actuelle. Les tendances révélées par les faits nous ont forcés à essayer de prévoir les développements à venir et, en conséquence, à suggérer des politiques et des mesures à leur sujet. Cette implication graduelle dans les questions de politiques a atteint son point culminant avec le *Plan indicatif mondial pour le développement de l'agriculture*, dont on a eu l'inspiration au premier Congrès mondial sur l'alimentation, à Washington, en 1963.

Ce plan est entièrement nouveau dans son genre. Expliqué en 750 pages, il établit à l'échelle mondiale les cadres d'une planification agricole internationale pour les années à venir. Il s'applique à analyser spécifiquement les principaux problèmes que devra envisager l'agriculture mondiale durant la décennie de 1970 et au début de celle de 1980, en suggérant les moyens les plus efficaces pour les résoudre, soit par des interventions nationales ou internationales. Il a généralement été approuvé à la dernière session de la Conférence de la FAO en novembre dernier. Même ceux qui n'étaient pas d'accord avec les propositions du Plan, en ce qui regarde leur pays, se demandaient bien comment ce travail colossal de pionnier pouvait être amélioré. À l'unanimité, la Conférence a recommandé que j'élabore le Plan sous forme d'étude des perspectives mondiales sur le développement de l'agriculture en me priant, entre autres choses, de mettre mieux au point la ligne de base devant servir aux calculs, pour élargir sa portée géographique afin d'y faire entrer tout le monde, y compris les pays à revenu élevé et d'incorporer certains objectifs sociaux dans la formulation des politiques agricoles. Le PIM et le nouveau travail confié à la Conférence représentent la principale contribution de la FAO à la deuxième décennie de développement, je pourrais même dire la plus importante contribution de n'importe quelle source, et comme telle, elle s'adaptera à la durée de la période et aux objectifs généraux de la décennie même.

Nos activités, pour ce qui a rapport au rassemblement des faits et à l'aide dans l'élaboration des politiques, ne présentent, bien entendu, qu'une des facettes de l'action de la FAO. Il y a aussi toute la série des travaux entrepris dans les pays en voie de développement.

Ces travaux sont tellement abondants que je suis forcé, ici de les résumer sous une forme plutôt terne, celle de programmes et de chiffres. Il y a d'abord le travail que nous menons grâce aux fonds qui nous viennent du Programme des Nations Unies pour le développement, fonds qui, comme vous le savez, sont librement fournis par les États membres des Nations Unies. Ce travail consiste d'abord en activités d'aide technique qui remontent jusqu'aux débuts du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies en 1950, et d'études préparatoires aux investissements qui ont commencé à fonctionner à même le Fonds spécial une dizaine d'années plus tard. Jusqu'ici, pour ce qui est de l'assistance technique, nous avons fourni en tout quelque 13,000 services d'experts à plus de 100 pays. Nous avons élaboré 450 projets préparatoires en 95 pays. Le budget global consacré à ces deux genres d'activités sous le régime du Programme des Nations Unies pour le développement où, comme vous le savez ont été fondus, le programme élargi d'assistance technique (PEAT) et le Fonds spécial a été d'à peu près 600 millions de dollars, dont plus des deux tiers ont servi aux projets préparatoires. Le Programme des Nations Unies pour le développement et les deux organismes indépendants qui l'ont précédé, ont fourni la très grande partie des sommes qui ont défrayé les quelque 500 cours de formation et près de 8,000 bourses que nous avons accordées et surveillées. De plus, nous comptons environ 430 réalisations dans les cadres de la Campagne mondiale contre la faim et en disposant d'autres fonds en fidéicommis, dont certains sont des contributions bilatérales faites par des gouvernements, le tout s'élevant à près de 37 millions de dollars.

Le gros de nos ressources extra-budgétaires consacrées aux travaux extérieurs que j'ai mentionnés plus haut a servi aux projets préparatoires. Il n'est que logique que nous ayons cherché à y donner suite en essayant d'attirer des finances de l'extérieur pour la réalisation même.

M. L. Bezeau, spécialiste canadien affecté à la FAO enseignant dans un centre de formation pratique pour l'exploitation des pâturages naturels. Le nouveau modèle de hache employé injecte un herbicide dans les entailles lors du débrousaillage.

Ces activités se sont grandement accrues depuis l'établissement de notre programme de coopération avec la Banque mondiale en 1964; elles comprennent maintenant des programmes coopératifs avec diverses banques régionales et même des accords d'exécution avec quelques banques privées. Jusqu'ici pour ce qui a rapport au Programme de coopération entre la FAO et BIRD (la Banque internationale pour la reconstruction et le développement), les prêts de BIRD et les crédits de l'AID (Association internationale de développement) pour des projets auxquels le Programme a participé se sont élevés à plus de 750 millions de dollars. Les frais globaux pour la réalisation de ces projets ont cependant exigé des sommes beaucoup plus élevées, puisque le financement par la Banque mondiale ne couvre qu'une partie des coûts. On estime que la réalisation de ces projets a exigé des investissements globaux de l'ordre de 1,650 millions de dollars en 47 pays. À propos de la Banque mondiale, j'aimerais signaler que, de façon générale, nous sommes grandement encouragés par l'importance accrue que M. McNamara accorde à l'agriculture. Pour ce qui est des banques régionales, leurs activités en collaboration avec la FAO qui sont plus récentes, ont porté sur un nombre beaucoup moins élevé de travaux qui n'ont entraîné jusqu'ici que des prêts de l'ordre de 130 millions de dollars. Les activités en ce domaine prennent toutefois de l'ampleur rapidement.

Un autre des mécanismes stimulateurs d'investissements, qui a profité rapidement au cours de ces quelques dernières années, est notre programme de coopération industrielle. Ce programme qui vise à attirer des investissements plus considérables dans les pays en voie de développement, et qui est le centre convergent du système des Nations Unies pour ce genre de coopération, a connu beaucoup d'expansion depuis ses débuts en 1966, au point d'inclure présentement parmi ses membres près de 90 sociétés multinationales.

Si vous me permettez de me détourner brièvement du monde des gouvernements et de la haute finance, j'essayerai de compléter ma présentation de la FAO au cours des 25 dernières années en traitant d'un chapitre tout à fait spécial et très différent de son histoire, celui de la Campagne mondiale contre la faim. Je l'ai déjà mentionné rapidement en parlant de nos réalisations extérieures, mais elle les dépasse de beaucoup. Mise sur pied en 1960 par mon prédécesseur, le Dr Sen, elle s'était proposé de soulever l'opinion publique à l'endroit de la tragédie et de la menace des problèmes alimentaires mondiaux. Et, par ses comités nationaux et de beaucoup d'autres façons, elle y a réussi à de nombreux égards. C'est aussi dans les cadres de cette Campagne que s'est tenu à Washington en 1963 le premier Congrès mondial sur les aliments. Cette mention m'amène naturellement à parler du deuxième Congrès mondial sur les aliments qui s'est tenu à La Haye il y a quelques mois.

Ce deuxième Congrès mondial est vraiment un sujet approprié pour conclure ma revue du premier quart de siècle de l'histoire de la FAO. Il fut une occasion remarquable qui a permis aux organisations faisant partie du système des Nations Unies d'engager un dialogue très stimulant. Chacun des participants s'y trouvait à titre personnel et non comme représentant d'un gouvernement ou d'un organisme. La seule limite à la liberté de parole venait du grand nombre des participants (plus de 1,800) et du temps restreint dont on disposait.

J'avoue franchement, et avec plaisir, que ce congrès m'a procuré une expérience revivifiante. J'ai été fortement impressionné par l'insistance continuelle avec laquelle on revenait à ce qui m'a paru être le thème même du congrès, à savoir que le développement est un processus qui doit être planifié selon les besoins et les sentiments de la personne humaine à qui il est destiné. C'est la chose que l'on perd souvent de vue sous des amas de plans compliqués et de rapports qui s'accumulent sur les pupitres de la bureaucratie. On a monté en épingle les positions extrêmement radicales qui ont été prises, particulièrement par certains des jeunes qui assistaient au Congrès. Je crois qu'on a exagéré. Il est certain que certaines interventions ont été fracassantes, que des démagogues ont fait valoir leur éloquence de carrefour, mais il faut dire qu'il ne s'agissait pas toujours de jeunes. Je suis convaincu, cependant, qu'à tout prendre, la contribution des jeunes était avant tout motivée par un souci authentique et généreux à l'égard de la misère des pauvres et des non privilégiés du monde entier, si bien qu'elle a été constructive.

J'oserai même dire que c'est probablement la participation des jeunes et ses raisons profondes qui m'ont le plus impressionné, car même si certaines opinions ont été présentées de façon agressive et peu réaliste, j'ai cru y trouver l'écho de l'esprit d'enthousiasme et d'idéalisme qui a été entendu ici à Québec il y a vingt-cinq ans passés.

Permettez-moi d'insister un peu sur cette pensée. Je viens de résumer brièvement les réalisations de la FAO depuis le début de son existence. Je pourrais ajouter en post-scriptum que, depuis que je suis moi-même entré en fonction, j'ai établi certaines méthodes pour accroître son efficacité. Je me permets de signaler, entre autres,

notre nouvelle stratégie visant à concentrer nos activités sur cinq domaines essentiels : les variétés à haut rendement, la pénurie de protéines, le problème des déchets, la mobilisation des ressources humaines pour le développement rural, et le besoin qu'ont les pays en voie de développement d'obtenir et d'accumuler plus de devises étrangères. Nous avons procédé à une réorganisation pour assouplir le mécanisme de la FAO, et accroître sa progression. Nous avons établi des systèmes de gestion moderne. Malgré tout cela, en dépit de tout ce que nous avons fait et de ce que nous faisons, comme je l'ai déjà dit, nous sommes encore loin de l'esprit et des intentions de 1945. Nous ne nous sommes pas suffisamment approchés des gouvernements et du peuple, dont parlait M. Pearson, pour les amener à prendre conscience qu'il est urgent de faire davantage.

Pourquoi y a-t-il, pour ainsi dire, cet écart entre l'intention du début et les réalisations qui ont suivi, entre des organisations comme la FAO et ceux dont elles sont supposées représenter les aspirations ? C'est sur ce problème essentiel qui, oserais-je dire, affecte tout le système des Nations Unies, que j'aimerais m'attarder pour finir.

L'aspect mystérieux de cette cassure de communication vient de ce que le monde est de plus en plus saturé de menaces retentissantes de désastres imminents, d'explosion de population, de pollution du milieu, etc. Il devient de plus en plus difficile pour des gens comme moi de trouver des phrases, des mots ou des métaphores frappantes qui n'ont pas déjà été employés à plusieurs reprises. Et même si nous y réussissons, nos découvertes ne semblent plus percuter. Certaines des déclarations les plus exotiques et les plus outrancières réussissent parfois à s'infiltrer dans les colonnes de la presse, mais même celles-là semblent provoquer peu de réactions de la part des lecteurs.

Malgré cela, il est faux de prétendre que les gens ne veulent pas s'occuper d'autre chose que de ce qui les intéresse matériellement. Quoiqu'il ne s'agisse pas là de phénomènes nouveaux dans l'histoire du monde, il suffit d'une famine imprévue ou d'un séisme, pour susciter des gestes généreux de la part des gouvernements et des individus. Les manifestations de pollution les plus évidentes peuvent susciter de l'inquiétude et de l'intérêt. Pourtant ce sont ces phénomènes isolés et cataclysmiques qui attirent l'attention, non les effets insidieux à long terme de l'explosion des populations, les problèmes de l'organisation croissante, ou les dangers politiques et sociaux du chômage croissant dans le monde en voie de développement.

Les politiques, les activités et les réalisations du système des Nations Unies éveillent encore moins l'attention publique. Le fait que les Nations Unies ont un programme de développement social et économique est rarement connu. Le travail technique des organismes spécialisés n'est connu que des groupes spécialisés et, même parmi ceux-ci, la connaissance en est souvent limitée et pleine de lacunes. En soi, cela aurait peu de conséquences s'il ne s'agissait pas du fait que nous en sommes arrivés à un point où l'on s'interroge beaucoup sur le rôle des efforts internationaux tentés pour abolir la famine, la sous-alimentation et les autres manifestations de la pauvreté à l'échelle mondiale.

Le problème ne dépend pas seulement des gouvernements. La plupart des gouvernements souscrivent aux idéals et objectifs de coopération internationale, mais trouvent de plus en plus difficile de faire accepter par leurs citoyens l'attribution de ressources à cette fin. Naturellement, lorsque l'opinion publique est silencieuse, indifférente ou hostile, ils sont peu disposés à faire les sacrifices que comporte nécessairement l'allocation de ressources pour la coopération multilatérale.

Pourquoi en est-il ainsi ? Certaines des raisons sont difficiles à trouver. Les bonnes nouvelles ne font pas la une des journaux. Les bonnes œuvres sont moins intéres-

M. G. Millette, pédologue canadien, responsable d'un travail pour la FAO, prélevant un échantillon de sol, avec l'aide d'un groupe préposé aux relevés pédologiques, au Togo, en Afrique.

santes que le péché. La violence soudaine ou un désastre survenant dans un pays, font mieux la manchette des journaux que les efforts patients et le travail pénible réalisés à longueur d'années dans un grand nombre de pays. Si un alunissage constitue un succès spectaculaire, le développement même dans une activité humaine aussi fondamentale et prédominante que l'agriculture, ne réussit pas à capter l'attention concentrée des media.

Nous ne devons pas blâmer ces derniers puisqu'ils reflètent sans doute les préférences de leur public. Le trouble se situe plus en profondeur. L'accroissement de l'opulence semble entraîner dans son sillage un désintéressement, même du mépris, pour ceux qui n'ont pas réussi à améliorer leur sort. De plus, la sécurité d'un système économique et social ordonné provoque un appétit pour le sensationnel, qui à son tour produit une insensibilité à l'égard des conséquences de l'insécurité économique et sociale et du désordre pourvu qu'ils ne constituent pas une menace immédiate. Mais même ces sortes et sources d'indifférence que je viens de décrire n'expliquent pas les sentiments de désillusion que l'on ressent à l'égard des efforts internationaux visant à résoudre les problèmes du monde.

Jusqu'à un certain point, il s'agit d'un cercle vicieux : le développement multilatéral a produit des résultats qui valent d'être signalés, mais non à une échelle suffisamment spectaculaire pour capter l'imagination populaire. On ne lui accorde donc pas suffisamment d'attention ni de soutien, et en raison d'un soutien insuffisant, il ne peut pas obtenir de succès spectaculaire. Pensez donc combien de choses il pourrait avoir réalisé si on lui avait fourni les ressources et la liberté de les utiliser objectivement, comme on l'a fait pour d'autres choses.

Je crois cependant que la désillusion quant à l'efficacité de l'action internationale a son origine dans un passé encore plus lointain, soit au début même de la FAO, en 1945. À ce temps, les espoirs que l'on nourrissait à l'endroit du système des Nations Unies étaient excessivement élevés. Dans l'esprit de nombreuses personnes, il était couronné par une auréole d'omniscience et d'omnipotence. L'expérience a clairement démontré que de tels sommets sont impossibles à atteindre. Et, vraiment, cela était inévitable en raison de la nature des institutions créées et de la faillibilité des hommes, qu'il s'agisse de politiciens nationaux ou de fonctionnaires internationaux. De plus, il faut reconnaître qu'il s'est commis de nombreuses erreurs et que beaucoup d'efforts ont été gaspillés.

Ces erreurs nous ont toutefois servi de leçon et je crois que nous les avons corrigées dans une large mesure. Je crois aussi que nous avons une bien meilleure compréhension qu'auparavant de ce que sont les vrais problèmes, particulièrement pour ce qui est de l'alimentation et de l'agriculture, et nos efforts pour les résoudre sont bien mieux concertés. Ce qu'il nous faut maintenant pour réussir, c'est de retrouver la foi qui a inspiré les fondateurs de 1945.

Mais comment faire renaître ou engendrer cette foi ? Je ne crois pas qu'il puisse se trouver une réponse simple à cette question, et je doute que, qui que ce soit connaisse l'enchaînement des actions qui sont nécessaires pour en arriver aux résultats que nous poursuivons. Toutefois, il est évident que certaines choses sont nécessaires.

Tout d'abord, les organismes du système des Nations Unies doivent reviser leurs propres objectifs, leur rôle et leur efficacité. Nous nous y sommes essayés à la FAO, comme le démontre notre réaction constructive et ouverte au Rapport Jackson. Il est probable que la conclusion la plus importante à émerger de ce rapport est que les Nations Unies devront à l'avenir fonctionner beaucoup plus comme une association de partenaires visant à combattre la pauvreté sous tous ses aspects,

que comme une juxtaposition d'organismes où chacun concentre ses efforts uniquement dans sa sphère d'intérêts.

Il est nécessaire aussi que les débats sur les questions fondamentales de l'aide et du commerce, qui étaient si clairement établies dans le rapport de M. Pearson, soient poursuivis. Les gouvernements et le peuple doivent être mis en face de ces problèmes, et on doit les exhorter continuellement à envisager les solutions, non seulement sous l'angle de politiques et d'intérêts nationaux, mais surtout sous l'aspect élargi des dangers à longue échéance qui menacent l'humanité. Ce n'est que lorsque le rapport entre ces questions et ces dangers sera clairement compris, que l'on se convaincra à nouveau de la nécessité qu'il y à à utiliser davantage les organisations multilatérales pour réduire les tensions et augmenter la coopération internationale.

Tout cela, bien entendu, exige de la bonne volonté de la part des gouvernements tout autant que des secteurs publics qui sont conscients de cette relation, pour qu'ils prennent toutes les mesures disponibles pour faire connaître les faits. Je sais que, dans leur for intérieur, ceux qui conduisent le monde comprennent l'interdépendance croissante de toutes les nations et des problèmes auxquels ils doivent faire face. Ils se doivent d'élever la voix pour se faire entendre clairement. Il leur faut obtenir pleinement l'appui de leurs propres concitoyens éclairés. Les peuples de toutes nations doivent être amenés à comprendre que l'agitation politique et sociale d'un petit pays éloigné ne peut plus être négligée car elle est apte à faire jaillir l'étincelle d'une conflagration beaucoup plus considérable. Il leur faut réaliser que la première manifestation d'une épidémie de choléra ou d'influenza dans une partie éloignée du monde peut constituer une menace pour eux-mêmes, et qu'un danger semblable peut résulter d'épidémies végétales ou animales, de famines, ou d'émeutes. Je reconnais qu'il s'agit là d'un appel à l'intérêt personnel, mais l'intérêt personnel est probablement une base plus solide pour susciter un appui public soutenu en faveur des efforts internationaux que la plupart des motifs éphémères inspirés par des liens historiques, des alliances politiques ou même la compassion altruiste. Vraiment, comme le déclarait le rapport de M. Pearson, l'intérêt personnel éclairé et constructif est une base respectable et valide pour l'action et les politiques internationales. Si on y joint le stimulant de la justice morale qui existe à l'état latent chez la grande majorité des êtres humains, on peut découvrir que c'est le moyen le plus efficace pour raviver l'enthousiasme et l'idéal qui, entre autres choses, ont conduit à la fondation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en 1945.

COMMENTAIRES :

V. IGNATIEFF, ancien sous-directeur, Division de l'aménagement des terres et des eaux de la FAO.

C'est avec le plus vif intérêt que j'ai pris connaissance de la déclaration de M. Boerma et je ne saurais qu'appuyer chaleureusement les idées qu'il met de l'avant. Il décrit bien l'état d'esprit qui animait la première session de la Conférence de la FAO, quand il parle de l'atmosphère d'espérance, d'aspirations et de détermination qui présidait à sa fondation. Il ne se trompe pas non plus en disant que cette atmosphère émanait de "l'idéal fraîchement éclos à l'aube de la paix" ; mais peut-être provenait-elle aussi, à un certain degré, de cet esprit de collaboration, et de fraternité qui nous embrasait tous, membres de la délégation et personnel du Secrétariat, dans l'enceinte du charmant Château Frontenac. Le même esprit n'a pu souffler aux séances subséquentes.

Maintenant que j'ai pris ma retraite au terme de vingt-quatre années de service auprès de la FAO, je peux me permettre un franc-parler qui ne serait guère de mise pour un fonctionnaire d'un organisme international. M. Pearson, dans son allocution présidentielle à la première séance, a correctement saisi le sens des statuts de la FAO. "L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, disait-il, ce sont, en dernière analyse les peuples et les gouvernements. Il incombe donc à nous, le peuple, d'en assurer le succès". Je ressens d'autant plus vivement cette obligation que j'ai passé de nombreuses années au service du Secrétariat, à élaborer pour la conférence de la FAO, et pour les gouvernements en faisant partie, des projets dont un grand nombre ont été rejetés ou mis en œuvre fort ultérieurement et sous une forme fort différente, comme le signalait M. Boerma. Que l'on ne s'attendait pas à des réalisations sensationnelles ou renversantes de la part du Secrétariat, on peut le voir au budget que lui a voté la première Conférence et la dizaine de conférences qui ont suivi, soit 5 millions de dollars par année, une minime fraction des sommes qu'affectent annuellement les pays développés à la mise en œuvre de leurs programmes agricoles, forestiers et halieutiques.

Je partage aussi les soucis de M. Boerma au sujet du manque de communication, état de chose que j'ai pu constater depuis plus de vingt-quatre ans au Canada. Les institutions nationales, telle la Fondation canadienne de lutte contre la faim, le Conseil canadien de coopération internationale, et l'Institut canadien d'agriculture, ont permis de mieux faire connaître au grand public les travaux de la FAO mais dans l'ensemble, il faudra, tant du public que des moyens d'information, un effort beaucoup plus intense si l'on veut que les Canadiens saisissent mieux ce qui se passe dans le monde.

Jetons maintenant un regard sur le monde en évolution. Nous y voyons trois catégories de pays, les nations nanties, les pays communistes et les États en voie de développement. Il convient aussi de rappeler que 60% des pays en voie de développement étaient tenus, jusqu'à ces dix ou vingt dernières années, sous le régime colonial de l'une ou l'autre des nations nanties. Et même, si l'on englobe l'Amérique latine dans le groupe des anciennes colonies, comme elle l'était il y a une centaine d'années, on peut dire que 90% des pays en voie d'aménagement ont été des possessions coloniales. Les régimes coloniaux ont subsisté durant quelque 100 ou 200 ans, sans que les puissances colonisatrices aient réussi à arracher la plus grande partie des populations sous leur tutelle, des ornières de la misère, de l'analphabétisme et du désespoir. Comment peut-on s'attendre à ce que des régimes nouvellement établis y réussissent en deux ou trois décennies, même avec un peu d'aide de la part des pays riches et des pays communistes ?

D'après les calculs de la FAO, la population des pays en cours de développement est rurale à 70%, soit 1,200 millions d'individus, dont une grande partie vit au niveau de subsistance et parfois même en dessous. Ces gens constituent un "poids mort", si l'on peut dire, à traîner sur la voie du progrès. Leur nombre va grandissant à un rythme alarmant. C'est uniquement en faisant naître dans les masses rurales des sentiments d'espoir, de foi et de confiance que l'on connaîtra le succès.

Dans cet ordre d'idées, je ne peux passer sous silence le programme de fertilisation des sols mis en œuvre par la FAO. Ce simple moyen a permis à l'Organisation de travailler directement avec les agriculteurs et les paysans, et lui a donné de constater elle-même leur réaction à l'égard de la possibilité d'améliorer leur situation économique en augmentant le rendement des cultures au moyen des engrais. Le programme a fait voir encore que les agriculteurs sont disposés à pratiquer la coopération, du moins dans les domaines aussi simples que celui de l'achat des engrais.

Le programme a été couronné de succès. Le rapport intitulé *Partenaires dans le développement* de la commission d'enquête présidée par le très honorable Lester B. Pearson le qualifie de réalisation frappante. Évidemment la FAO n'était pas seule à y travailler. Certains pays industriels ont prêté leur concours en fournissant des engrais, du matériel, des conseils et des fonds ; de leur côté, les pays bénéficiaires ont pris en charge le gros du travail de propagande.

À cause de l'explosion démographique, les problèmes associés au progrès mondial deviennent annuellement de plus en plus ardus. Les vingt-cinq années à venir seront critiques à cet égard. Les pays en voie de développement sont appelés à fournir un effort surhumain, mais ils ont besoin de l'aide des pays riches auxquels ils demandent de contribuer à la cause commune 1% de leur PNB annuel. Dans cet effort commun, la part des pays nantis ne doit pas se limiter à une simple mise de fonds. Ils doivent s'engager à fournir en outre une main-d'œuvre hautement qualifiée, élément qui jusqu'ici n'a guère retenu l'attention.

Au cours de ces vingt-cinq années, l'humanité doit trouver la solution globale aux problèmes de base de la pauvreté, de la faim et de l'explosion démographique. Les progrès méthodiques prévus dans le mandat de la FAO feront naître l'espoir et la confiance. Sans quoi l'humanité continuera de tâtonner dans les ténèbres de l'indécision, de l'ignorance et de la méfiance qui ne peuvent qu'engendrer le chaos universel.

Le premier directeur général de la FAO, lord Boyd-Orr, a tenu à s'entourer d'hommes d'action qui ne se contenteraient pas de constater des faits et de les regarder. Il est à espérer qu'à l'avenir, plus que jamais auparavant, les personnes à l'emploi de l'Organisation seront intimement engagées dans l'évolution du monde à titre d'orienteurs, d'éclaireurs et de synthétiseurs des connaissances certes, mais encore plus de l'expérience acquise. En ce qui concerne ses programmes d'action sur le terrain, la FAO devrait s'appliquer à faire des relevés avant d'affecter des fonds, et voir à la mise en place, ou à l'amélioration des services gouvernementaux. Les programmes de ce genre sont des plus délicats parce qu'ils touchent directement les gouvernements bénéficiaires.

D'autre part, la FAO ne devrait pas entreprendre de vastes travaux d'aménagement, mais plutôt chercher à servir le plus de pays possible, à titre d'associé, non pas de sous-traitant. Les travaux de développement qui exigent l'affectation de fonds importants et demandent une nombreuse main-d'œuvre s'exécutent préférablement au moyen d'une aide bilatérale ou par un sous-traitant. La FAO, j'entends le Secrétariat, mènera à bien ses travaux dans ce monde en évolution, dans la mesure où son effectif possédera au plus haut degré les qualités d'intégrité, de courage et de sagesse.

ERNEST MERCIER, Conseiller spécial en matières agricoles, présidence du Conseil exécutif. Province de Québec.

La FAO, fille aînée des agences des Nations Unies, a accompli, au cours du dernier quart de siècle, un travail gigantesque. Elle a été, cela va de soi, l'objet de critiques sévères de la part de ses propres pays membres, entre autres du Canada. Ce n'est pas parce que les membres de la FAO n'aiment pas l'Organisation mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture qu'ils sont exigeants à son endroit, mais bien parce qu'ils veulent que l'Agence ne s'enlise pas dans la routine bureaucratique administrative et la paperasserie. Les critiques formulées par nos amis sont les plus valables. Elles nous touchent plus profondément et nous obligent à améliorer la

qualité de notre travail. Tout le monde admet que, si la FAO n'existait pas, il faudrait la créer.

Le directeur général, M. Boerma, a mis en relief dans son exposé les réalisations de la FAO que l'on peut appeler, à justre titre, le parlement mondial de l'Alimentation et de l'Agriculture, ou le ministère des Ressources renouvelables des Nations Unies. Il a souligné le bon travail que cette agence a accompli, au cours du premier quart de siècle de son existence, dans le champ de l'inventaire mondial des ressources renouvelables, lorsqu'il a parlé du Programme indicatif mondial (PIM) pour le développement de l'agriculture. Personnellement, je crois qu'il a fait preuve d'un peu trop de modestie quand il a décrit les activités du PIM.

Comment l'Organisation des Nations Unies (ONU) peut-elle aspirer à maintenir la paix dans le Monde si elle ne réussit pas à assouvir la faim de la moitié de la population de la TERRE ? Est-ce que la FAO peut vraiment réaliser sa devise : *Fiat panis* ("Du pain pour tous") si elle ne commence pas par faire l'inventaire du potentiel global des ressources alimentaires et si elle ne pousse pas l'étude des possibilités d'échanges commerciaux dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture au cours des prochaines décennies ? Présentement, tous les pays peu industrialisés, appelés pays en voie de développement, visent à l'autarcie ou à l'autosuffisance alimentaire. Cette attitude peut être défendable à titre temporaire. Elle a pour but de mieux alimenter les populations locales et d'empêcher le drainage des devises étrangères requises pour l'achat de denrées alimentaires. C'est un élément essentiel au maintien de la paix. Cependant, il faut aller plus loin.

Les Nations Unies et la FAO doivent favoriser l'autosuffisance alimentaire à l'échelle mondiale, peut-être aussi à l'échelle continentale et régionale, plutôt qu'à l'échelle nationale. Autrement, le MONDE ne pourra jamais se libérer complètement du spectre de la faim. La production de la nourriture est et sera, encore pendant longtemps, soumise aux conditions climatiques que la Science n'a pas réussi à modifier radicalement. Il y aura toujours, comme au temps des Pharaons d'Égypte, des bonnes et des mauvaises années en agriculture. Il faudra dans tous les pays, non seulement emmagasiner les excédents de denrées alimentaires que l'on peut produire à bon compte mais encore les échanger régulièrement avec d'autres pays contre des produits agricoles difficiles à obtenir sur place ou pour des biens de consommation. Il faudra favoriser davantage les échanges commerciaux agricoles et encourager les divers pays à se tourner d'abord vers leurs amis.

Le premier Congrès mondial de l'alimentation a agi sagement en demandant à la FAO de faire l'inventaire du potentiel de la production agricole dans le Monde et d'exposer les problèmes que comporte l'établissement d'un certain équilibre entre la production de la nourriture et l'augmentation de la population mondiale au cours des prochaines décennies. Plusieurs sont convaincus que les pays pourraient produire, sans difficulté, de la nourriture pour huit à dix milliards d'humains. Toutefois, est-ce que l'on pourra trouver l'espace nécessaire à leur épanouissement et les moyens de résoudre les problèmes croissants de pollution ?

Il est important que la FAO, en collaboration avec les Nations Unies, évalue rapidement les développements agricoles actuels et possibles à travers le Monde et analyse les principaux problèmes qui se poseront à l'agriculture mondiale d'ici la fin du siècle. Ce travail lui permettra de conseiller les Nations Unies sur l'établissement des grands objectifs et d'élaborer un plan pour le développement international de l'agriculture.

La survie de l'homme n'est pas possible sans l'utilisation rationnelle des ressources renouvelables et par conséquent, sans un plan indicatif de développement mondial

agricole ; à la base de ce plan se situe l'inventaire des ressources en terres arables et en eau douce à la disposition de l'homme.

Si la FAO ne faisait que cet inventaire du potentiel agricole mondial au cours de la décennie 1970, elle accomplirait une tâche formidable.

RALPH W. PHILLIPS, Directeur de l'"International Organization Staff", ministère de l'Agriculture des États-Unis.

M. le Directeur général nous a présenté une revue d'ensemble des réalisations de la FAO durant le premier quart de siècle de son existence, ainsi que de certains problèmes auxquels elle a dû et doit encore faire face. Malgré cela, il est à peine possible de cerner dans les limites d'un court et simple exposé tout ce que la FAO a accompli, ainsi que les problèmes auxquels une organisation de cette nature peut se heurter. Permettez-moi donc d'ajouter quelques idées à celles de M. le Directeur général.

La FAO, tribune internationale

En servant de tribune internationale, la FAO joue sans doute son rôle le plus important et le moins bien compris. Quelques critiques prétendent que l'Organisation passe trop de temps à tenir des réunions. Il est certain que quelques-unes d'entre elles ne sont peut-être pas absolument nécessaires. Mais, aussi longtemps que les pays pourront échanger leurs points de vue, étudier les problèmes, chercher des solutions, et échanger des renseignements, il y a quelqu'espoir d'arriver à une meilleure compréhension et de réaliser des progrès plus importants, dans les domaines concernant l'agriculture, les pêches, la nutrition, les forêts, et l'accroissement des ressources humaines, en même temps que dans les autres champs d'action de la FAO.

La FAO, source internationale de renseignements agricoles

Un autre domaine d'activité de la FAO qui est trop peu compris et apprécié, est son rôle de pourvoyeur de renseignements par la voie de ses publications. Cet organisme est l'éditeur international le plus important d'informations relatives à l'agriculture, et j'emploirai le mot "agriculture" dans son sens le plus large tout au long de mon exposé, en y plaçant tous les champs d'activité de la FAO. Les publications techniques et économiques continues aussi bien que celles qui paraissent sporadiquement fournissent une gamme très riche de renseignements pour tous les pays membres, qu'ils soient très prospères ou en voie de développement.

La FAO, source d'aide au développement

M. le Directeur général nous a donné un bref aperçu de la quantité d'aide technique que la FAO a fournie et fournit encore aux pays en voie de développement. Cet aperçu devrait être suffisant pour dissiper le mythe, malheureusement trop répandu, que la FAO est une organisation centralisée avec un cerveau énorme et relativement peu d'activités sur place. De même, son exposé devrait suffire à faire comprendre que la FAO est actuellement la plus importante source d'assistance technique agricole, si l'on veut bien prendre en compte les différents aspects d'une telle assistance, y compris l'affectation d'experts à titre individuel ou en équipe ; la formation dans des centres spécialisés, la création de liens entre homologues et leur perfectionnement ; la fourniture de matériel et de produits ; l'orientation des programmes de développement ; et enfin l'aide dans la recherche de capitaux d'exploitation.

On entend fréquemment l'éloge, parfaitement justifié, du travail accompli par les fondations privées, par exemple la création de variétés à haut rendement, mais en

même temps que cet éloge, la question suivante : "Pourquoi la FAO ne conduit-elle pas ses travaux de la même manière que les fondations ?" Ceux qui posent cette question, d'habitude sur un ton acerbe, oublient de tenir compte de la différence fondamentale qui existe entre un organisme privé, doté de son propre financement, qui peut travailler à l'allure qui lui plaît, dans un domaine qui lui est propre, suivant la voie qui lui convient, comparativement à un organisme international qui est aux ordres de 121 pays membres, et dont le financement dépend de plusieurs gouvernements. Ces critiques ne tiennent pas non plus compte du fait que ces deux genres d'organismes répondent à des objets en grande partie très différents, et que l'essentiel de ce que la FAO est appelée à faire, commence au point, ou au-delà du point, où les fondations privées doivent cesser d'intervenir.

Cela ne signifie pas que la FAO ne devrait pas encourager les conceptions régionales ou internationales de la recherche agricole. De telles conceptions, dans des domaines où il y a eu des progrès suffisants pour ouvrir des perspectives importantes grâce à des organismes bien équipés en matériel et en personnel, peuvent se révéler extrêmement productives. La FAO pourrait et devrait jouer un rôle utile dans la détermination de tels objectifs et dans l'élaboration de solutions des problèmes clefs, en coopération avec les organismes de financement. Enfin, une fois cette étape franchie, l'importance des institutions nationales pour mener les recherches appliquées, pour faire face aux problèmes de "deuxième génération", et pour mettre les résultats à portée des agriculteurs, devrait être reconnue d'emblée.

La FAO joue un rôle intergouvernemental unique au monde

Partant du point que nous venons d'évoquer, il est peut-être souhaitable de discuter un peu plus ce que la FAO est, n'est pas, ou ne devrait pas essayer d'être, et d'en dire un mot à titre amical. De par sa nature même, la FAO est une organisation intergouvernementale. Étant donné justement qu'elle n'est pas une organisation gouvernementale, elle ne devrait pas essayer d'agir comme telle. D'un autre côté, au cours des 25 années passées, le monde a eu, et cela pour la première fois de son histoire, une organisation dotée de la compétence voulue pour s'attaquer, avec les gouvernements membres et pour leur compte, à toute une gamme de problèmes agricoles. L'unicité et la force de la FAO résident dans son statut intergouvernemental et le soutien que cela lui vaut. Elle devrait soigner et s'attacher à préserver cette unicité et cette force.

La FAO et la pêche hauturière

Dans ce domaine encore, l'action de la FAO jouit d'une caractéristique unique sur le plan intergouvernemental et international. Étant donné que l'essentiel des ressources de la pêche maritime est situé dans les eaux internationales, la sauvegarde et l'utilisation efficace de ces ressources dépendent de la volonté des différents pays à coopérer. La FAO, en tant que principale organisation intergouvernementale dans ce domaine, a un rôle important à jouer dans des tâches qu'aucune autre organisation n'a la compétence voulue pour mener à bien.

Les relations de travail entre la FAO et le monde scientifique

La FAO s'efforce actuellement d'améliorer les relations de travail entre scientifiques. Elle s'appuie sur la compréhension et l'aide des hommes de science, pour devenir un centre de découvertes. Mais comment cela est-il possible sans aller à l'encontre de ma première recommandation voulant que la FAO sauvegarde son statut intergouvernemental ?

Généralement, lorsque les pays membres désignent des délégations aux réunions techniques de l'organisation, elles y font figurer des scientifiques, ces derniers figurant également, en tant que conseillers, parmi les délégués aux assemblées

d'orientation. Des dispositions prévoient également la participation d'observateurs venant d'organisations techniques internationales ou quelquefois d'organismes nationaux (en accord avec les gouvernements), lors de réunions appropriées de la FAO. L'organisation a beaucoup utilisé les services d'hommes de science extérieurs à son personnel, dans des colloques ou lors de réunions spéciales d'experts ; fréquemment aussi, des institutions à caractère scientifique détachent des membres de leur personnel pour des missions de courte ou de moyenne durée auprès de la FAO. De la même manière, de nombreux organismes scientifiques ont coopéré avec leur gouvernement pour recevoir des réunions de l'Organisation.

La FAO a également fait beaucoup grâce à ses programmes réguliers ou spéciaux, pour aider les gouvernements à créer et à renforcer des organismes scientifiques, ainsi que dans l'échange de renseignements techniques et scientifiques entre les pays. Par ailleurs, le personnel de la FAO bénéficie de ces échanges.

La FAO et les ressources en hommes

M. le Directeur général a souligné l'importance que la FAO attache au bien-être des ressources humaines, et, cette préoccupation revêt de nombreuses formes. Je n'en mentionnerai que deux.

En premier lieu, elle se soucie de la nutrition de l'homme. Laissez-moi tout d'abord vous citer ce qui est peut-être la plus grande réussite de l'organisation dans ce domaine, c'est-à-dire précisément le fait qu'elle a rendu les gouvernements plus conscients de l'importance des problèmes de l'alimentation dont ils doivent tenir compte lors de la planification du développement agricole. Comme dans le cas d'autres réalisations de la FAO, et en particulier celles qui ont trait à l'amélioration des ressources humaines, il est difficile de les étayer par des documents ou de les mesurer. Cela ne signifie pas que tous les gouvernements font leur possible à cet égard, mais ils sont certainement sur la bonne voie.

En second lieu, la FAO se préoccupe de la formation intellectuelle, de l'amélioration de l'habileté manuelle, et des conditions de vie en général. Il s'agit là d'un domaine qui revêt de nombreux aspects. La vie familiale, entre autres, est devenue un centre d'intérêt particulier. Le rôle de la femme dans la vie rurale, l'exploitation de tout le potentiel dont dispose la famille et la réalisation d'un équilibre raisonnable entre le nombre d'enfants, et les ressources familiales sont à l'étude. Étant donné que le problème démographique se situe surtout dans les zones rurales, et qu'une grande partie de cette population accrue doit trouver sa subsistance dans ces mêmes régions, la planification familiale préoccupe au plus haut point la FAO. De plus, il s'agit là d'un domaine dans lequel l'organisation peut apporter une aide considérable à ses pays membres, et qui va de pair avec l'économie ménagère et autres activités. Certains aspects du travail dans le domaine accompli par l'organisation ont, bien entendu, retenu l'attention depuis l'origine ; la planification familiale, par contre, constitue un intérêt nouveau.

Les modifications de la FAO dans un monde en évolution

Au fur et à mesure des changements dans le monde, les institutions qui sont à son service doivent s'adapter. La FAO, pour sa part, a beaucoup évolué depuis sa création en octobre 1945, et cette évolution se poursuivra encore. À cet égard, il faut tenir compte de ses deux éléments : d'une part les pays membres qui la constituent et d'autre part le personnel qui se trouve à Rome et tout autour du monde. Il importe donc que l'organisation et les fonctions du personnel se modifient, face aux circonstances et aux besoins nouveaux, et que les pays membres acceptent le besoin de changement dans leur mode de participation. Si les gouvernements veulent prendre une part prépondérante dans l'orientation des activités futures de

la FAO, et contribuer substantiellement aux efforts communs qui s'exercent par son action tout en retirant le plus d'avantage possible de leur participation et de leur contribution financière, ils doivent alors, eux aussi, s'adapter aux changements qui interviennent, et se donner les moyens nécessaires à une participation efficace et constructive aux activités de l'Organisation.

FRANK SHEFRIN, Directeur du Service des relations internationales, ministère de l'Agriculture du Canada, et président du Comité interministériel canadien de la FAO.

Depuis 25 ans, à un titre ou l'autre, j'ai été associé aux activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Si j'éprouve le sentiment d'avoir bien rempli mon temps, je ressens en même temps une sorte de désappointement parce que l'on n'a pas fait davantage de progrès. Dans les premières années de cet organisme, on croyait généralement qu'il suffirait d'avoir quelques experts, une certaine quantité de capitaux, et d'apporter quelques changements aux institutions. Or, l'expérience a démontré que la solution n'était pas aussi simple que cela. Nous sommes aujourd'hui en face d'un problème complexe, celui des pays en voie de développement qui n'arrivent pas à développer leur économie et leur production alimentaire au rythme de leur rapide croissance démographique. Les efforts n'ont pourtant pas fait défaut. Des propositions et des plans nouveaux ont été mis de l'avant. Tout comme le Directeur général, j'ai trouvé exaltante la capacité de l'Organisation à "recueillir" des idées et à les transformer en programme d'action. Certes, dans la plupart des cas, les programmes d'action n'ont pas permis d'atteindre les objectifs ambitieux qui avaient été fixés mais un certain nombre de gains ont tout de même été réalisés.

L'histoire de la FAO est celle de la recherche d'une solution au problème alimentaire mondial, recherche menée par une organisation unique en son genre. La FAO travaille dans trois secteurs d'activité de base : ceux dont les ressources se renouvellent. Elle se préoccupe de l'alimentation de l'humanité, des institutions sociales du monde rural, et d'une ligne d'action concernant les différents produits sur les plans intérieur et international. Il n'est pas facile, dans le programme de travail, de maintenir un équilibre satisfaisant entre ces secteurs, pas plus que dans la répartition du personnel entre le siège de l'organisation et l'extérieur. Le problème de la liaison entre le travail sur le terrain et la direction, de même qu'entre les différents programmes de la FAO, devient de plus en plus compliqué au fur et à mesure que l'organisation s'agrandit, assume des responsabilités plus vastes et fait face à des problèmes plus impérieux. Cela oblige la FAO à revoir continuellement son programme de travail, et à changer l'ordre des priorités. Il y a souvent des décalages dans ces modifications. Au moment où un nouveau programme commence à bien s'engager, il faut l'orienter vers une nouvelle activité.

Les problèmes des produits illustrent bien cette situation. Ainsi, à la conférence de la FAO de novembre 1969, il était parfois difficile de dire en écoutant la discussion si la question principale en était une de pénurie ou d'excédent de réserves alimentaires. Un autre exemple a trait aux variétés de blé à haut rendement. Ces variétés répondaient à un problème, celui de l'accroissement de la production, mais à peine avaient-elles été introduites que nous nous sommes trouvés devant une série de problèmes que l'on appelle "secondaires", par exemple le besoin d'accroître les moyens de production, les facilités de commercialisation, le nombre d'agriculteurs bénéficiant de ces nouvelles variétés, et ainsi de suite.

Un autre défi pour la FAO est de savoir comment réagir vis-à-vis de problèmes particuliers à une région, ou à certains pays. Un autre encore consiste à déterminer la façon d'intégrer les efforts de la FAO avec ceux des pays en voie de développement, et la façon d'amorcer sans heurts l'action qui s'impose. Cela n'est pas facile. Il faudra des études plus complètes, et une évolution vers des conceptions nouvelles en même temps que vers de nouveaux mécanismes d'application des politiques.

Il semble parfois que les gouvernements et le Secrétariat tentent de résoudre les problèmes en préparant des rapports. Chaque fois qu'il y a une crise, un nouveau comité est mis en place, un autre rapport est rédigé, et l'on s'engage dans une autre ronde de débats. Cette façon d'agir, bien sûr, n'est pas particulière à la FAO, mais, qu'elle le soit ou non, il faut rompre ce cercle vicieux.

La FAO a-t-elle des réalisations à son actif ? Je réponds affirmativement. En voici quelques exemples : la Convention internationale pour la protection des végétaux, la Campagne anti-acridienne, les bateaux de pêche de conception particulière, les Principes de l'écoulement des excédents, les Groupes d'étude des produits, le Programme alimentaire mondial, et je pourrais en citer bien d'autres. D'autre part, le nombre des défis à relever n'a pas diminué : ils sont simplement modifiés, et de nouveaux problèmes ont surgi.

Dans la recherche de solutions, il me semble nécessaire que les États membres soient prêts à désigner du personnel compétent en tant que délégués, afin de travailler en liaison étroite avec le Directeur général et son secrétariat. L'inertie, qui n'est le monopole d'aucun groupe, que ce soit celui des délégués ou du Secrétariat, doit être bannie. Au cours des 25 dernières années, la FAO a démontré beaucoup de souplesse à s'adapter à l'évolution, mais cela n'a pas été suffisant. Ce n'est pas la faute de l'Organisation, c'est le fait des événements qui se déroulent très vite. Il en ressort clairement que les gouvernements des pays développés ou en voie de développement aussi bien que de nombreuses institutions spécialisées des Nations Unies, y compris la FAO, doivent être prêts à agir encore plus rapidement que par le passé, face aux problèmes du moment. Il nous faut moins de paroles et plus de programmes d'action immédiatement mis en œuvre.

---

le rôle de la fao au cours du prochain quart de siècle

L'honorable CLIFFORD M. HARDIN, Secrétaire, ministère de l'Agriculture des États-Unis.

Il me fait grand plaisir de participer à la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de fondation de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies.

Les États-Unis ont été parmi les premiers pays à accorder leur appui à la FAO. Ils ont secondé son œuvre avec la détermination et le souci de secourir les multitudes innombrables aux prises avec la faim et le désespoir. Le peuple et le gouvernement américains ont clairement manifesté leur volonté d'assumer leur juste part du travail.

Au cours des vingt-cinq années écoulées, l'appui accordé par les contribuables américains a dépassé celui de n'importe quel autre pays ; présentement leur apport figure pour environ le tiers du budget régulier de la FAO. Ajoutons que les États-Unis ont pris une part prépondérante à l'élaboration et à l'évaluation des programmes agricoles, forestiers et halieutiques de l'Organisation.

Par ailleurs, les États-Unis ont appuyé les changements d'organisation qui s'imposaient à la FAO pour répondre aux besoins croissants des pays membres. Citons à cet égard les modifications apportées à la structure pour imprimer plus d'élan à la mise en valeur des pêches et des forêts.

Le quart de siècle écoulé a été marqué au coin du changement ; un regard sur l'avenir fait entrevoir encore l'évolution comme un facteur de première importance.

En effet, la question primordiale pour nous pourrait être de savoir si le travail de la

FAO et des pays membres doit consister en premier lieu à enrayer une évolution effrénée ou à prendre le pas sur elle et la façonner selon les buts recherchés.

Pour relever le défi, il faut mobiliser les ressources et les compétences administratives nécessaires pour orienter l'évolution. Nous espérons sincèrement que la FAO saura se montrer à la hauteur de la tâche.

La FAO s'est fixé comme objectifs de relever les normes de la nutrition, de stimuler la production et la distribution des denrées agricoles, d'améliorer les conditions de vie des populations rurales, et de travailler à l'expansion de l'économie mondiale. Ce sont des objectifs louables et souhaitables.

L'Organisation fondée pour stimuler la collaboration internationale et pour fournir une aide technique aux pays en voie de développement, a mis en place un mécanisme ouvrant à son action une aire géographique qui dépasse de beaucoup les possibilités de n'importe quel pays œuvrant seul dans ces domaines. La FAO peut puiser aussi aux sources financières et techniques de plusieurs pays. À l'avenir, il lui faudra user plus librement de ses prérogatives.

Ces observations laissent entendre que les États-Unis doivent considérer l'Organisation come un puissant instrument de collaboration et de développement agricoles sur le plan international. Les États-Unis tiendront sans doute à poursuivre leurs importantes activités bilatérales, mais le président Nixon, sans nommer la FAO en particulier, entend canaliser le plus rapidement possible vers les institutions multilatérales une part croissante de l'aide que consentiront les États-Unis au développement.

Il y a lieu de s'attendre à ce que certains principes directeurs soient appliqués pour déterminer le rôle que joueront les États-Unis dans les programmes de la FAO.

D'abord, les États-Unis s'appliqueront à planifier leur participation de façon à éviter sur le plan politique les heurts entre pays prospères et pays en voie de développement, état de choses de nature à nullifier l'action de la FAO.

En deuxième lieu, il faudrait absorber l'élaboration et la mise à exécution des programmes de façon constructive et dynamique. Nous devons trouver le moyen de simplifier la procédure régissant les délibérations des organisations internationales. La situation mondiale réclame une assistance tangible dans les délais les plus courts.

Enfin, Washington voudra examiner de plus près les affectations et le budget de la FAO. La nécessité s'impose d'obtenir la plus grande valeur possible pour chaque dollar que débourse le gouvernement. La même considération tient pour les affectations de la FAO.

Nous avons l'impression que le corps législatif des États-Unis, comme le pouvoir exécutif d'ailleurs, insistera pour que les chefs de file de notre monde agricole tiennent, lors de l'élaboration de la politique de la FAO, un rôle proportionné à notre apport à l'Organisation.

Il y va de notre intérêt d'aborder de façon constructive les problèmes que pose le commerce.

Il faut permettre aux pays en voie de développement de participer plus efficacement au commerce mondial. Le mieux serait sans doute d'insister sur les denrées indigènes qui ne concurrencent pas celles que produisent plus économiquement les pays évolués, et sur celles que les pays en voie de développement peuvent produire le plus efficacement. Mentionnons par exemple, les bois durs tropicaux de l'Amé-

rique du Sud, de l'Afrique et de l'Asie, produits dont la demande prévisible sera très forte dans les pays à économie avancée.

Il est également nécessaire que les pays évolués assurent un accès juste et raisonnable aux marchés mondiaux. D'autre part, plusieurs pays attardés recourent à des expédients, tels que les droits tarifaires exorbitants et les restrictions quantitatives aux exportations, pratiquant un simulacre de réciprocité. Aux préceptes d'une saine politique commerciale, énoncés originairement dans l'Accord général sur les tarifs et le commerce, on fait, dans bien des cas, "plus souvent l'honneur de déroger que d'adhérer".

Pareil traitement n'est pas le fait exclusif des pays en voie de développement. Comme exemple d'une situation qui demande un examen plus immédiat que par le passé, signalons celle qui découle des politiques agricoles de la Communauté européenne.

Experts de la FAO utilisant un équipement forestier moderne.

Le ressentiment s'en va grandissant contre les pratiques commerciales malsaines de plusieurs pays sous forme non seulement de restrictions artificielles aux importations, mais encore d'accords commerciaux préférentiels et de fortes subventions aux exportations. Plusieurs pays en voie de développement, désireux d'obtenir des devises étrangères sont encouragés à déverser des denrées dans les pays prospères. Il en résulte des difficultés dans les pays développés qui sont soumis à de fortes pressions pour le relèvement du revenu agricole.

Les États-Unis ont adopté d'emblée le principe de la réciprocité en se joignant aux travaux du GATT, de la FAO et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. C'est dans cet esprit qu'ils ont adhéré fidèlement à la politique de la nation la plus favorisée. Mais maintenant des signes de désillusionnement commencent à se manifester, à en juger par le débat sur la nouvelle législation commerciale des États-Unis.

La vraie réciprocité est donnant, donnant. Plusieurs Américains semblent avoir le sentiment que les rouages du commerce ont été manœuvrés de manière à amener les États-Unis à donner beaucoup plus qu'ils ne reçoivent. Ils exigent du GATT qu'il réaffirme son intégrité et maintienne les règles commerciales qu'il a posées.

Ils tiennent ce principe comme étant essentiel à une production agricole suffisante à l'échelle mondiale et aux modalités d'un accroissement sain de l'économie et de la population dans tous les pays.

Collectivement, nous possédons ou entrevoyons la possibilité technique de nourrir mieux que jamais auparavant la population mondiale de l'an 2000. Néanmoins, il faudra appliquer la technique à bon escient, ce qui exigera le déploiement d'efforts d'une amplitude sans précédent de la part de toutes les nations, tant celles qui sont évoluées que les autres.

On devra consentir à ouvrir les voies du commerce, plutôt que de chercher à les fermer.

Les pays prospères devront s'engager à fournir leur aide technique sans poser de conditions exigeant des modifications aux régimes alimentaires, aux coutumes ou aux systèmes politiques.

Les pays en voie de développement devront, eux aussi, s'engager fermement à opérer les changements nécessaires en vue d'accueillir et d'exploiter les techniques modernes, sur le plan de l'alimentation et de l'aménagement des ressources. Dans certains pays, il faudra renouveler entièrement les structures préalablement à la mise en route du développement agricole et économique.

Les variétés-miracles ne feront pas merveille sans engrais, sans eau, sans façons culturales et sans une lutte vigilante contre les maladies et les parasites. Les denrées qui ne sont pas distribuées faute de facilités et de pouvoir d'achat, ne rempliront pas les estomacs vides hors des fermes.

On ne pourra davantage réaliser de progrès durables sans rétablir l'équilibre entre les régions rurales et les centres métropolitains, ni sans prendre d'énergiques mesures de protection, de conservation et d'aménagement des ressources naturelles du milieu.

Au cours de la présente décennie, les États-Unis s'appliqueront à élaborer et à mettre en œuvre une politique de croissance nationale visant à enrayer la migration rurale vers les villes, mouvement qui a engendré une foule de problèmes sociaux et économiques. La politique à laquelle le président Nixon accorde la priorité prévoit une redistribution démographique, avec la création de nouveaux centres de crois-

sance au cœur du pays, et l'ouverture à des millions de personnes de nouvelles possibilitiés économiques, culturelles et récréatives.

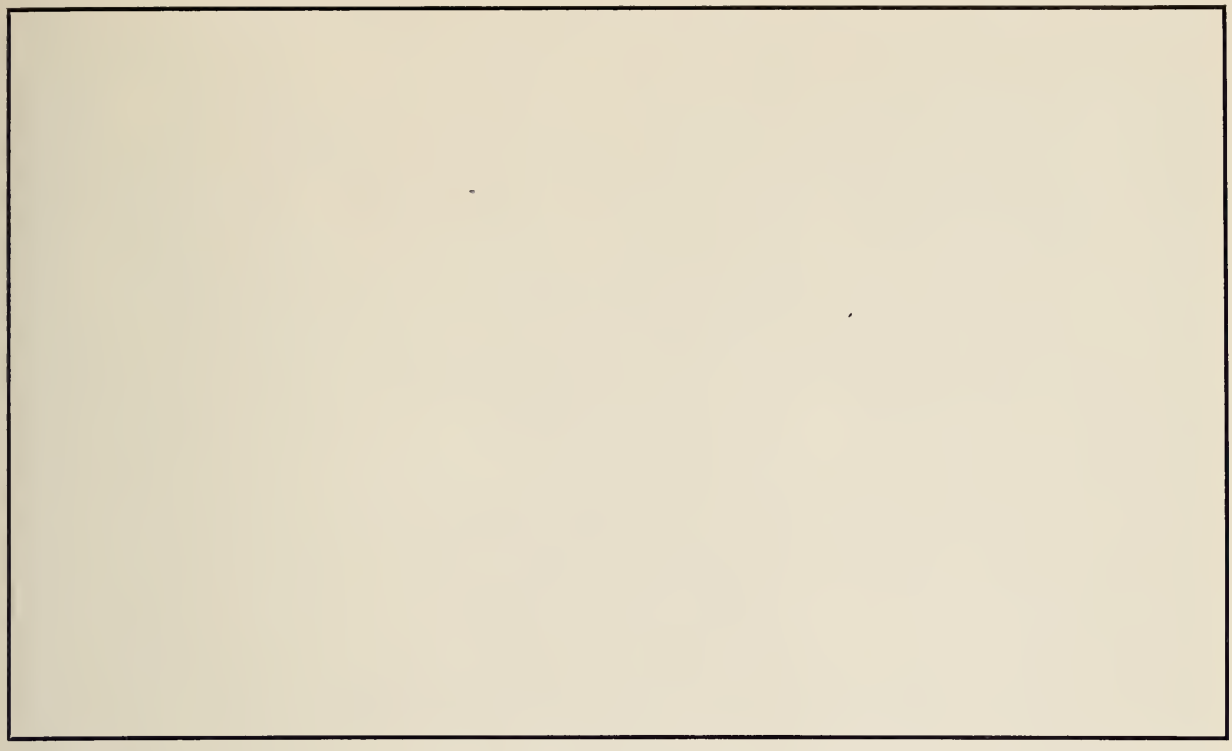
Plusieurs pays membres de l'Organisation ont atteint maintenant un niveau de développement que les pays prospères ont déjà connu. Il leur est possible, grâce à une puissance économique croissante, d'établir des plans et de prendre des dispositions qui leur éviteront l'évolution tourmentée qu'ont connue les États-Unis et d'autres pays évolués. Les techniques modernes, les modes de transport et de communication du vingtième siècle, l'échange d'idées novatrices guideront leurs pas sur le chemin d'une croissance saine et constante.

L'occasion s'offre à la FAO d'orienter les programmes ruraux de manière à faire évoluer tous les pays vers un avenir plein de promesses. Les souffrances humaines et la détérioration du milieu résultant d'une trop longue période de croissance incohérente démontrent que le temps même constitue un facteur décisif. Nul pays en voie de développement, ni pays développé, ne peut remettre à plus tard la tâche de créer un meilleur milieu global.

En 1909, l'Américain qui a fait œuvre de pionnier en créant l'un des premiers grands concerts des nations, l'Institut international d'agriculture, exprimait l'inquiétude que lui causait la perte de temps à discuter et à étudier. "Pendant que vous éternisez vos études", disait David Lubin, "les gouvernements se lassent de payer et l'institut mourra d'inanition".

Il n'a pas crié dans le désert et grâce à lui en partie, nous avons aujourd'hui la FAO. Néanmoins son avertissement reste une mise en demeure adressée, permettez-moi de le dire clairement, non pas au Secrétariat qui agit pour tous les pays membres, mais bien plutôt aux gouvernements mêmes. Puissent-ils entendre sa voix. Puisse cet anniversaire servir d'occasion à tous de renouveler leur détermination de marcher de l'avant d'un pas ferme et alerte.

Un spécialiste de la FAO fait une démonstration des techniques d'inoculation à un aviculteur de La Pacanda, au Mexique.



regards sur les vingt-cinq ans à venir

L'Honorable H. A. OLSON, Ministre de l'Agriculture du Canada.

Il me fait plaisir d'assister à la commémoration du 25e anniversaire de la FAO et de participer à cet important événement avec les pionniers, les combattants contre la faim et les adhérents de cet organisme. Je m'adresse à vous comme étant de ce nombre, en ma qualité de citoyen du Canada et du monde entier. Je vous parle en tant que "gardien de mon frère", qu'il soit tout proche ou éloigné de 10,000 milles. Je vous parle comme homme politique car je suis d'avis que c'est à lui surtout qu'incombe la responsabilité de créer les institutions nécessaires à l'édification d'un monde meilleur et plus équitable, un monde qui sera effectivement libéré de la misère et de la peur.

Lorsque j'ai commencé à rassembler mes idées, j'ai lu les rapports de la FAO contenant la statistique des succès et des demi-succès. Ma première réaction a été celle d'un brave type qui arrive toujours trop tard au bon endroit. À tout prendre, je suis impressionné par les progrès qui ont été accomplis malgré les difficultés que ne pouvaient entrevoir les fondateurs de la FAO.

En 1945, la population mondiale s'établissait à 2.3 milliards; aujourd'hui elle s'élève à 3.6 milliards. Dans le domaine de la politique, une demi-douzaine de pays ont pris toutes les principales décisions mondiales en 1945. Aujourd'hui, plus de 130 nations ont un régime souverain. La majorité de ces pays sont économiquement sous-développés. Ils s'impatientent de plus en plus de la lenteur des progrès accomplis pour hausser leur niveau de vie.

En 1945, il n'y avait pas de vaisseaux de l'espace. L'exploration de la lune par l'homme était encore un rêve extravagant. On n'avait pas encore pensé au mot

"Révolution verte" et le mot pollution n'était pas malséant. Cependant, le mot "famine" semait la crainte dans l'esprit de plusieurs. Aujourd'hui, nous sommes à la veille d'un important déblocage de la production agricole dans les pays en voie de développement; nous commençons à nous inquiéter des répercussions de la "Révolution verte". En 1945, la FAO était le premier-né des organismes spécialisés issus des Nations Unies. Aujourd'hui, nous en avons plusieurs. Le concept d'aide bilatérale ou multilatérale au développement économique, tel qu'il est compris aujourd'hui, était inconnu il y a vingt-cinq ans. Je pourrais vous réciter de longues statistiques, vous donner de nombreux exemples des progrès qui, dans tous les pays, se sont manifestés dans l'agriculture, les pêches, l'exploitation forestière, et décrire la part qu'y a prise la FAO. Cependant, M. Boerma nous a donné aujourd'hui une excellente esquisse du rôle de la FAO dans un monde en évolution. Je voudrais, pour ma part, examiner le prochain quart de siècle et supputer ce qu'il y a lieu de faire. Quel peut être l'apport de la FAO?

Qu'est-ce qui rend la FAO tellement importante? Simplement le fait que près de 70% de la population des pays en voie de développement dépend de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie forestière pour sa subsistance. Une trop grande partie de cette population vit encore dans des conditions inférieures à la normale.

Permettez-moi de vous dire tout d'abord qu'à mon sens, la FAO c'est *nous-mêmes*. La FAO n'est forte, active et motivée que dans la mesure où les gouvernements membres lui permettent de l'être. Lorsque je parle de la FAO je parle de *nous*. Le secrétariat de la FAO est l'instrument que nous avons créé dans notre lutte contre le besoin. Les pays membres doivent s'assurer que cet instrument puisse accomplir sa tâche d'une manière efficace et pratique.

Au cours des 25 premières années de la FAO, les problèmes agricoles qui se sont posés aux pays développés sont passés de la pénurie à la suite de la Seconde guerre mondiale, à la surabondance. Les mesures propres à résoudre ces problèmes ont donc changé; il faut maintenant attacher moins d'importance aux considérations techniques et s'attacher davantage à la mise à effet des programmes de *redressement*. Si le Programme indicatif mondial visant à accroître la production dans les pays en voie de développement se réalise, il est probable qu'au cours des vingt-cinq prochaines années leurs problèmes se modifieront lentement, tout comme dans les pays développés en ces derniers temps. Par conséquent, le rôle de la FAO consistera autant à s'occuper du redressement des structures agricole, économique et sociale que de la technique de l'accroissement de la production agricole.

Si l'on nous demandait aujourd'hui, au lieu d'il y a vingt-cinq ans, d'établir la FAO, à quoi ressemblerait-elle? Techniquement, nous commencerions à édifier sur des assises beaucoup plus solides que celles de 1945. Grâce à la "Révolution verte", à l'équipement moderne hautement perfectionné, aux vastes connaissances acquises dans les domaines de la biochimie, de la génétique, etc., nous serions en mesure de progresser rapidement.

Aujourd'hui, il existe plusieurs organismes spécialisés des Nations Unies; un champ plus vaste s'offre donc à la spécialisation. À mon avis, la FAO devrait être plus sélective dans ses travaux. Elle devrait concentrer son activité sur les problèmes qui présentent les plus grandes priorités à la lumière des événements d'aujourd'hui et des exigences de demain. Ces exigences occupent une place très importante dans la politique internationale pour la deuxième décennie de développement des Nations Unies et dans le Programme indicatif mondial de la FAO, comme on y a fait allusion à plusieurs occasions; il n'est pas nécessaire d'y revenir.

Réunion célébrant le 25e anniversaire de la FAO, à Ottawa, en octobre 1970. ***Assis :*** *A droite, l'hon. H. A. Olson, ministre de l'Agriculture du Canada, et le directeur général de la FAO, M. A. H. Boerma.* ***Debout :*** *Quelques-uns des membres de la délégation canadienne qui participèrent à la première réunion de la FAO à Québec en 1945.* ***De gauche à droite :*** *MM. George Haythorne, Charles Wilson, Jack Harrison, Alfred Needler et Jack Booth.*

Quelle est la politique pour la deuxième décennie de développement dans le domaine de l'agriculture ? Elle fixe comme objectif général un accroissement annuel moyen d'au moins 6% du produit national brut des pays en voie de développement au cours de la décennie ; cela signifiera une expansion annuelle moyenne de 4% de la production agricole, tâche de géants, compte tenu des rythmes d'augmentation du passé.

Pour réaliser cet objectif, les pays en voie de développement se sont engagés à accroître la production et à améliorer la productivité de l'agriculture. Ainsi, ces pays élaborent-ils actuellement des plans directeurs nationaux en matière d'agriculture en vue d'améliorer la quantité et la qualité des vivres. De plus, ils procèdent à la réforme du régime foncier qui assurera à la fois une plus grande justice sociale et un rendement agricole accru.

Pour appuyer ces plans agricoles, des décisions ont été prises au sujet de la fixation des prix. Pour leur part, les pays développés, comme le Canada, soutiendront cet effort en contribuant au financement des éléments essentiels de ce programme, en aidant notamment à la recherche et à la mise en place de l'infrastructure, et aussi en tenant compte, lors de l'élaboration de leur politique commerciale, des besoins propres aux pays en voie de développement. Les organisations internationales, et la FAO en particulier, prendront une part active à la réalisation de ces objectifs.

J'aimerais vous dire quels sont, à mon avis, les domaines d'activité dans lesquels la FAO devrait concentrer ses efforts au cours des vingt-cinq années à venir. C'est en effet, grâce aux progrès réalisés durant les vingt-cinq dernières années, progrès attribuables en grande partie à l'esprit d'initiative, à l'énergie, à l'aide et à l'encouragement de la FAO, qu'il est possible d'établir le tableau des priorités à l'heure actuelle.

L'homme doit être au centre de toutes les préoccupations. L'essor, la Révolution verte, les approvisionnements en protéines, l'instruction doivent tous être étudiés en fonction de l'homme. Ainsi, les programmes du développement doivent tenir compte non seulement des plus récentes découvertes de la science, mais aussi de leurs répercussions éventuelles sur les structures économiques et sociales du pays en question, ainsi que sur le bien-être de la population.

On avait tendance à croire, par le passé, que toute augmentation de la production agricole, toute amélioration du ravitaillement, devaient automatiquement se traduire par des progrès économiques et sociaux pour la population toute entière. Or, tel n'est pas toujours le cas. Ainsi que je vous l'ai déjà dit, les innovations d'ordre technique entraînent des modifications des structures agricoles et peuvent aussi se répercuter sur d'autres secteurs de notre économie.

De même, on a eu tendance à croire que tout accroissement de production se traduirait par un volume croissant de vivres en disponibilité, ce qui n'est pas conforme à la réalité. Une fois produits, les aliments doivent franchir les stades de la transformation, du transport et de l'emmagasinage. On se rend également compte qu'il importe de multiplier les variétés d'aliments, particulièrement pour répondre aux besoins propres aux pays en voie de développement.

Il faudrait accorder plus d'attention à la commercialisation des produits agricoles, comme à la transformation des produits agricoles et du poisson. Toutefois, je voudrais ici donner un avertissement. Il se produit beaucoup de changements dans la transformation, l'emballage et le transport des aliments. La FAO devrait s'appliquer à disséminer les connaissances sur la commercialisation et la transformation dans les pays en voie de développement. Après tout, l'avion permet à la Nouvelle-Zélande de distribuer, le jour même de l'abattage, de l'agneau frais à Vancouver et, au Canada de livrer dans les mêmes conditions des bovins de race à l'Ouganda et au Guatemala. Grâce aux progrès techniques et à la construction de plus gros avions de transport, l'avenir permettra peut-être d'expédier des aliments frais à de très grandes distances en quelques heures à peine. Au surplus, la multiplication de bonnes routes, de moyens de transport sous froid et l'accroissement de l'urbanisation dans toutes les parties du monde, modifient du tout au tout la distribution des vivres. Il faudrait peut-être, même dans les pays en voie de développement, accorder la priorité aux recherches sur la commercialisation.

Le travail de la FAO sur les normes des aliments rejoint ce que nous venons de dire. Jusqu'ici, il s'est fait de grands progrès dans l'établissement des normes visant la qualité ainsi que les conditions hygiéniques et sanitaires. L'idée de normes internationales, en faisant son chemin, diminuera le recours aux normes alimentaires comme barrières non-tarifaires érigées contre le commerce international.

Jusqu'ici, ce sont surtout les pays développés qui se sont intéressés à ces programmes, et trop peu de pays en voie de développement y participent. La FAO devrait étendre ses activités à ce domaine et s'efforcer d'aider ou d'encourager les pays en voie de développement à participer au programme du Codex Alimentarius.

On n'a pas encore découvert jusqu'à présent la formule qui permettrait l'application

satisfaisante des connaissances techniques et scientifiques aux besoins des pays en voie de développement. Nous savons certes que l'écart entre pays pauvres et pays nantis, et entre les régions à l'intérieur d'un pays, est en grande partie un écart d'ordre scientifique et technique. Cependant, l'expérience nous a appris que l'apport direct de capitaux, la diffusion de connaissances et le détachement d'experts ne suffisent pas en eux-mêmes à assurer le progrès des pays en voie de développement.

Pour améliorer le bien-être de leurs peuples, ces pays doivent se doter des moyens nécessaires à la production des biens et services dont ils ont besoin. L'assistance financière et technique n'est efficace que si elle est adaptée aux conditions économiques et sociales des pays en cause. Cela exige que l'on trouve de nouveaux moyens d'adapter les techniques existantes aux besoins des pays en voie de développement. Pour reprendre les paroles prononcées par M. Mitchell Sharp à la Chambre des communes, cela exige "une meilleure connaissance des formules d'utilisation des techniques en vue de la réalisation des objectifs sociaux des pays en question. Cela exige aussi un effort concerté en vue de découvrir de nouvelles techniques".

Conscients de l'importance de cet aspect de l'aide tant multilatérale que bilatérale, nous avons créé au Canada le Centre de recherches sur le développement international. Ce Centre a pour objectif de préciser, amorcer, encourager, soutenir et entreprendre la recherche relative au développement des régions du monde économiquement défavorisées. Il accordera aussi la préséance aux programmes susceptibles d'aider les pays en voie de développement à mettre sur pied leurs propres stations scientifiques et technologiques de façon qu'en plus de bénéficier des mesures de bien-être, ils soient en état de travailler eux-mêmes à la solution de leurs problèmes respectifs.

La FAO devrait pour sa part déterminer quels sont les points névralgiques dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de l'économie forestière, indiquer l'ordre des priorités et coordonner ce type d'assistance avec le Plan indicatif mondial.

La FAO devrait encourager l'accroissement des recherches dans le domaine des maladies des plantes destinées à l'alimentation. Il ne nous est pas possible de nous endormir sur les lauriers de la "Révolution verte". Celle-ci pourrait bien échouer complètement d'ici cinq ans, si de nouveaux développements n'interviennent pas dans le domaine de la résistance aux maladies et aux parasites. Les variétés de plantes à haut rendement constituent un progrès considérable mais, en réalité, il n'existe que quelques variétés à pailles courtes de blé et de riz qui peuvent admettre des doses maximums d'engrais sans produire une paille qui serait trop faible pour supporter le poids des épis et des panicules à rendement élevé.

Ces nouvelles variétés ne possèdent pas les caractéristiques indispensables qui permettraient d'en garantir l'emploi continu dans de nombreuses régions tropicales. Les généticiens et autres personnes intéressées savent fort bien que ces blés et ces riz ne possèdent pas de résistance marquée à des maladies telles que les rouilles. Éventuellement, il faudra mettre au point des variétés résistantes. Les généticiens ont pris des risques calculés en propageant les variétés actuelles à gros rendement alors qu'elles ne possèdent que de faibles niveaux de résistance aux parasites. Leur succès est éclatant, mais on doit se tenir prêts à parer aux épiphyties.

Sur les 21 variétés de blé à haut rendement introduites en Turquie depuis 1965, une seule est exempte de maladie. Il importe donc d'instaurer, sans tarder, un programme

pour la séléction de variétés résistantes, afin de renforcer l'introduction de ces variétés.

La FAO devrait élaborer des programmes de protection du milieu ambiant dans les zones rurales. Le problème de la pollution s'est aggravé dans les pays développés, et il va s'amplifier dans les régions en voie de développement. Si toutes les vérifications et l'équilibration ne sont pas soigneusement faites, la conduite de la lutte antiparasitaire dans les cultures, comme pour les animaux ou les aliments emmagasinés, aussi bien qu'en ce qui concerne les parasites de l'homme, peut amener de graves répercussions. Ainsi, la lutte contre les maladies du bétail propagées par les insectes peut vite entraîner la contamination du lait et des aliments carnés. Le tout premier rang doit être accordé au développement de la recherche et de la lutte contre de tels parasites, en même temps qu'à l'amélioration des techniques d'immunologie contre les maladies véhiculées par les insectes ou par d'autres agents.

Sous les tropiques, la FAO devrait accorder plus d'attention à l'encouragement et à l'aide au développement et à l'amélioration de l'alimentation des ruminants, ainsi qu'à leur gestion. Elle devrait se préoccuper de l'élevage des ruminants indigènes à certains pays et de leur domestication.

Au cours des 25 années à venir, la FAO doit étendre davantage encore tous les aspects de son travail visant à promouvoir la pêche, afin de s'assurer que les ressources biologiques des océans et des lacs seront évaluées et exploitées de façon rationnelle et efficace en vue de garantir à l'humanité la permanence de cette source d'un produit alimentaire essentiel. Une attention toute particulière doit être accordée au relèvement des niveaux de production et de vie des pêcheurs des pays en voie de développement, par une assistance directe aux niveaux de la production, de la transformation et de la commercialisation. La surexploitation et la détérioration du milieu ne manqueront pas de s'aggraver au cours de cette période. C'est pourquoi la FAO, par l'entremise de son département des Pêcheries, doit être à même de conseiller les organismes de pêche, à la fois nationaux et internationaux, en ce qui concerne les nouvelles méthodes de gestion et la lutte contre la pollution, afin de sauvegarder les rendements des pêcheries traditionnelles.

Les forêts recouvrent un tiers des terres du monde. La FAO devrait fournir les moyens de diffuser les connaissances acquises pour améliorer l'éducation et l'enseignement forestiers, pour développer les forêts en régions arides aussi bien que dans les régions tropicales, pour protéger la faune et les parcs nationaux et utiliser les résultats obtenus en recherche fondamentale. On devra accorder une attention particulière aux pertes provenant des gaspillages dans l'exploitation et la transformation, ainsi qu'à celles dues aux insectes, aux maladies, et aux incendies.

Rien dans la vie de l'homme n'a une influence comparable à celle de sa nourriture, que ce soit sur sa santé ou sur ses capacités. L'alimentation exerce une influence dominante sur le développement social et économique. À l'heure actuelle nous avons les connaissances scientifiques et techniques nécessaires à la production d'une abondance de vivres, connaissances qui permettent d'assurer une bonne nutrition à l'ensemble de la population du monde. Mais il reste malheureusement bien des choses à réaliser dans ce monde de la nutrition. Sans aucun doute, de tous les problèmes de nutrition à l'échelle mondiale, le plus pressant est celui de la déficience calorique-protéique. Il reste un énorme travail à accomplir pour combattre la sous-alimentation et la malnutrition dans le monde, et il faut accorder une attention particulière aux besoins de certains groupes particulièrement vulnérables.

La FAO devrait participer à la modification de la tendance actuelle du système de la "tache d'huile" pour transmettre les renseignements au secteur agricole. Avec ce système, on espère que quelques cultivateurs vont faire bon usage des renseignements qui leur sont fournis et que leur réussite sera copiée par leurs voisins. Un autre système, celui de l'approche du milieu par "la main à la pâte", a donné des résultats remarquables dans la réalisation du projet Puebla, au Mexique. Ce nouveau mode d'approche du développement doit s'exercer en faveur des besoins de la production et de la commercialisation.

La FAO, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, devrait continuer à jouer un rôle important dans la réalisation de nouveaux accords commerciaux qui aideraient à rétablir un peu d'ordre sur les marchés mondiaux. Comme l'a signalé le directeur général à la conférence de la FAO en 1969, il sera nécessaire de chercher "une voie intermédiaire où iront de pair la justice sociale internationale et le bon sens économique". À moins d'améliorer l'accès aux marchés des produits provenant des pays en voie de développement, une grande partie de l'aide fournie par la FAO, par d'autres organismes internationaux et grâce à des programmes bilatéraux aux fins de développer le secteur agricole, perdra beaucoup de son utilité. Il est donc essentiel d'envisager ces problèmes et d'y trouver des solutions le plus tôt possible pour tirer tous les profits de l'aide technique future.

Il faudra penser à libéraliser les politiques commerciales et à coordonner les politiques agricoles nationales et internationales. Il s'est écoulé près de dix ans depuis que la FAO a exposé les "Principes directeurs sur les programmes de stabilisation et de soutien des prix agricoles". Ces principes demeurent encore très pertinents et, au cours des vingt-cinq prochaines années, il faudra s'en inspirer pour instaurer un code international d'éthique applicable en économie.

Les groupes intéressés à diverses denrées au sein de la FAO constituent de puissants organes d'informations et de conseils ; ils sont bien placés pour relever les défis du prochain quart de siècle. Le Comité de Washington sur l'écoulement des excédents et ses principes directeurs continueront de jouer un rôle essentiel à la sauvegarde des débouchés.

Le plan visant à utiliser de façon intelligente les excédents d'aliments pour favoriser le développement économique au cours des vingt-cinq dernières années a été un important apport de la FAO. Le spectre des excédents et des pénuries de vivres continuera à nous hanter encore pendant quelque temps. La FAO doit continuer à chercher de meilleurs moyens d'utiliser l'abondance de vivres afin de parer aux pénuries et d'aider au progrès social et économique.

De quelle sorte d'organisation avons-nous besoin ? Comme vous le savez, de nombreux changements se sont produits dans la structure même de la FAO. Son organisme a subi de nombreuses modifications, ce qui était inévitable. Toute organisation efficace doit s'adapter aux modifications des besoins, aux nouvelles exigences et aux priorités du jour.

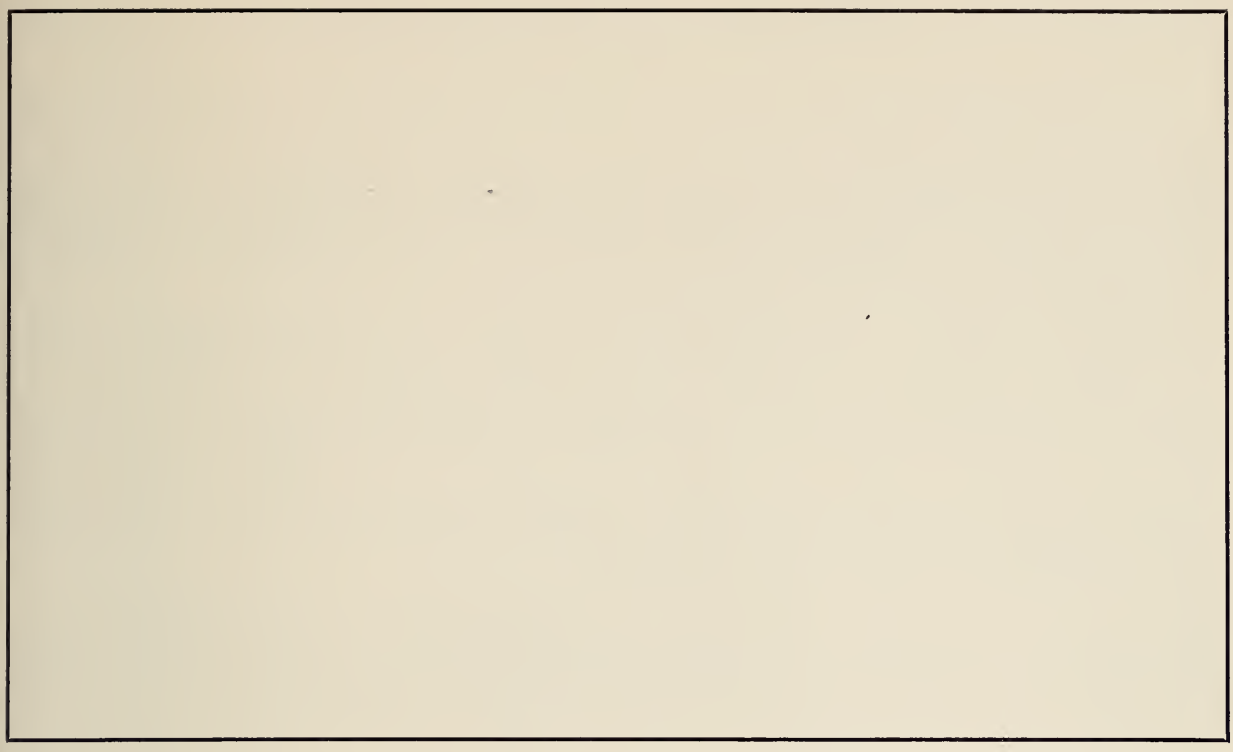
À l'origine, il était normal que la FAO ait un important bureau central parce que le nombre de ses membres était peu élevé, son programme était limité et les communications entre les champs d'action et le bureau central étaient plutôt lentes. Maintenant, le nombre de membres a beaucoup augmenté, les programmes se sont multipliés et les communications à l'échelle mondiale se sont améliorées. Il semble donc que les ressources, en hommes et autres, de la FAO devraient être réparties entre de nombreux pays ou selon des groupes de pays.

La bonne répartition de l'autorité entre le bureau central et les champs d'action

extérieurs ne sera pas facile à trouver. On est facilement entraîné vers des positions extrêmes, ce qui n'est pas souhaitable. Le bureau central de la FAO devrait diminuer d'importance. Rome devrait être le centre de planification et de coordination des programmes, chargé également du contrôle général de l'exécution et des mesures législatives. Un personnel extérieur accru devrait envoyer au bureau central ses propositions, fondées sur les besoins d'un pays ou d'un groupe de pays. Le personnel extérieur devrait administrer lui-même et son travail et son budget, dès que celui-ci a été approuvé par le bureau central. L'énoncé des lignes d'action et la fixation des budgets relèveraient toujours du bureau central et le personnel extérieur serait chargé de la mise en œuvre de ces politiques.

J'ai simplement mis en lumière quelques-uns des points sur lesquels la FAO devrait faire converger ses activités au cours du prochain quart de siècle. Je suis persuadé que la FAO, c'est-à-dire *nous* en définitive, pouvons affronter cette tâche. Si l'homme peut se rendre sur la lune et en revenir, s'il peut y envoyer une machine et la faire revenir chargée de matériaux lunaires, il peut certainement enrôler ses ordinateurs pour résoudre les problèmes que comporte le développement économique et social.

Nous vivons dans une ère de grandes aspirations. L'allègement de la pauvreté et la conquête d'un état dépourvu de besoins criants figurent parmi les objectifs de tous les pays, développés ou en voie de développement. Ne nous laissons pas distraire par des débats sur des définitions, par des discussions politiques ou par le désir d'emporter un succès oratoire éphémère. Ne laissons pas se dissiper nos efforts et nos intentions uniquement pour créer et appuyer de nouvelles institutions, un comité, un groupe, etc.—chaque fois que nous devons affronter une grande difficulté. Les priorités ne sont pas rigides. On peut les modifier. Mais ce que l'on ne peut changer, ce qui au contraire doit être renforcé, c'est la détermination des nations de réaliser les objectifs que nous, gouvernements souverains, avons inscrits dans la charte de la FAO.



la fao - quelle audace!

Le très honorable LESTER B. PEARSON, Premier ministre du Canada, 1963-1968.

La Conférence de Québec sur l'alimentation et l'agriculture, inaugurée le 16 octobre 1945, constituait le point culminant d'une série de réunions, de consultations et de pourparlers intergouvernementaux remontant au début de 1943.

Cet événement significatif témoignait de l'intérêt que le président Roosevelt portait à la collaboration internationale en matière d'alimentation et d'agriculture, comme de sa perspicacité et de sa sagesse aussi. Au fort de la guerre, il élaborait des mesures de paix et c'est dans ce but qu'il convoqua la Conférence de Hot Springs, en mai 1943. C'était la *première* réunion des Nations Unies, réunion qui traitait de l'une des libertés fondamentales pour lesquelles les hommes luttaient et se sacrifiaient, soit l'affranchissement de la faim et du dénuement.

J'assistais à cette Conférence où j'inaugurais ma carrière sur le plan international. J'ai même participé à l'examen d'une question à laquelle je n'apportais guère la compétence et le prestige d'un expert.

La Conférence qui groupait déjà les représentants de quarante-cinq nations, ceux de l'Union soviétique compris, a adopté des résolutions d'une très grande portée—en plus d'entendre de beaux discours. Nous nous sommes prononcés énergiquement en faveur de la marche vers le progrès, la sécurité et la vie paisible. Néanmoins, les opinions se sont partagées sur les mesures à prendre pour atteindre nos objectifs.

Nous avons répudié la doctrine périmée de la stabilité économique et du progrès fondés sur la rareté. Nous avons déploré la situation mondiale dans laquelle une faible minorité vivait dans l'abondance, alors que les deux tiers de l'humanité traînaient une existence de faméliques et d'indigents.

Mais plus important encore, pour traduire nos magnifiques idées en action, nous

avons convenu de former à Washington une commission provisoire composée de représentants des gouvernements participant aux discussions de Hot Springs.

On m'a choisi pour présider cette commission—malgré mon inexpérience des réunions internationales.

Beaucoup de besogne y fut abattue, principalement au comité chargé de rédiger l'Acte constitutif d'une organisation permanente pour l'alimentation et l'agriculture auquel on a réussi à mettre la dernière touche au cours d'une semaine d'intenses et incessants travaux au Princeton Inn, New Jersey.

Je rends hommage ici à cette équipe d'hommes qui ont peiné longtemps et utilement dans ce vignoble, avec idéal, bon sens et dévouement. Il en reste peu parmi nous. Mentionnons l'ami McDougall, l'inimitable prophète australien de ce nouveau monde de la nutrition, le travailleur et directeur infatigable derrière la toile, cette toile qu'il s'ingéniait volontiers à confectionner lui-même afin de pouvoir travailler "derrière la toile". Rappelons les Paul Appleby, les Edward Twentyman, les Girja Bagpai, les Gove Hambidge, homme dévoué sans réserve, les André Mayer, et tant d'autres qu'il faudrait nommer.

Pourvue de notre rapport et du projet de l'Acte constitutif communiqué aux gouvernements, la Conférence de Québec a été convoquée pour étudier le document dans l'espoir d'en arriver à un accord sur l'organisation qui est devenue la FAO.

A droite, M. L. B. Pearson, président de la Conférence inaugurale à Québec, en 1945, félicite lord Boyd-Orr pour son élection au poste de premier directeur général de la FAO. A l'arrière-plan: M. A. E. Richards, secrétaire général adjoint de la FAO, anciennement attaché à la Direction de l'économie du ministère de l'Agriculture du Canada.

Trente-neuf gouvernements ont ratifié l'Acte constitutif à la Conférence inaugurale, et ont même approuvé un budget de 5 millions de dollars, budget qui, sauf erreur, s'élève maintenant à plus de 35 millions annuellement.

Nous avons accompli un excellent travail à cette conférence d'organisation, il y a vingt-cinq ans. Au regard de plusieurs réunions subséquentes, ce fut une session sans heurts ni disputes. En somme, nous y traitions du bien-être des hommes, non pas de leur amour-propre ni de leurs préjugés, ni certainement de politique étrangère ou de défense des nations. Ainsi, il y avait plus de collaboration que d'opposition, plus d'harmonie que de cacophonie. Advenant une question de politique internationale, nous la réglions le plus prestement possible. Il n'y régnait pas une atmosphère de guerre froide, ni d'impérialisme. La tâche du président s'en trouvait singulièrement facilitée. Ce fut beaucoup plus facile ainsi de procéder à la nomination au poste de directeur général, d'un grand homme hautement compétent, sir John Boyd-Orr.

Je suppose que la Conférence n'offrait rien de sensationnel aux journalistes : ni "claquement de portes", ni "coups de soulier". À cet égard, permettez-moi de citer un passage de mon discours de clôture comme président de la Conférence.

"Nous avons fait un bon départ en matière de collaboration au sein des Nations Unies, dans un domaine d'importance vitale—celui de l'alimentation et de l'agriculture. Nous avons également jalonné la voie pour d'autres en lançant la première organisation permanente spécialisée des Nations Unies. Nous avons posé des principes de direction et d'exécution qui, à mon avis, aideront à guider l'organisation des Nations Unies dans d'autres domaines. À cet égard, nous avons établi des précédents que je juge sains.

"Bien entendu, les conférences spécialisées et fonctionnelles n'égalent pas en éclat les grandes réunions. La nôtre n'est pas un Congrès de Vienne. Nous avons dansé, il est vrai, une fois ou deux, mais nous avons marché aussi. Notre travail, Dieu merci, a comporté plus de construction que de controverse, plus de corvée que de jeu. Nul producteur de romans historiques à Hollywood ne réussira jamais à faire grand chose avec des études de données statistiques ou de données de production agricole. Néanmoins, des milliers d'ouvriers pourront peut-être mieux vivre un jour, grâce à ces réunions. À mon sens, voilà un objectif qui vaut bien le règlement d'une frontière ou le maintien de l'ordre lors d'une élection. La guerre, mettant à contribution la science pour semer ses dévastations, rend les disputes et les intrigues autour des questions de frontières et de régimes aussi dénuées de réalisme que les querelles enfantines pour la possession de châteaux de sable. Néanmoins, dans un monde où la science a pulvérisé toutes les anciennes conceptions de droits nationaux et de sécurité nationale, le bien-être de l'homme demeure, ou du moins devrait demeurer, comme toujours, le premier objectif des interventions gouvernementales".

Ici donc furent posées, il y a vingt-cinq ans, les assises du progrès, comme en fait foi de nos jours la FAO avec ses cent vingt et un États membres.

Ici a vu le jour une institution internationale solidement établie, travaillant incessamment à résoudre la gamme complète des problèmes agricoles, économiques, techniques et sociaux de toutes les nations ; une institution d'aide également aux pays en voie de développement en ces domaines essentiels.

La FAO, bien entendu, a subi des échecs et a essuyé des frustrations. Ses propositions visant une banque mondiale de vivres, une réserve internationale d'aliments, sont autant de projets qui n'ont pas réussi à rallier tous les gouvernements. Par contre, elle nous a donné le *Programme alimentaire mondial*, la *Campagne contre*

la faim, et le *Plan indicatif mondial pour le développement agricole*. Mais avant tout, une aide technique experte dans maints domaines a été accordée aux pays nouvellement formés et en voie de développement.

Au débit, le bilan fait voir une dépense excessive d'énergie et d'ergoterie pour échafauder des structures, parfois aux dépens de l'essentiel. On a consacré trop de temps à l'organisation, au détriment de l'exécution.

Des questions d'ordre politique ont parfois compliqué le travail constructif; des susceptibilités touchant la souveraineté, la fierté et l'intérêt des États ont parfois entravé le déroulement et l'efficacité des programmes.

Il faut dire aussi que la crainte d'un néo-colonialisme, fondée ou exagérée, a nuit parfois au succès de certains plans conjoints.

Comme dans plusieurs réunions à caractère international, il est arrivé que le succès politique attaché à l'adoption d'une résolution ait voilé les désavantages ou l'inutilité pratique de la mesure.

Trop souvent certains plans et programmes n'ont pas été connus du peuple, tout étant réglé entre experts ou fonctionnaires. Mais tel sort n'est pas réservé uniquement à la FAO. D'autres organisations des Nations Unies ont connu les mêmes déboires.

Mentionnons aussi la difficulté inévitable de joindre la technique aux exigences sociales et politiques.

Certains cas de doublement et l'incoordination avec d'autres institutions sont apparus, du moins dans les premiers temps. La complexité et l'importance de la coordination ressortent de l'existence à travers le monde de huit organisations agricoles internationales et de vingt-cinq institutions plus ou moins para-agricoles.

Malgré toutes les difficultés, nous avons remporté de nombreux et grands succès au cours de ces vingt-cinq années, et nous marchons d'un pas plus ferme et plus rapide vers la réalisation des objectifs de la FAO. L'Organisation a su faire preuve de souplesse et d'empressement à explorer de nouvelles idées et à les mettre à l'essai. Les faiblesses et les difficultés du début ont été corrigées ou atténuées.

Néanmoins, il reste encore tant à faire. Trop de personnes souffrent de malnutrition. Trop d'excédents s'accumulent, alors que des millions ont faim ou sont mal nourris. Trop de personnes ne réussissent pas à tirer de la terre un niveau de vie convenable; trop de pays dépendent encore de l'aide extérieure, même pour les aliments. Dans beaucoup de cas, les changements techniques n'ont produit que des effets superficiels, sans affermir le progrès. Il nous reste encore à approfondir davantage la question des carences protéiques, et à apprendre comment corriger le mal; à apprendre à mobiliser plus efficacement les ressources humaines pour un aménagement rural, qui va au-delà de l'accroissement de la production.

Les échecs d'hier sont des stimulants; les succès invitent au dépassement.

Les énergies déployées pour atteindre les objectifs qu'on a établis pour la FAO en 1945 restent plus nécessaires et plus importantes que jamais. Les objectifs demeurent aussi valables qu'au jour où ils ont été fixés, voilà vingt-cinq ans.

Permettez que je termine en les citant à nouveau:

". . . élever le niveau de nutrition et les conditions de vie des populations placées sous leur juridiction respective; améliorer le rendement de la production et l'efficacité de la répartition de tous les produits alimentaires et agricoles; améliorer les

conditions de vie des populations rurales et contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale."

Pour atteindre ces objectifs, la FAO demeure une institution internationale indispensable.

CHAPITRE III

annexes

ANNEXE 1

DÉLÉGATION CANADIENNE À LA PREMIÈRE SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO QUI S'EST TENUE À QUÉBEC EN 1945

DÉLÉGUÉ:
James G. Gardiner, *ministre de l'Agriculture, Ottawa*

SUPPLÉANT:
G. S. H. Barton, *sous-ministre de l'Agriculture, Ottawa*

ADJOINTS:

E. S. Archibald, *directeur de la Ferme expérimentale, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

George Bouchard, *sous-ministre adjoint, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

A. T. Cameron, *président de l'Office de recherches sur les pêches, ministère des Pêches; professeur de biochimie, Université du Manitoba, Winnipeg*

D. Roy Cameron, *service des forêts du Dominion, ministère des Mines et des Ressources, Ottawa*

S. A. Cudmore, *Directeur, Bureau fédéral de la statistique, Ottawa**

D. B. Finn, *sous-ministre, ministère des Pêches, Ottawa*

H. H. Hannam, *président de la Fédération canadienne de l'agriculture, Ottawa*

George McIvor, *président de la Commission canadienne du blé, Winnipeg*

F. S. Parney, *chef de la Division de l'hygiène industrielle, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Ottawa*

L. B. Pearson, *Ambassadeur du Canada aux Etats-Unis d'Amérique, Washington; président de la Commission provisoire sur l'alimentation et l'agriculture*

CONSEILLERS:

L. R. Andrews, *représentant à Ottawa de l'Association des industries de bois de construction de la Colombie-Britannique*

J. F. Booth, *directeur adjoint de la commercialisation, Division de l'économie, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

R. S. Hamer, *directeur du Service de la production, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

J. D. B. Harrison, *chef de la Division de l'économie, Service des forêts, ministère des Mines et des Ressources, Ottawa*

A. Koroleff, *directeur des recherches forestières, Institut des recherches sur la pâte à papier, Montréal*

J. A. Marion, *vice-président de la Fédération canadienne de l'agriculture; président de l'Union catholique des cultivateurs, Montréal*

T. A. McElhanney, *surintendant, laboratoires de produits forestiers, ministère des Mines et des Ressources, Ottawa*

C. A. Morrell, *directeur adjoint du Service des analyses du Dominion, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Ottawa*

C. J. Morrow, *président du Conseil des pêches du Canada, Lunenburg, Nouvelle-Ecosse*

S. K. Murray, *président du Comité des conserveries de saumon, Vancouver*

*Décédé le 17 octobre 1945 au cours de la première session

W. J. Parker, *vice-président de la Fédération canadienne de l'agriculture; président du Manitoba Wheat Pool, Winnipeg*

G. R. Paterson, *chef de l'Office des produits alimentaires, Ambassade du Canada, Washington*

L. B. Pett, *chef de la Division de la nutrition, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, Ottawa*

Georges Préfontaine, *professeur de biologie, Université de Montréal*

J. B. Rutherford, *chef de la Direction de l'agriculture, Bureau fédéral de la statistique, Ottawa*

A. M. Shaw, *directeur du Service de la commercialisation, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

CONSEILLERS TECHNIQUES ADJOINTS:

Joseph Ascoli, *Coopérative fédérée de Québec, Montréal*

W. C. Hopper, *Division de l'économie, Service de la commercialisation, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

W. H. Lanceley, *chef du Service de la statistique des pêches et des produits animaux, Bureau fédéral de la statistique, Ottawa*

Laura Pepper, *chef de la Section des services aux consommateurs, Service de la commercialisation, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

L. J. Pouliot, *chef du Service des statistiques forestières, Bureau fédéral de la statistique, Ottawa*

C. F. Wilson, *directeur de la Division du blé et des grains, ministère du Commerce, Ottawa*

SECRÉTAIRES:

Jean-Louis Delisle, *secrétaire, cabinet du premier ministre, Ottawa*

Mark McClung, *secrétaire adjoint, secrétaire du Cabinet, Ottawa*

ATTACHÉS DE PRESSE:

Fred James, *directeur adjoint de la Division de la publicité et de la vulgarisation, ministère de l'Agriculture, Ottawa*

Bruce West, *représentant intérimaire du Service de l'information du Canada, ambassade du Canada, Washington*

ANNEXE 2

PERSONNEL CANADIEN AYANT PARTICIPÉ À LA CONFÉRENCE DE LA FAO EN 1945[1]

Anderson, A.
Andrew, G.

Brisson, J. T.
Burgess, D.

Cairns, A.
Coke, J.

Davidson, W.
Davis, M. B.
Delaute, F.
Deziel, P.
Dickenson, W.
Drummond, W. M.

Hare, H. R.
Haythorne, G. V.
Hudson, S. C.

Ignatieff, V.

Kirk, L. E.

Lanceley, W. H.
Lattimer, J. E.
Lorinez, L.

MacLellan, M. E.
McArthur, I. S.
McCready, M.
McKay, J. E.
Minter, E.
Mosley, M. A.

Needler, A. V. H.

O'Meara, J. E.

Primeau, M. R.

Reid, E. P.
Richards, A. E.
Rutherford, J. B.

Shefrin, F.
Speers, A.
Stevenson, L.A.

Wickware, M.

1 Ce document ne constitue qu'une liste partielle.

ANNEXE 3

DÉLÉGATION CANADIENNE À LA QUINZIÈME SESSION DE LA FAO EN NOVEMBRE 1969

DÉLÉGUÉ

H. A. Olson, *Ministre de l'Agriculture*

SUPPLÉANTS

Clément Vincent, *Ministre de l'Agriculture et de la Colonisation du Québec,*

René Brunelle, *Ministre des Terres et des Forêts de l'Ontario,*

J. Adrien Lévesque, *Ministre de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick,*

S. Uskiw, *Ministre de l'Agriculture et de la Conservation des sols du Manitoba,*

H. A. Ruste, *Ministre de l'Agriculture de l'Alberta,*

W. R. Callahan, *Ministre des Mines,des Ressources et de l'Agriculture de Terre-Neuve,*

S. B. Williams, *Sous-ministre de l'Agriculture*

W. A. Needler, *Sous-ministre des Pêches et des Forêts*

R. P. Poirier, *Sous-ministre adjoint (économie), ministère de l'Agriculture,*

Frank Shefrin, *Président du Comité canadien interministériel de la FAO,*

MEMBRES

F. Côté, *Député au Parlement,*

W. H. Horner, *Sous-ministre, ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan*

J. J. Cartier, *Direction de la recherche, ministère de l'Agriculture*

J. E. Monagle, *Chef de la Division de la nutrition, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social*

D. R. Redmond, *Conseiller scientifique, Comité consultatif du ministère des Pêches et des Forêts*

B. A. MacDonald, *Division des institutions multilatérales, Agence canadienne de développement international*

J. E. Montgomery, *Conseiller commercial, Ambassade du Canada*

G. Warren, *Premier secrétaire, Ambassade du Canada*

F. Beaudette, *Premier secrétaire (agriculture), Ambassade du Canada*

J. Lohoar, *Secrétaire du Comité canadien interministériel de la FAO*

CONSEILLERS

C. Munro, *Président de la Fédération canadienne de l'agriculture*

J. McCloy, *Union nationale des agriculteurs (National Farmers' Union)*

H. L. Trueman, *Directeur de la fondation canadienne de la lutte contre la faim.*

ANNEXE 4

CANADIENS AYANT OCCUPÉ UN POSTE À TITRE PROFESSIONNEL AUPRÈS DE LA FAO, QUE CE SOIT À SON SIÈGE CENTRAL OU DANS DES MISSIONS À L'EXTÉRIEUR[1] D'OCTOBRE 1945 À JANVIER 1971

Abell, H. C.
Alain, G.
Alexandre, F.
Allman, R. T.
Apsey, T. M.
Archer, A.
Archibald, E. S.
Armour, R. G.
Asselbergs, E. A. M.
Atkinson, G. F.
Audet, J.

Bailey, R. C.
Ballantyne, A. K.
Bannister, G. L.
Barton, G. S. H.
Baskerville, D.
Baylay, W. F.
Beattie, A. W.
Beatty, S. A.
Beazley, R. I.
Belli, L. B.
Bender, F.
Bentley, C. F.
Bentley, N. N.
Bernier, G. H.
Berry, J. C.
Besier, H. K.
Best, A. L.
Bezeau, L. M.
Bodnar, L.
Bolton, R. S.
Bond, R. M.
Boothby, G. F.
Boucher, G. P.
Boulet G. C.
Bowden, D.
Bowser, W. E.
Braid, A. F.
Brodie, J.
Brooks, A. C.
Brubaker, J. E.
Bryce, G.
Buck, R. L.
Burcih, S.
Butler, T. H.
Byers, H. D.

Callister, G. H.
Calver, G. L.
Cameron, D. R.
Campbell, J. B.
Campbell, J.
Candido, G.
Carbert, R.
Carlyle, R. E.
Carrothers, P. G.
Carter, G. R.
Ceschi, E.
Chalk, R.
Chapman, D. G.
Chevalier, M.
Clark, C. G.
Clark, G. C.
Clark, R. D.
Clarke, J. W.
Clarke, T. E.
Clay, C. H.
Cleaver, W. D.
Coats, R. H.
Collinge, H. K.
Corbishley, B.
Coulthard, T. L.
Couston, J. W.
Cranston, C. C.
Creswick, W. J. P.
Cummings, D.

Dale, J. P.
Damnjanovic, Z. B.
Davidson, C. B.
Davis, R. H.
Day, D. P.
De Vos, A.
Dion, H. G.
Dionne, M.
Dixon, R. M.
Dosne, J. J. E.
Doucet, W. F.
Downing, G. G. E.
Doyle, J. J.
Drummond, W. M.

Eastwood, J. W.
Edwards, A. P.
Eidt, C. C.
Edith, D. C.
Engberg, L. E.
Etheridge, D. E.
Ewart, W. F.

Farkas, Z. J.
Farstad, L.
Fellows, E. S.
Fewster, J.
Finn, D. B.
Fitzgerald, M. J.
Forrest, R. S.
Forrester, A. G.
Fougère, H.
Fried, H. M.
Fry, F. E. J.

Gall, W. J.
Garrick, D.
Garriock, N.
Gaudet, J. L.
Gauer, L.
Gauthier, M.
George, J. A.
Gibson, D. L.
Gillies, G. B.
Goddard, F. S.
Goddard, J.
Goulden, C. H.
Gracie, R. S.
Gray, H. E.
Green, L.
Gretton, R. H.
Griffin, H. D.
Gross, R. A.
Gushue, J. R.

Hamilton, F. W.
Hancock, R. F.

1 Un grand nombre de ces Canadiens ont servi auprès de la FAO à deux reprises ou davantage.

Hansen, N.
Harding, K. F.
Hardy, E. A.
Hare, H. R.
Harrington, J. B.
Harrington, M.
Harrison, J. D. B.
Hasek, V. C.
Hatfield, P. S.
Hawkins, W. W.
Henderson, M. R.
Hess, E.
Hiltz, M.
Hindley, E. W.
Holsworth, W. N.
Hope, G. W.
Howard, G.
Hudson, S. C.
Hulse, J.
Hutton, G. W.
Hyde, M. J.

Ignatieff, V.
Innes, R.
Irwin, J. D.

Jennings, M. W.
Johns, C. K.
Johnson, J. D.
Johnson, L. P. A.
Johnston, L. A.
Johnston, L. D.
Johnston, W. B.
Jones, P. H.
Jones, T. L.

Kadis, V. W.
Kask, J. L.
Keanan, W. N.
Keith, H. G.
Keir, R. S.
Kingscote, A. A.
Kingston, J. T. B.
Kirk, D. W.
Kirk, L. E.
Kitching, H. W.
Kivisild, H. R.
Knowles, R. G.
Kohler, A. C.
Koroleff, A. M.
Kristjanson, L. B.
Kuhonta, P. C.

Lafond, A. M.
Laidlaw, A. F.
Laing, M. M.
Lambley, C. D.
Lankaster, C.
Lapp, H. M.
Larkin, P. A.
Larocque, G.
Lawand, T. A.
Leblanc, E.
Lefebvre, R. G.
Leggiadro, P. V.
Leitch, E.
Lehman, E.
Lemie x, O. A.
Leroux, F. C.
Lewis, J. N.
Lloyd, W. S.
Lockhard, R. G.

Lodge, R. W.
Logan, V. S.
Lok, S. H.
Long, G. H.
Lorinez, L.
Love, D. V.
Lunn, W. R.
Lynnh, H. A.

MacCallum, W. A.
MacDonald, A. H.
MacFarlane, D. A.
MacFarlane, P. B.
MacIntoch, R. G.
MacKay, H. C.
Mackenzie, A. W.
MacLeod, P. N.
McAnsh, J.
McArthur, I. S.
McArthur, J. A. B.
McDonald, D. J.
McFetridge, D. G.
McGee, D. M. L.
McKay, F.
McLean, C. W.
McLeod, K. T.
McLennan, T. B.
McNutt, J. W.
McPherson, W. J.
Mabee, O. S.
Mahood, I. S.
Malakoff, E. R.
Manson, G. F.
Marcotte, Marcel
Martin, L. M.
Martin, P. W.
Mason, N. V.
Mather, T. H.
Mathieu, A. L.
Mayboom, P.
Mersereau, G. W.
Meyer, K. R.
Meyer, M. J.
Michie, N.
Miles, V. J.
Millar, M. W.
Miller, M.
Millerd, F.
Millette, G. J. F.
Moisan, G.
Monro, H. A. U.
Monrufet, C. M.
Morrow, E. A.
Muirhead, G. A.
Munro, R. N.

Nash, A. J.
Neilson, H.
Nemeth, J.
Newcombe, F. H.
Newton, J. D.
Newton, W.
Nickolitch, J.
Nixon, G. M.

Oja, L.
Olafson, E. A.
Olsen, J. J.
O'Meara, J. E.

Packman, W. W.
Pallister, A. E.
Palmer, J. T.
Parsons, F. S.
Paulson, P. E.
Payne, R. L.
Peake, R. W.
Pelletier, J. R.
Penney, G.
Pennock, P. H.
Peters, H. F.
Peters, T. W.
Phillips, W. R.
Piirvee, R.
Pohjakas, K.
Popper, F. E.
Porlier, G. J. J.
Pound, W. T.
Pringle, S. L.
Pringle, W. L.

Proulx, C.
Pugsley, L. I.
Purnell, G. R.
Putt, E. D.
Pyne, R.

Rackham, T. S.
Rae, R. M.
Rayner, J.
Reid, E. S.
Reid, E. P.
Richardson, Al.
Richter, J. J.
Rigolo, S. D.
Roach, S. W.
Roberts, J. A.
Roberts, W. F.
Robitaille, P. H.
Rockley, J.
Roots, N. E.
Roseberry, R. R.
Rojo, A. L.
Rowles, C. A.
Russell, J. S.
Rutherford, J. B.

Saca, D. P.
Saint-Cyr, G.
Saint-Hilaire, S.
Sauer, G. D.
Savoie, J. B.
Scotter, G. W.
Schultz, R. D.
Scott, A. D.
Shanks, G. L.
Shapiro, J.
Shaw, B. R.
Shawyer, M. A.
Shefrin, F.
Smith, D. M.
Smith, H. H. G.
Smith, W. E.
Smith, W. A.
Smyth, W. E.
Spence, C. C.
Springer, R. D.
Squires, H. J.
Steckle, J.
Stephen, L. E.
Stephens, T. K.
Stevenson, T.
Stewart, M.
Strachan, C. C.
Strapp, R. K.
Strong, J. J.
Sweatman, H. C.

Tanner, S. C.
Taylor, B. H.
Taylor, G. T.
Templeman-Kluit, L. K.
Templeton, H. A.
Tengberg-Hansen, E.
Thériault, S.
Thornber, W.
Tofdahl, K.
Tones, R. L.
Touzeau, W. D.
Towbin, W.
Tremblay, P. H.
Trew, D. M.
Trupp, J. M.

Vakomies, P. J.
Van Veen, M.
Vladykov, V. D.

Walker, R. L.
Wall, N.
Watters, F. L.
Wellwood, R. W.
Wiebe, J.
Williams, C. M.
Winsor, H.
Woodland, A. G.

Yang, W.
Yesaki, M.

Ces Canadiens ont servi comme spécialistes de la génétique des plantes, de la technologie alimentaire, de la commercialisation, des services de vulgarisation, de l'économie ménagère, de la nutrition, des sols, des pêches, de l'architecture navale, de la production animale, de la sylviculture, des coopératives, de l'économie, de la gestion, du génie et du crédit agricole, des maladies des plantes, de la médecine vétérinaire, et de bien d'autres spécialités nécessaires aux pêches, à la forêt et à l'agriculture. Ils ont servi tant à Rome, au quartier général de la FAO, que dans 55 pays en voie de développement.

ANNEXE 5

BUDGET DE LA FAO ET PARTICIPATION CANADIENNE CORRESPONDANTE

Année	Budget de la FAO	Participation canadienne
1946	6,782,000	$ 126,500
1947		285,000
1948	5,000,000	190,000
1949	5,000,000	190,000
1950	5,000,000	225,000
1951	5,000,000	205,500
1952	5,250,000	237,215
1953	5,250,000	246,568
1954	6,000,000	338,346
1955	6,000,000	335,141
1956	6,600,000	277,658
1957	6,800,000	305,182
1958	17,000,000	347,048
1959		347,048
1960	21,536,850	377,322
1961		377,322
1962	31,185,000	599,412
1963		599,412
1964	38,838,300	737,247
1965		737,247
1966	49,974,000	993,711
1967		993,711
1968	59,861,000	1,115,994
1969		1,115,994
1970	70,568,000	1,213,720
1971		1,213,720

ANNEXE 6

FAO: ORGANES STATUTAIRES ET AUTRES

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture groupe 119 gouvernements et a un personnel d'environ 3,000 spécialistes tant au Siège qu'à l'extérieur. Elle est également le noyau de tout un système de commissions, comités, groupes de travail et groupes d'experts réunissant des représentants des États membres ou des personnes qui collaborent à titre individuel aux activités de la FAO sans toutefois faire partie de son personnel.

Ces divers organismes se rangent dans les principales catégories ci-après:

I Organes directeurs de la FAO (et Comités du Conseil créés en vertu de l'Article V de l'Acte constitutif de la FAO)

L'Organisation est coiffée par la ***Conférence de la FAO*** où sont représentés les 121 États membres et 2 Membres associés (sans droit de vote). La Conférence de la FAO, qui se réunit tous les deux ans en session ordinaire, mais qui peut aussi se réunir en session extraordinaire, arrête la politique générale de l'Organisation.

Dans l'intervalle des sessions de la Conféfence, ***le Conseil de la FAO***, composé des représentants de 34 États membres, élus par la Conférence selon un système de roulement, agit au nom de cette dernière en tant que son organe exécutif et tient au moins trois sessions pendant chaque exercice biennal. Le Conseil peut créer des commissions, comités et groupes de travail pour l'aider à s'acquitter de ses fonctions et dispose des cinq comités permanents suivants:

Le Comité du Programme: qui assiste le Conseil dans l'accomplissement de sa tâche pour ce qui est du développement et de la mise en œuvre des activités prévues au programme de l'Organisation. Ce Comité se réunit, au moins une fois par an, sur convocation de son Président ou du Directeur général.

Le Comité financier: qui aide le Conseil à exercer son contrôle sur la gestion financière de l'Organisation. Ce Comité se réunit au moins une fois par an et tient des sessions simultanées avec le Comité du Programme durant la deuxième année de la période biennale.

Le Comité des produits (34 États membres), qui suit l'évolution des problèmes de produits de caractère international affectant la production, le commerce, la distribution et la consommation. Ce Comité tient normalement trois sessions pendant la période biennale. Il fait rapport au Conseil sur les questions de principe soulevées par ses délibérations. Ses organes subsidiaires comprennent le ***Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents*** et huit ***groupes d'étude*** sur des produits particuliers.

Le Comité des pêches (membres élus par le Conseil), qui examine et élabore les programmes de travail de l'Organisation dans le domaine des pêches en coordination avec d'autres organismes internationaux. Il tient normalement deux sessions au cours de chaque période biennale. Il dispose d'un ***Sous-Comité pour le développement de la coopération avec les organisations internationales s'occupant de pêche*** et d'un ***Sous-Comité pour l'enseignement et la formation dans le domaine de la pêche.***

Le Comité des Forêts (les nominations des membres sont effectuées par le Conseil et ne sont pas limitatives) : Il effectue des études périodiques des problèmes forestiers de caractère international et décide de la bonne façon de les aborder et de leur trouver une solution. Il se réunit généralement une fois par an. Le Comité peut,

quand cela s'avère nécessaire, instituer des sous-comités, et des groupes d'étude ou de travail.

Le Comité des questions constitutionnelles et juridiques (7 États membres), qui examine les questions d'ordre constitutionnel et juridique qui lui sont soumises par le Conseil ou par le Directeur général.

II Conseils, commissions et comités créés en vertu de l'article XIV de l'acte constitutif

Peuvent être représentés dans ces organes les États membres et membres associés ainsi que, sous certaines conditions, les États non membres faisant partie de l'Organisation des Nations Unies qui ont adhéré à la convention ou à l'accord instituant l'organe en question.

Commission internationale du Riz : favorise la coopération entre les États membres dans le domaine de la production, la conservation, la distribution et la consommation du riz.

Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse : favorise, à l'échelon national et international, la lutte contre la fièvre aphteuse en Europe.

Commission internationale du peuplier : étudie les aspects scientifiques, techniques, sociaux et économiques de la culture du peuplier et du saule.

Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la partie orientale de son aire de répartition en Asie du sud-ouest, et *Commission de lutte contre le criquet pèlerin au Proche-Orient.*

Comité phytosanitaire pour la région de l'Asie du sud-est et du Pacifique : vise à prévenir, l'introduction et la propagation des maladies et des parasites des végétaux dans la région.

Conseil indo-pacifique des pêches et *Conseil général des pêches pour la Méditerranée :* qui coordonne les recherches et les programmes des États membres dans le domaine des pêches.

III Commissions, comités, groupes de travail et listes ou groupes d'experts créés en vertu de l'article VI de l'acte constitutif

Des conférences régionales se tiennent tous les deux ans pour faire le point des activités de la FAO, débattre les problèmes et politiques de caractère régional et fournir des directives pour l'établissement des futurs programmes de travail. Ces conférences sont ouvertes à tous les États membres et Membres associés d'une région donnée.

Certaines commissions de la FAO, de nature plus spécialisée, s'attachent également à l'étude de problèmes essentiellement régionaux : ce sont, par example, la *Commission de la planification agricole pour le Proche-Orient* et la *Commission consultative régionale des pêches pour l'Atlantique du sud-ouest.*

Bon nombre d'organes de la FAO se composent seulement de quelques personnes désignées à titre individuel en raison de leur compétence technique particulière. Il en est ainsi, par exemple, du *Groupe d'experts de l'infertilité du bétail* et du *Groupe d'experts du développement méditerranéen.*

IV Conférences et réunions *ad hoc*

La FAO tient également des conférences et sessions ***ad hoc*** sur des questions techniques ou économiques, auxquelles assistent des représentants spécialisés désignés par les États membres mais qui n'ont pas à prendre de décisions au nom de leur gouvernement. Citons, par exemple, la prochaine ***Conférence sur les ports de pêche et les marchés portuaires*** ainsi que la ***Conférence technique sur la conservation des sols.***

V Organes mixtes et éléments de liaison avec d'autres programmes

La FAO établit également, avec d'autres organisations intergouvernementales, des organes mixtes ouverts à tous les États membres, ainsi qu'aux Membres associés de la FAO et d'autres organismes intéressés, pour traiter de questions d'intérêt commun.

C'est, par exemple, l'importante ***Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius*** qui formule, à l'intention des Directeurs généraux de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé, des propositions concernant le Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. Cette Commission a une vingtaine d'organes subsidiaires.

Autres exemples : les douze ***Groupes d'experts FAO/AIEA*** spécialisés dans l'application de l'énergie atomique à l'agriculture, le ***Comité mixte FAO/FISE des directives***, le ***Comité FAO/CEE/OIT des techniques de travail en forêt et de la formation des ouvriers forestiers.***

Il existe, en outre, quatre autres comités importants à savoir :

Le Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial : qui fournit des directives pour la politique, l'administration et le fonctionnement du Programme alimentaire mondial, organisme patronné conjointement par la FAO et les Nations Unies.

Le Comité consultatif de la Campagne mondiale contre la faim, dont les membres conseillent le Directeur général de la FAO pour la conduite de la Campagne contre la faim.

La Commission générale du Programme de coopération FAO/Industrie, composée de représentants de quelque 50 firmes multi-nationales qui se réunissent une fois par an avec les membres du Secrétariat de la FAO pour explorer les possibilités d'implanter dans les pays en voie de développement des industries liées à l'agriculture, aux pêches et aux forêts.

Le Groupe consultatif FAO de l'industrie des engrais, composé d'experts spécialisés dans les aspects techniques et opérationnels du Programme engrais de la CMCF qui conseillent le Directeur général pour la planification et la mise en œuvre de ce programme.

ANNEXE 7

FONCTIONS REMPLIES PAR LES DÉLÉGUÉS CANADIENS AUX DIFFÉRENTES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS DE LA FAO

Conférences

PREMIÈRE SESSION Québec, 1945
Président, l'honorable L. B. Pearson

DEUXIÈME SESSION Copenhague, septembre 1946
Commission A—Président, J. G. Gardiner
Commission de vérification des pouvoirs—Président, J. D. Kearney

SESSION SPÉCIALE Washington, novembre 1950
Commission administrative—Rapporteur, A. B. Hockin

TROISIÈME SESSION Genève, août-septembre 1947
Commission II—Rapporteur, J. F. Booth
Commission III—Vice-président, G. S. H. Barton

QUATRIÈME SESSION Washington, novembre 1948
Commission II—Économie et statistique, Rapporteur, J. F. Booth
Commission III—Vice-président, G. S. H. Barton

CINQUIÈME SESSION Washington, novembre-décembre 1949
Colloques: a) Information—Président et rapporteur, S. N. R. Hodgins
b) Nutrition—Président, L. B. Pett

SIXIÈME SESSION. Rome, novembre-décembre 1951
Premier vice-président, G. S. H. Barton
Comité B de la Commission I—Rapporteur, S. C. Hudson
Colloque a) Services de vulgarisation—Rapporteur, H. L. Trueman

SEPTIÈME SESSION Rome, novembre-décembre 1953
Commission I—Vice-président. S. C. Hudson
Commission II—Colloque a) Économie—Vice-président, C. V. Parker.

HUITIÈME SESSION Rome, novembre 1955
Comité technique des forêts—Rapporteur, J. H. Jenkins
Comité technique de la nutrition—Président, L. B. Pett

NEUVIÈME SESSION Rome, novembre 1957
Commission I—Premier vice-président, S. C. Hudson

DIXIÈME SESSION Rome, octobre-novembre 1959
Commission I—Vice-président, J. F. Booth

ONZIÈME SESSION Rome, novembre 1961
Commission II—Président, S. C. Barry
Comité technique des forêts et des produits des forêts—Vice-président, A. L. Best

DOUZIÈME SESSION Rome, novembre-décembre 1963
Comité technique de l'information et des publications—Vice-président, A. L. Best

TREIZIÈME SESSION Rome, novembre-décembre 1965
Président, Maurice Sauvé

QUINZIÈME SESSION Rome, novembre 1969
Commission II—Président, R. P. Poirier

Réunions du conseil :

PREMIÈRE SESSION Washington, novembre 1947
Division de l'agriculture—Président, E. S. Archibald
Division de la statistique—Vice-président, O. A. Lemieux
Division des pêches—Vice-président, A. W. H. Needler
Division des forêts et des produits forestiers—Vice-président, D. A. Macdonald
Comité du contrôle financier—Président, G. S. H. Barton

CINQUIÈME SESSION Washington, novembre 1948
Vice-président, G. S. H. Barton

28e SESSION Rome, novembre 1951
Comité des appels—Vice-président, S. G. MacDonald

29e ET 30e SESSIONS Rome, 1958 et 1959
Comité des appels—Président suppléant, S. G. MacDonald

39e SESSION Rome, octobre 1962
Comité plénier—Président, Frank Shefrin

47e SESSION Rome, 1966
Premier vice-président, Frank Shefrin

49e SESSION Rome, octobre 1967
Commission des candidatures—Président, Frank Shefrin

Comités des produits

PREMIÈRE SESSION Washington, janvier 1950
Vice-président, G. S. H. Barton

DEUXIÈME SESSION Washington, juin 1950
Vice-président, G. S. H. Barton

TROISIÈME SESSION Washington, septembre 1950
Président, G. S. H. Barton

QUATRIÈME SESSION Washington, septembre 1950
Président, G. S. H. Barton

21e SESSION Rome, juin 1963
Vice-président, S. C. Hudson

30e, 31e ET 32e SESSIONS Rome, juin 1948, juin 1959, octobre 1959
Président, C. F. Wilson

Sous-comité consultatif sur la résorption des excédents

Président, W. C. Hopper, 1957

Programme alimentaire mondial

DEUXIÈME SESSION de la Commission internationale des grains,
Rome, octobre 1962—Deuxième vice-président, Alex Turner

TROISIÈME SESSION Rome, mai 1963
Président, Alex Turner

QUATRIÈME SESSION Rome, novembre 1963
Président, Alex Turner

SIXIÈME SESSION Rome, décembre 1964
Sous-comité plénier, Président, Frank Shefrin

DOUZIÈME SESSION Rome, octobre 1967
Sous-comité budgétaire—Président, Frank Shefrin

DIX-SEPTIÈME SESSION Rome, avril 1970
Premier vice-président, Frank Shefrin
Sous-comité plénier—Président, Frank Shefrin

DIX-HUITIÈME SESSION Rome, novembre 1970
Premier vice-président, Frank Shefrin
Sous-comité plénier—Président, Frank Shefrin

DIX-NEUVIÈME SESSION Rome, mars-avril 1971
Président, Frank Shefrin

Conférences des promesses de contributions, programme alimentaire mondial :

Conférence des promesses, New York, janvier 1966
Président, l'honorable J. J. Greene

Groupe des grains de la FAO

CINQUIÈME SESSION Rome, juin 1960
Premier vice-président, Frank Shefrin

HUITIÈME SESSION Rome, juillet 1963
Président, Frank Shefrin

ONZIÈME SESSION Rome, juin 1967
Président, S. C. Hudson

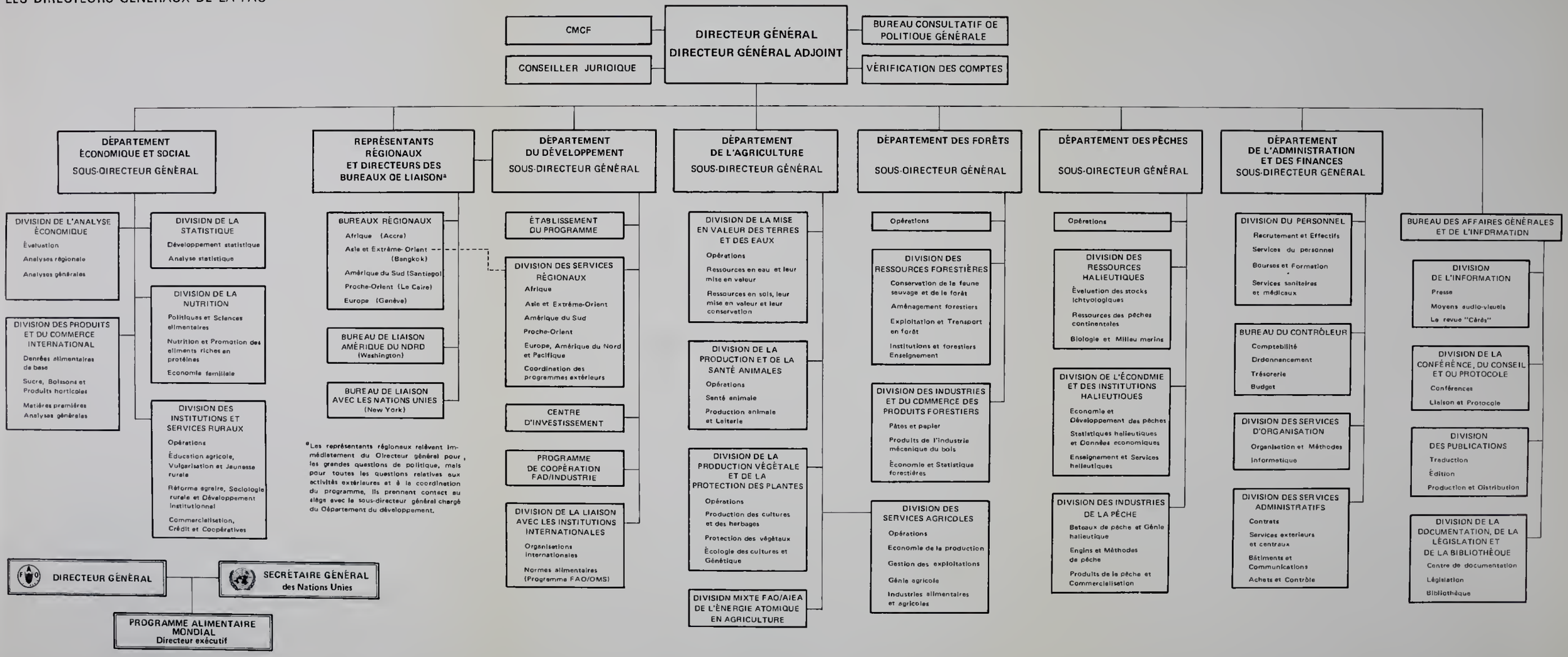
Pêches

Commission des pêches, juin 1967
Président, A. W. H. Needler

Commission des pêches, Rome, novembre 1967
Président, A. W. H. Needler

Forêts

Commission des forêts, Rome, du 25 au 31 mars 1969
Président, A. W. H. Needler.

ANNEXE 8

LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA FAO